



GASPARD GANTZER, NOUVEAU « DIRCOM » DE L'ÉLYSÉE

L'ancien conseiller en communication du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, est arrivé jeudi à l'Élysée en tant que conseiller chargé des relations avec la presse et chef du pôle communication de la présidence. Il remplace, pour la partie « presse », Aquilino Morelle, qui cumulait plusieurs fonctions. Cet énarque de 34 ans fut de 2010 à 2013 le responsable de la communication de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. Il est issu de la même promotion ENA qu'Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint de l'Élysée. L'ex-député Vincent Feltesse devrait venir lui aussi étoffer le dispositif élyséen, comme l'indiquait le « Scan », le 22 avril. Ancienne « plume » de Daniel Vaillant, il serait chargé de la relation avec les élus et le PS, et peut-être des sondages. L'intéressé, qui n'a pas confirmé, a été reçu jeudi par François Hollande. Feltesse n'aurait pas le titre de conseiller politique. Les deux autres communicants, Claude Sérillon et Christian Gravel, souhaitent quitter le palais. Ce dernier est pressenti pour prendre la direction du SIG (service d'information du gouvernement). Ni Gantzer ni Feltesse ne devraient occuper l'ex-bureau de Morelle, au premier étage de l'Élysée.

S. DE RO.

➔ lire aussi PAGE 15

Le ministre de l'Économie Arnaud Montebourg a répété, lors du dernier Conseil des ministres, que la France devait demander à Bruxelles des « contreparties à la baisse des déficits ».

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



Économies : les rebelles de la majorité menacés de sanctions

L'exécutif cherche par tous les moyens à éviter la défection des députés PS frondeurs lors du vote mardi sur le programme de stabilité.

ANNE ROVAN @AnneRovan

IL NE RESTE que quatre jours à l'exécutif pour tenter de ramener à la raison les députés PS qui menacent de ne pas voter le programme de stabilité. Et c'est la méthode musclée qui a été choisie. Alors que Manuel Valls a confirmé jeudi un geste « fort » pour les petites retraites en dépit des risques juridiques que comporte une telle mesure (lire ci-contre), ministres et dirigeants PS multiplient les mises en garde à l'adresse des récalcitrants. Mezzo voce ou plus explicitement. « Chaque député de la majorité est la parce qu'il y a une majorité. Et chacun sait que cette majorité, elle est issue d'une majorité présidentielle. Chacun doit être en cohérence. Mais chacun a droit à ses colères », a redit jeudi sur France Info le ministre de l'Économie Michel Sapin, soucieux tout de même de se montrer à la fois ferme et ouvert.

Pourtant, il est bien question de sanctionner les députés indisciplinés qui ne voteront pas le plan mardi. À tout le

moins, d'agiter cette menace « afin d'éviter que la grogne ne gagne les parlementaires PS hésitants », confie un député frondeur. La décision de durcir le ton aurait été prise « à l'Élysée mercredi matin », assure un pilier du groupe PS.

Invité jeudi du « Talk Orange-Le Figaro », Bruno Le Roux s'est montré très catégorique, presque tranchant. « C'est exactement ça ! », a lâché le président du groupe PS à l'Assemblée quand son intervieweur a employé le terme de « sanctions ». « Je ne doute pas du choix de la majorité, parce que c'est la majorité qui gouverne, et il en va de sa responsabilité de poursuivre l'œuvre engagée par le président », a également déclaré mercredi le premier ministre lors du déplacement qu'il a effectué en Eure-et-Loir. « Ne nous parlons pas qu'à nous-mêmes, parlons d'abord aux Français. Les Français attendent du courage, de la vérité, du volontarisme et de la justice », a-t-il ajouté. Mais quelle pourrait être au juste la nature des sanctions ? L'exclusion du groupe PS fait partie des menaces brandies.

Montebourg à Hollande : « Je ne parlerai jamais le bruxellois »

MAIS où est donc passé le bouillonnant Arnaud Montebourg, récemment promu ministre de l'Économie ? Depuis plusieurs jours, il se fait plutôt discret. Anormalement discret. Montebourg n'a fait aucun commentaire sur le détail du plan d'économies de 50 milliards d'euros annoncé la semaine dernière par Manuel Valls. Certains députés s'étonnent également qu'il n'ait pas été présent, mercredi, à la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale, lorsque Michel Sapin (Finances) et Christian Eckert (Budget) ont détaillé le programme national de réforme, le document qui sera également adressé par Paris à Bruxelles avec le programme de stabilité. « Il n'a jamais été prévu qu'il soit là », explique-t-on au groupe PS de l'Assemblée nationale. S'il a fait profil bas devant les camé-

ras, Montebourg ne l'a pas été mercredi, lors du Conseil des ministres au cours duquel le programme de stabilité pour la période 2014-2017 a été dévoilé. Selon plusieurs participants, le ministre aurait pris longuement la parole, en s'adressant au chef de l'État. « Il n'était pas agressif. Il était rude », indique l'un d'eux.

« Je ne parle pas et je ne parlerai jamais le bruxellois », a lancé le ministre, avant de faire plusieurs commentaires sur les éléments qui seront transmis dans les prochaines semaines à Bruxelles. Montebourg a répété que la France devait demander à Bruxelles des « contreparties à la baisse des déficits », évoquant à nouveau la nécessité d'un changement de politique monétaire. Revenant sur le programme national de réforme, il a affirmé qu'« il faut faire preuve de plus d'audace vis-à-vis du secteur bancaire ».

Concernant le programme de stabilité et les 50 milliards d'économies, Montebourg se serait ému du gel des pensions des petits retraités. Il aurait lancé : « Il faut que l'on soit capable de porter des réformes de gauche ». Ce à quoi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, aurait répondu : « Il n'y a pas de réforme de droite ou de réforme de gauche. » Disant cela, Montebourg s'est mis du côté des députés socialistes inquiets. Il a d'ailleurs mis en garde les participants sur l'état d'esprit de la majorité. « Nous avons une majorité et nous ne pouvons pas faire sans elle. Les députés se font l'écho, non pas de leur intérêt propre, mais de ce qu'ils entendent sur le terrain », a-t-il analysé. Jeudi, l'entourage du ministre de l'Économie ne démentait pas ses propos. Mais tenait à livrer son état d'esprit.

« Montebourg veut être l'allier de Valls. Il pense que nous sommes à un moment clé. Mais son but n'est pas de gêner. » ■ AN. R.



« Quand on n'est pas heureux de vivre ensemble, on ne vit plus ensemble. Vous ne croyez pas ? », interroge à dessein un élu.

Les élus rebelles guère impressionnés

L'exécutif, Matignon en tête, redoute le vote de mardi. « Oui, il y a encore de nombreux députés à convaincre, et c'est notre travail des prochains jours », admet bien volontiers un poids lourd de l'Assemblée qui, à ce stade, estime que « 15 à 20 » élus pourraient en définitive ne pas voter le texte. « En réalité, le nombre final dépendra surtout de ce qu'entendront ce week-end les députés dans les circonscriptions », analyse un député. La pression va encore monter dans les prochains jours. Réuni lundi, le bureau national du PS adoptera une « position solennelle » sur le programme de stabilité. « Si la majorité est favorable, la minorité devra accepter ce programme », prévient-on au groupe PS. Ces prochains jours, Manuel Valls devra, selon certaines sources, continuer à égrener les gestes, notamment sur le plan

anti-pauvreté. Dont il proposait la semaine dernière de reporter la mise en œuvre. « Le problème, ce n'est pas de faire "du moins de moins" mais de faire "du plus de plus" », réagit Laurent Baumel, un des députés qui a déjà fait savoir qu'il ne voterait pas le programme de stabilité.

Autant dire que les menaces de l'exécutif et de la présidence du groupe PS n'impressionnent guère les élus rebelles. « Compte tenu de l'état de la majorité, je ne crois pas à des exclusions », confie un député qui votera le texte. « S'ils devaient nous sortir du groupe, ils déclencheraient une crise en actant la scission », estime un autre, classé dans le camp des frondeurs. Jamais, depuis le début du quinquennat, les relations n'ont été aussi tendues entre l'exécutif et les députés PS. « François Hollande devrait se demander si ce qu'il a vécu mercredi à Carmaux, ce n'est pas ce que nous vivons chaque fin de semaine dans nos circonscriptions », soupire Baumel. Un autre élu va plus loin : « Il faut organiser des primaires pour 2017. On est nombreux à le penser. » ■

La droite, elle aussi, doit compter avec ses « frondeurs »

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

LA MAJORITÉ n'est pas la seule à se faire des nœuds au cerveau à l'approche du vote sur le programme de stabilité, mardi. À droite et au centre, l'opposition part en ordre dispersé. D'abord parce que les parlementaires UDI réservent encore leur réponse. Le président du groupe centriste à l'Assemblée, Philippe Vigier, veut un « vrai débat en réunion de groupe mardi matin pour arrêter une ligne largement majoritaire, si ce n'est commune ». Les centristes planchent sur une liste de propositions que Vigier et son homologue du Sénat François Zocchetto présenteront mercredi à Manuel Valls.

« Cette majorité a assommé les Français d'impôts pendant deux ans, sans s'attaquer au dur des déficits qui s'accumulent depuis des années. Alors, forcément, voir Valls faire un virage à 180 degrés doit être salué », explique Vigier. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres pour les centristes, qui énumèrent les questions en suspens : petites retraites, artisanat, PME... « Durant ce quinquennat, comme lors du précédent, je me suis battu pour la règle d'or, contre les niches fiscales, contre l'endettement de l'État. Pas question, donc, de voir ruiner toute tentative qui irait dans le bon sens », explique Vigier, en rappelant que la liberté de vote reste la règle chez les centristes.

À l'UMP, la ligne de Jean-François Copé est déjà arrêtée : « Le compte n'y est pas », dit-il, donc « l'UMP votera en bloc contre ». L'ancien ministre du Budget de Jacques Chirac prendra la parole mardi pour défendre cette position. À cet argument de fond s'ajoutent des considérations politiques. « En considé-

rant le rejet hystérique que suscite l'exécutif, il serait suicidaire pour un député de droite de voter pour la gauche », estime le président du parti. « Le simple fait de dire "bonne chance" à Manuel Valls, tu te fais engueuler », ajoute-t-il, dans une allusion aux déclarations de François Fillon. « Je veux souhaiter bonne chance à Manuel Valls, parce que je souhaite qu'il réussisse, je ne souhaite pas l'échec de mon pays », avait expliqué l'ancien premier ministre.

Frédéric Lefebvre votera pour

La position politique de Copé ne fait cependant pas l'unanimité dans sa famille. Benoist Apparu n'entend pas « voter les yeux fermés le plan Valls ». Mais le député de Haute-Marne considère que « s'opposer par principe et manichéisme chronique » ne lui paraît « pas être une position honnête ». Le député des Français de l'étranger, Frédéric Lefebvre, votera pour parce que « le premier ministre a fait sienne des mesures préconisées par l'opposition » et que le programme de stabilité, « transmis aux instances européennes », permettra de signifier à Bruxelles « que les parlementaires français sont responsables ».

L'ancienne ministre du Budget Valérie Pécresse pourrait, elle, voter « un certain nombre de mesures » du pacte, quand elles seront soumises au vote lors du projet de loi de finances rectificative. Quant à Michel Barnier, il demande à l'opposition d'avoir le « courage de soutenir le plan, parce que c'est l'intérêt national ». « Oui, il y a dans le plan de Manuel Valls de bonnes mesures, elles sont dures, courageuses, on ne peut pas parler d'austérité, mais de bonne gestion, de rigueur », a estimé sur RFI le commissaire européen issu des rangs de l'UMP. ■



Manuel Valls au cours d'une visite d'entreprise, jeudi, à Saint-Lubin-des-Joncherets, en Eure-et-Loir. FRED DUFOUR/AFIP

Le geste risqué de Matignon sur le dossier miné des petites retraites

GUILLAUME GUICHARD @guillaume_gui

FACE aux députés socialistes en colère contre son plan d'économies, Manuel Valls lâche du lest sur les petites retraites. « Nous demandons un effort à travers le gel d'un certain nombre de prestations jusqu'en octobre 2015, mais nous prendrons une mesure forte concernant les retraités modestes, a-t-il déclaré jeudi. C'est non seulement la demande du groupe PS mais aussi de l'ensemble des parlementaires. » La mesure de gel devait rapporter 1,3 milliard d'euros. Le sujet, assure-t-on à Bercy, sera traité « dans un temps court ». Vraisemblablement d'ici mardi et le vote du programme de stabilité à l'Assemblée nationale, afin d'amadouer les élus de la majorité.

La tâche ne sera pas aisée. D'abord, qu'est-ce qu'une petite retraite ? Le ministre des Finances Michel Sapin place le curseur entre 800 et 900 euros. Les députés sont plus exigeants. Pour le socialiste Gérard Bapt, rapporteur du budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale, il faut exonérer du gel les retraités exonérés d'impôts, ou dont l'impôt sur le revenu n'est pas recouvré car trop faible. Ce critère de sélection permettrait de toucher 6,5 millions de personnes. Coût de la mesure : 400 millions d'euros, indique le député au Figaro. « Comme les pensions visées sont les plus faibles, le manque à gagner pour les finances publiques serait modeste », estime Gérard Bapt. Il propose de financer

ce geste par une contribution exceptionnelle sur les retraités les plus aisés.

Las ! Préserver les basses retraites du coup de gel se révèle dans la pratique un vrai casse-tête. Outre les problèmes techniques - surmontables - posés par la multitude de régimes de retraites coexistants en France, se dresse surtout un obstacle juridique de taille. « Geler certaines pensions et pas d'autres, même sur un critère de niveau des retraites, pose un problème d'égalité des citoyens devant la charge publique », explique un fin connaisseur du dossier. À tel point que la mesure, prévient l'expert, pourrait être

« Geler certaines pensions et pas d'autres pose un problème d'égalité des citoyens devant la charge publique »

censurée par le Conseil constitutionnel ! Le gouvernement avait déjà reculé face à ce risque lors de la réforme des retraites, examinée à l'automne dernier au Parlement. Les députés socialistes voulaient déjà à l'époque exclure les retraités les plus modestes du gel de six mois des pensions, du 1^{er} avril au 1^{er} octobre 2014.

Pour être juridiquement irréprochable, l'exécutif doit réellement cibler les retraités pauvres. Et, pour cela, prendre en compte le revenu fiscal global du foyer. Problème : une mesure juridiquement

béton risque de se transformer en une usine à gaz et... de devenir « politiquement pourrie », c'est-à-dire très complexe à présenter au grand public, prévient un spécialiste très écouté par le gouvernement. Un comble pour un « geste fort ». Le moins risqué ? Un chèque du Trésor public façon « prime de Noël ». Cette solution de facilité, adoptée lors de la réforme des retraites, ne figure toutefois pas en tête des possibilités étudiées actuellement par l'exécutif.

« La philosophie générale est la suivante : essayer de trouver un niveau de pension en deçà duquel les retraites seront exonérées du gel », insiste-t-on à l'Élysée. Ce seul se situerait entre le minima social vieillesse, déjà exclu du gel, et le minimum contributif - versé à des retraités ayant cotisé à des niveaux très modestes - comme le réclame d'ailleurs le député PS Pascal Terrasse. Mais, comme rien n'est simple, il existe plusieurs minimums contributifs... D'autres proposent de prendre pour référence le seuil de pauvreté (980 euros) ou le smic net (1 130 euros). Problème : aucun de ces seuils n'a valeur constitutionnelle.

Toujours est-il que la mesure sur les basses retraites, devrait être un des seuls compromis de Manuel Valls face aux exigences de la majorité parlementaire. Il a exigé, jeudi, le dégel du point d'indice des fonctionnaires à court terme. À peine a-t-il accepté de fixer une « clause de revoyure » pour rouvrir le dossier dans les prochaines années, en fonction de la situation économique. ■



CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Valls, Le Roux, Cambadélis : un trio à la manœuvre

Il s'agit de cent heures pour convaincre. Cent heures pour éviter l'échec d'un plan de stabilité vital pour le rebond de l'économie. Cent heures pour éviter le crash d'un gouvernement tout juste nommé.

Dans cette course contre la montre, trois hommes sont à la manœuvre. Contrôlant chacun un des piliers de la majorité : Manuel Valls, le premier ministre, Bruno Le Roux, le président du groupe PS à l'Assemblée, et Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du parti. Dans l'histoire récente, ils ne se sont pas toujours bien entendus. Valls, par exemple, faisait partie du quatuor de ministres qui, en 2012, avaient poussé Harlem Désir afin d'empêcher l'installation de Cambadélis Rue de Solferino. Il était arrivé à Le Roux de s'agacer des embardées solitaires du ministre de l'Intérieur.

Mais dans l'acte II du quinquennat Hollande, ils ont désormais partie liée. Et pour mission de réussir conjointement à réduire une résistance qui tient aussi bien à la fureur d'avoir été mis devant le fait accompli qu'à l'hostilité à des mesures de rigueur qui menacent d'accroître le divorce entre la gauche et ses électeurs. En cas de tension interne à une famille politique, la méthode est simple : convaincre d'abord et contraindre ensuite.

Mais il est significatif que, dans le cas présent, la menace soit d'embellie énoncée. Et les sanctions déjà évoquées avant même que la discussion ait été menée à son terme. Le temps bien sûr est compté. Mais la pression forte exercée dès maintenant est sans doute l'aveu de la part des acteurs dirigeants de la majorité que l'arme de la persuasion ne suffira pas à dissuader les abstentions voire les votes contre au sein du groupe PS.

Dans le trio Valls-Le Roux-Cambadélis, c'est le premier ministre qui a usé de la carotte en se montrant disposé à un geste sur les petites retraites, voire sur les fonctionnaires. Geste symbolique, mais c'était à lui de le faire, tant les députés avaient mal digéré d'apprendre en même temps que l'ensemble des Français le détail du plan d'économies. Valls a joué la vitesse et son rapport direct à l'opinion. Au prix de la fureur des parlementaires qu'il tente désormais

d'apaiser. Bruno Le Roux, lui, brandit le bâton. C'est lui qui, toute la journée de jeudi, a dramatisé l'enjeu du vote de mardi, en dépit de son caractère purement consultatif. C'est lui qui a évoqué la possibilité de sanctions en rappelant tout ce qu'impliquait l'appartenance à la majorité et au groupe socialiste. Avec habileté, le député de la Seine-Saint-Denis aura été à la fois l'interprète auprès du gouvernement des exigences des députés et le relais auprès des parlementaires des exigences du président de la République.

Jean-Christophe Cambadélis enfin a pris l'initiative de réunir lundi un bureau national extraordinaire afin d'adopter une « position solennelle » du PS. Des ses débuts, le nouveau premier secrétaire veut ainsi prouver que le parti peut redevenir un acteur utile du jeu majoritaire. Être à la fois le lieu de la discussion, ouverte à tous, mais aussi celui de la décision, qui s'imposera à tous.

Matignon, le groupe, le parti. L'engagement est donc maximal au sommet de la majorité pour faire adopter le plan de stabilité. Mais, pour Hollande et Valls, c'est quitte au double. Si dix, vingt ou trente députés refusent de rentrer dans le rang, c'est une période de turbulences que personne ne pourra maîtriser qui s'ouvrira. ■



» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

Valls a joué la vitesse et son rapport direct à l'opinion. Au prix de la fureur des parlementaires qu'il tente désormais d'apaiser





Des forces spéciales ukrainiennes ont pris possession, jeudi, d'un barrage abandonné par des rebelles à Sloviansk, dans la région de Donbass. K. KUDRYAVTSEV/AFP

À Sloviansk, le sang coule et la guerre menace

L'opération antiterroriste de l'armée ukrainienne a fait au moins deux morts et Moscou menace d'intervenir.

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes
ENVOYÉ SPÉCIAL À SLOVIAVSK

UKRAÏNE L'opération antiterroriste de l'armée ukrainienne a repris jeudi matin par un mouvement vers Sloviansk, bastion des activistes prorusse dans la région du Donbass. En début de matinée, une colonne ukrainienne de blindés de transport de troupes s'est avancée sur l'autoroute Kharkov-Donetsk en direction de la ville. Les engins se sont arrêtés face aux barricades de pneus entassés au niveau du poste de police routière IZS, entre la station-service et le magasin de pains de jardin. Les soldats ont échangé des coups de feu avec les activistes. « On les a repoussés », dit le commandant Lynx, le chef de la barricade. Un des jeunes gens affirme avoir blessé un soldat avec son fusil de chasse.

Un peu plus loin, sur la route du village de Kheshtichie, se déroule un second accrochage, plus dramatique. « Deux d'entre nous sont allés en reconnaissance aux alentours, Alexandre Loubianietz et Anton Moroz », dit Viktor, un fermier dont les deux fils ont rejoint les activistes prorusse. « Quelqu'un leur a dit qu'il y

avait des mouvements dans la forêt. Là, ils sont tombés sur les soldats, qui ont tiré. » Alexandre est tué, son camarade est évacué à l'hôpital et sa mort annoncée plus tard dans l'après-midi. Près de l'usine d'alimentation pour bétail, leurs camarades mettent le feu aux pneus pour bloquer l'avance éventuelle des blindés. Deux hélicoptères Mi-24 ukrainiens viennent tourner à basse altitude autour de la scène. Les blindés ukrainiens se retirent.

« Nous ne nous rendrons pas »

À Sloviansk, les habitants vaquent à leurs occupations et font leurs courses, mais les militants prorusse se préparent à une attaque. Cette ville industrielle d'environ 110 000 habitants est devenue le bastion du mouvement séparatiste. Les activistes sont retranchés dans trois édifices publics du centre : la mairie, sur la place Lénine, le siège du SBU (les services secrets ukrainiens), rue Karl-Marx, et le commissariat central. Le centre nerveux de cette petite municipalité insurgée est la mairie, où l'ambiance rappelle parfois celle d'un asile de fous.

Depuis le 12 avril, la maire de la ville, Nelia Shepta, a été déposée, donnée comme prisonnière, avant de réapparaître

puis de disparaître à nouveau. La commune autoproclamée s'est donné un maire, Vyacheslav Ponomarev, qui annonce régulièrement une offensive ukrainienne et réclame l'aide des troupes russes. Au moins un journaliste américain, Simon Ostrovsky, et plusieurs Ukrainiens ont été arrêtés et vraisemblablement détenus un temps dans cette mairie. Ponomarev a d'abord nié puis confirmé la détention d'Ostrovsky, avant que ce dernier ne soit libéré. La porte-parole de la nouvelle municipalité, Stella Khorosheva, est une ancienne attachée de presse « qui rêvait d'être diplomate ». « On est comme derrière une vitre, dit-elle.

Le régime de Kiev ne veut pas nous écouter. Ils envoient les chars pour nous faire peur. Ils veulent nous empêcher de former notre gouvernement. Il faut faire un nouveau procès de Nuremberg pour juger ces fascistes. »

Vétéran de l'Armée rouge

En attendant, la défense de l'édifice a été préparée. Des sacs de sable sont empilés devant le perron de l'immeuble et des grillages tendus contre les jets de grenades. Des hommes masqués, en treillis camouflés, armés de kalachnikovs neuves et de lance-roquettes modernes, entrent et sortent de l'immeuble. Igor Kratov,

52 ans, ancien Spetsnaz, vétéran de l'Armée rouge, est prêt à se battre jusqu'au bout. « On a mis nos têtes à prix, nous risquons entre dix ans de prison et la perpétuité, mais nous ne nous rendrons pas, dit-il. S'ils rentrent dans Sloviansk, ce sera un combat de rue, il y aura des pertes civiles, c'est certain. Nos frères russes sont de l'autre côté de la frontière, mais nous ne sommes pas certains qu'ils vont intervenir, ni qu'ils arriveront à temps. »

À la suite du SBU, les villes blindées pris à l'armée ukrainienne la semaine dernière ont été intégrées aux barricades. Mais la défense de la ville par les activistes prorusse n'a pas l'air beaucoup plus sérieuse que les tentatives de l'armée ukrainienne pour s'en emparer. Cette « guerre Potemkine » a surtout pour résultat de fournir à Moscou le scénario nécessaire à son ingérence dans la crise ukrainienne. Les timides tentatives de Kiev pour reprendre le contrôle des villes de la région étaient jusqu'à présent dérisoires. Elles font à présent des victimes. Leur principal résultat est de permettre à la Russie de dénoncer l'illegimité d'un gouvernement qui envoie son armée contre son peuple et de décrire l'est de l'Ukraine comme en proie au chaos et à la guerre civile. ■

Poutine menace Kiev de « conséquences »

Quelques heures à peine après l'incursion de blindés ukrainiens à Sloviansk, Moscou a lancé jeudi des manœuvres militaires près de la frontière ukrainienne. La Russie, s'est justifiée le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, est contrainte de réagir à la « machine militaire ukrainienne » et à des exercices

menés par l'Otan en Europe de l'Est. Vladimir Poutine a pour sa part fait savoir qu'un recours de Kiev à l'armée était « un crime grave » qui aurait « des conséquences ». Ces opérations, a ajouté le président russe, mettent « très sérieusement en question la légitimité de l'élection » présidentielle du 25 mai. (AFP, REUTERS)

Tarouta: « Le référendum voulu par les séparatistes de l'Est n'aura pas lieu »

PROPOS RECUEILLIS À DONETSK PAR
EMMANUEL GRYSZPAN @_zeret_

LE MILLIARDAIRE Serhiy Tarouta a été nommé le 2 mars gouverneur de la région de Donetsk par le gouvernement provisoire de Kiev. Cet enfant du pays âgé de 58 ans, qui a fait fortune dans la métallurgie et était jusque-là resté à l'écart de la politique, fait désormais face à la crise la plus grave de la région depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pourquoi n'allez-vous pas en personne engager le dialogue avec la population des villes contrôlées par les rebelles ? Je ne vois pas les choses de cette manière. Car qui veut dialoguer ne prend pas les armes. Ceux qui les prennent ont deux objectifs : voler ou s'emparer de quelque chose.

Où bien se défendre...

Se défendre de quoi ? Ça me semble douteux. Ces gens commettent des crimes et prendre les armes est illégal. Entamer le dialogue est indispensable, mais à la condition d'être sans armes. Bien sûr que nous parlons avec l'administration (occupée par les rebelles, NDLR) depuis deux semaines. Le problème est ailleurs : dans leur camp, ils n'ont aucune idée. Au début, ils voulaient une réunion (de la région) avec la Russie. Puis ils ont compris que ce slogan ne recevait pas le soutien de la majorité de la population du Donbass. Ils se sont ensuite mis à réclamer une fédéralisation, sans comprendre ce que cela signifie. Ils y ont également renoncé. Ils veulent désormais davantage de transfert de pouvoir vers les régions,

ce que Kiev a déjà promis d'accorder. Pour cela, ils n'ont pas besoin d'armes.

Mais ce sont des civils sans armes qui se plaignent de l'absence de dialogue... Vous n'êtes pas prêt à aller à Sloviansk pour parler directement avec eux ? Non, les rebelles veulent organiser une provocation et nous ne leur offrons pas ce prétexte. Me rendre dans chaque administration occupée ne rentre pas dans mes fonctions.

Derrière la crise actuelle se trouve un grave malaise social. Dans leur immense majorité, les rebelles sont des laissés-pour-compte vivant dans des conditions très difficiles. Avez-vous des solutions rapides pour améliorer leur niveau de vie et désamorcer le conflit ? C'est juste, le taux de chômage est très élevé dans la région. Comme solution, nous avons créé un fonds social pour le travail et, dans ce cadre, réuni mercredi les maires pour évaluer combien d'emplois nous pourrions rapidement fournir. Je suis conscient du niveau intellectuel très bas parmi ceux qui se rebellent. Ils viennent à l'administration comme au travail, pour recevoir de l'argent.

Quelle est votre attitude par rapport au référendum du 18 mai ? Il n'y aura bien évidemment aucun référendum le 18 mai. Il n'y a aucune base légale pour une telle consultation.

Êtes-vous inquiet de voir des membres des forces de police ou d'autres structures de sécurité passer du côté des rebelles ? Personne n'est passé du côté des séparatistes. Ces histoires de policiers qui pas-



« La population, ce n'est pas le millier de radicaux occupant les administrations », juge Serhiy Tarouta.

sent du côté de leur côté sont des insinuations et de la désinformation. La police est du côté du peuple. La population, ce n'est pas le millier de radicaux occupant les administrations. Quatre millions de personnes vivent ici et il faut respecter l'opinion majoritaire.

L'information joue un rôle clé dans le conflit. Kiev a interdit la diffusion des chaînes télévisées russes, regardées par une grande partie de la population. Vous êtes d'accord avec cette censure ? Il y a une décision de justice qu'il faut appliquer. Je suis très hostile à toute désinformation, qu'elle vienne des médias ukrainiens ou russes. Il y a de nombreux journalistes russes ici et ils se plaignent beaucoup de la censure dont ils font l'objet en Russie. Je pense que le monde entier le sait. ■

L'Europe, désarçonnée, craint l'heure de vérité

JEAN-JACQUES MÉVEL @jmevel
CORRESPONDANT À BRUXELLES

LA RUSSIE montre à nouveau ses muscles aux portes de l'Ukraine et l'Europe se retrouve face au choix qu'elle tente d'esquiver depuis six semaines : poursuivre avec le Kremlin un dialogue qui tient du marché de dupes ou taper du poing sur la table au risque de se déchirer sur l'ampleur des sanctions à imposer à Vladimir Poutine.

Les grandes manœuvres militaires décidées jeudi du côté russe en réplique à la reconquête entamée par la défense ukrainienne pourraient sonner l'heure de vérité. La « désescalade » escomptée de l'accord de Genève, il y a huit jours, s'évanouit face à une remontée explosive des tensions militaires. Et force est de constater que Poutine « n'a pratiquement rien fait pour appliquer sa part du contrat », concède un responsable européen de haut rang. Le fauteur de troubles est désigné, mais ce sont les Occidentaux qui se retrouvent dans l'embarras. Les sanctions « économiques », arme absolue qu'un sommet de l'UE avait agitée dès le 20 mars, restent à l'état d'ébauche dans une navette bureaucratique entre les experts de la Commission européenne, les ambassadeurs nationaux et vingt-huit capitales qui défendent à rebroussement leurs intérêts. Côté américain, la Maison-Blanche multiplie les mises en garde. Mais Barack Obama n'a rien décidé.

L'Europe frappera-t-elle le caviar de la Caspienne ? Ou va-t-elle s'en prendre à des exportations russes plus significatives comme les minéraux, les engrais, le carburant diesel, voire le pétrole ou le gaz naturel ? Rien de substantiel n'est attendu avant la semaine prochaine, au mieux, dit-on à Bruxelles. Et il faudrait

un autre sommet pour en décider (le prochain est programmé le 15 mai). « Dès le début, les Occidentaux ont exclu l'option militaire, dit l'eurodéputé Arnaud Danjean, expert des dossiers de défense. Aujourd'hui, ce sont les sanctions économiques qui semblent improbables. Personne ne peut compter sur le soutien des Allemands. » Au-delà des sanctions, le débat de fond n'est pas non plus tranché entre ceux qui n'accepteront jamais de rompre le dialogue avec la Russie de Poutine, celles qui se soucient des circonstances, et ceux qui considèrent que l'Europe devrait tirer un trait si le Kremlin continue de la rouler dans la farine. L'Allemagne et son ministre des affaires

Les sanctions économiques restent à l'état d'ébauche dans une navette bureaucratique

étrangères, Frank-Walter Steinmeier, conduisent le premier groupe, avec l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Grèce et, mezza voce, la France et la Grande-Bretagne. Le second recouvre une « ligne de front » qui part de la Suède, traverse les pays Baltes, la Pologne et court jusqu'en Roumanie. Parmi les ex-satellites de l'URSS, la Bulgarie et la Slovaquie se montrent plus prudentes.

À ces divergences intra-européennes, le président russe a lui-même ajouté un puissant facteur de flottement en évoquant son projet d'une « Nouvelle Russie », héritière de l'empire des tsars. « C'est un élément nouveau que les Occidentaux vont devoir prendre en compte, dit le haut responsable. Le problème est que ni les Américains ni les Européens ne savent quelle réponse lui donner. » ■

Des procès en cascade pour Navalny, ennemi juré de Poutine

Le leader de la contestation risque dix ans de prison pour une affaire polémique qui l'oppose à une entreprise française.

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À MOSCOU

RUSSE L'état judiciaire se resserre sur le principal opposant à Vladimir Poutine. L'avocat Alexei Navalny, qui purge une peine de cinq ans de prison avec sursis dans une affaire de malversation, a vu son assignation à domicile prolongée de six mois. Sa faute ? Avoir utilisé les réseaux sociaux et publié un article dans le *New York Times* en violation de ses conditions d'incarcération. Le juge du tribunal moscovite de Zamoskvoretski a été plus clément que le procureur, qui avait réclamé l'incarcération. Il n'empêche : la raison pour laquelle cette figure de proue de la contestation russe comparait jeudi pourrait le priver à jamais de toute carrière politique. Alexei Navalny y est poursuivi dans une second-

de affaire, d'escroquerie cette fois, au détriment de la firme française de cosmétiques Yves Rocher. Il encourt pour cela dix ans de prison. Ce procès, a déclaré son avocat, est « coordonné au plus haut niveau » du pouvoir.

Yves Rocher accusé de « jeu peu glorieux »

L'opposant et son frère, qui était cadre à la poste russe, sont accusés d'avoir sur-facturé des prestations de transport à l'entreprise française, en détournant au passage 27 millions de roubles (environ 546 000 euros). Une affaire fabriquée de toutes pièces, selon la défense, qui fustige l'implication d'Yves Rocher dans le montage du dossier. Les faits restent opaques. Le 10 janvier 2013, dans une lettre publiée par Navalny, une collaboratrice de la filiale russe écrivait à son patron, Bruno Leprou, que cette dernière n'avait subi « aucun réel préjudice ». Interrogé par l'AFP, la direction d'Yves Rocher affirme pour sa part « avoir été victime », se refusant à tout commentaire supplémentaire.

« Le phénomène est nouveau : désormais, on voit une entreprise collaborer avec le pouvoir dans le cadre d'une opération de représailles politiques », dénonce l'économiste russe Sergueï Gouriev, réfugié en France et enseignant à Sciences



« Je passe du bon temps, chaque jour je vais au tribunal », ironise Alexei Navalny, célèbre pour son combat anticorruption (ici jeudi au tribunal à Moscou). V. MAXIMOV/AFP

Po Paris. Dans une lettre ouverte, l'écrivain Boris Akounine reproche à Yves Rocher « de participer à un jeu peu glorieux » afin de préserver ses diverses activités en Russie. Le pays représente le deuxième marché de l'herboriste où il est installé depuis vingt-trois ans et possède plus de 200 magasins.

C'est lors des grandes manifestations anti-Poutine de l'hiver 2011 qu'Alexei Navalny, avocat de formation et célèbre pour son combat anticorruption, a pris la tête de l'opposition. Depuis, cet homme de 39 ans, également connu pour ses penchants nationalistes, est pris dans un échec judiciaire inextricable, qui se resserre à la faveur de la crise en Ukraine. Jeudi, il a par ailleurs été reconnu

coupable par un autre juge moscovite d'avoir porté « atteinte à la réputation » du vice-président de la Douma, après avoir accusé ce dernier d'avoir falsifié sa déclaration de patrimoine. Deux jours auparavant, il avait été condamné à 300 000 roubles (environ 6 000 euros) d'amende pour avoir comparé un élu moscovite à un « drogué ».

« Je passe du bon temps, chaque jour je vais au tribunal », a ironisé Navalny. L'été dernier, l'opposant avait vu sa peine de cinq ans suspendue, le temps de lui permettre de participer aux élections municipales à Moscou, où il a remporté 27 % des suffrages. Cette fois, une possible condamnation dans l'affaire Yves Rocher l'envairait à coup sûr en prison. ■

27 %
des suffrages

Le score obtenu par Alexei Navalny aux élections municipales à Moscou en septembre 2013

Tsahal enrôle les arabes chrétiens

Leur intégration dans l'armée israélienne, inédite, se fera sur la base du volontariat.

CYRILLE LOUIS clouis@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À JERUSALEM

ISRAËL L'armée israélienne s'apprête, pour la première fois de son histoire, à appeler sous les drapeaux les jeunes citoyens arabes de confession chrétienne. Cette initiative controversée est une rupture au moins symbolique pour ce corps qui, jusqu'à présent, se souciait peu d'accueillir en son sein une population soupçonnée de sympathie pour la cause palestinienne. « Nous allons envoyer des appels à la conscription dans les prochaines semaines », indique un porte-parole militaire, précisant que l'enrôlement se fera sur la base du volontariat.

Cette campagne, qui ne répond pas à un impératif militaire, est censée marquer une nouvelle étape dans l'incorporation des minorités arabes - après la création d'un service militaire obligatoire pour les druzes en 1953 et l'enrôlement de plus en plus large de certaines communautés bedouines. Depuis la naissance de l'État hébreu, en 1948, la conscription constitue un puissant creuset d'intégration sociale et professionnelle. Elle est obligatoire pour les Juifs, à l'exception des ultraorthodoxes qui étudient dans une école talmudique. Les Arabes sont quant à eux parfaitement libres de s'enrôler, mais ils demeurent peu nombreux à le faire et certaines unités leur sont fermées. L'an dernier, seuls une soixantaine de chrétiens servaient ainsi dans l'armée, soit moins de 5 % de leur classe d'âge.

L'initiative de l'armée israélienne met en lumière les failles qui traversent la communauté chrétienne. Le père Gabriel Nadaf, prêtre de l'église grecque orthodoxe de Nazareth et fondateur, en 2012, d'un forum israélien pour le recrutement des chrétiens, y est clairement favorable. Il relève d'ailleurs qu'une centaine de chré-

tiens servent actuellement sous les drapeaux, soit près de deux fois plus qu'en 2013. « Ni arabes ni palestiniens, nous formons une communauté paisible qui entretient les meilleures relations avec les Juifs et ne demande qu'à s'intégrer dans la société israélienne », résume-t-il, dénonçant « ceux qui veulent nous entraîner dans des conflits qui ne sont pas les nôtres. »

Dans un texte publié en juin 2013, les évêques catholiques de Terre sainte se sont au contraire opposés à la conscription des chrétiens, jugeant que « la mobilisation des minorités est sans nul doute guidée par le souhait de diviser la minorité arabe pour mieux la gouverner ». « Cette mesure s'inscrit dans une campagne de la

Le gouvernement espère diviser une communauté perçue comme frondeuse

SAMMY SMOOHA, PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE

droite israélienne visant à couper les chrétiens de leur peuple, en les incitant à penser qu'ils ne sont pas arabes », martèle pour sa part le député chrétien Basel Ghattas, membre du parti Hadash (communiste).

La minorité arabe d'Israël - 1,5 million de personnes dont 160 000 chrétiens - se mobilise régulièrement pour dénoncer les discriminations ainsi que pour soutenir le combat des Palestiniens contre l'occupation. « En faisant de l'œil aux chrétiens, le gouvernement israélien espère diviser une communauté perçue comme frondeuse », analyse Sammy Smooha, professeur de sociologie à l'université de Haïfa. Le juge néanmoins le calcul « douteux » et se dit convaincu que les chrétiens, « pétris de nationalisme » et inquiets de possibles mesures de rétorsion, seront peu nombreux à vouloir s'engager. ■



ZOOM

Présidentielle afghane: Abdullah donné en tête

Avec 43,8 % des voix, l'ex-chef de la diplomatie afghane Abdullah arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle du 5 avril, après comptabilisation de plus de 80 % des bulletins de vote. Malgré son avance sur son rival, Ashraf Ghani, Abdullah ne serait pas en mesure de l'emporter dès le premier tour. Un éventuel second tour pourrait se tenir fin mai. À trois jours des résultats définitifs, trois Américains ont par ailleurs été tués par un policier afghan qui a ouvert le feu dans un hôpital de Kaboul.

EN BREF

Israël suspend les négociations avec les Palestiniens

Israël a décidé jeudi de suspendre les négociations de paix avec l'Autorité palestinienne, au lendemain de l'annonce d'un accord de partage du pouvoir entre le Hamas et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Syrie: un raid de l'armée fait 25 morts près d'Alep

Au moins 25 personnes, dont trois enfants, ont été tuées jeudi dans un raid aérien de l'armée syrienne sur le marché d'un village de la province septentrionale d'Alep.

L'Arménie rejette les condoléances d'Erdogan

L'Arménie, qui a commémoré jeudi le génocide perpétré il y a 99 ans sous l'Empire ottoman, a rejeté les condoléances présentées par la Turquie la veille et réclamé reconnaissance et « repentir » de la part d'Ankara, accusée de poursuivre une politique de « déni total ».

Barack Obama rassure son allié japonais face à Pékin

À Tokyo, le président américain a assuré que les îles Senkaku étaient « couvertes » par l'accord de défense.

RÉGIS ARNAUD
TOKYO

ASIE « Senkaku » : Barack Obama a prononcé le nom magique. En visite au Japon, le président américain était attendu sur deux sujets : la défense de son « meilleur allié » japonais en cas d'attaque de son territoire, en particulier en cas d'offensive sur l'archipel des Senkaku, disputé avec la Chine ; et l'accord TPP, qui doit libéraliser les échanges en Asie-Pacifique en supprimant les barrières tarifaires entre pays négociateurs.

Sur le premier sujet, il a donné satisfaction à Shinzo Abe : « L'obligation de notre traité sur la sécurité du Japon est absolue. L'article 5 du traité couvre tous les territoires sous administration japonaise, notamment les îles Senkaku », a-t-il déclaré dans une conférence de presse conjointe, à la visible satisfaction de son hôte. C'était la première fois que le président Obama s'exprimait de manière

aussi claire sur ce sujet brûlant entre le Japon et la Chine. Depuis des mois, des navires gouvernementaux chinois jouent au chat et à la souris avec les garde-côtes japonais dans les eaux territoriales qui bordent les Senkaku, au risque d'une escarmouche tragique.

« Je ne suis pas en train de tracer une ligne rouge »

Barack Obama a en revanche refusé de se prononcer sur la question de la souveraineté du Japon sur ces îles, se bornant à reconnaître une situation de fait. « Le traité entre les États-Unis et le Japon a été signé avant ma naissance, par conséquent je ne suis pas en train de tracer une ligne rouge », a-t-il précisé, sans doute en référence à la « ligne rouge » qu'il avait souhaité tenir en Syrie en cas d'utilisation d'armes chimiques, et à laquelle il a renoncé. Le Japon est très inquiet du « précédent » créé par l'annexion de la Crimée par la Russie à la barbe du protecteur américain.

Le gouvernement nippon craint que le bras de son allié tremble en cas de crise avec la Chine. Sur le volet TPP, les deux hommes n'ont pu s'entendre. Le Japon et les États-Unis représentent 75 % de l'activité économique des 12 États négociateurs ; un accord avec l'Archipel est par conséquent vital pour le TPP. « C'est le moment de prendre des initiatives courageuses (...) je pense qu'on peut dire qu'il y a certains secteurs de l'économie japonaise - l'agriculture, l'automobile - qui

ont été historiquement fermés », a lâché, en conférence de presse, Barack Obama à côté de Shinzo Abe, très gêné par la franchise de son voisin. Le premier ministre japonais s'est, de son côté, borné à indiquer que les négociations TPP allaient s'accélérer, mais n'a rien voulu céder publiquement sur le fond.

Sous la pression des lobbies agricoles, Shinzo Abe espère retarder le plus longtemps possible l'ouverture de cinq marchés « sacrés » ; mais il sait qu'il doit

parvenir à un accord s'il souhaite conserver la crédibilité du Japon auprès des investisseurs internationaux qui soutiennent le cours de la Bourse japonaise, donc celui de sa propre popularité. Ces dernières semaines, les États-Unis auraient concédé le maintien d'importantes barrières tarifaires sur le riz et le blé, mais exigeaient en revanche un abaissement brutal des barrières tarifaires sur les importations de bœuf et de porc. ■



Barack Obama (à gauche) assiste à un spectacle de tir à l'arc équestre, jeudi, lors de sa visite au sanctuaire Meiji Shrine à Tokyo. LARRY DOWNING / REUTERS

L'ombre chinoise sur la tournée du président américain

PATRICK SAINT-PAUL
CORRESPONDANT À PÉKIN

CENSÉ rassurer les alliés de Washington quant au sérieux de son « pivot asiatique », Barack Obama a esquivé l'escalade à Pékin de sa tournée dans la région. Cependant, l'ombre de la République populaire le suivra à chacune de ses étapes, tant la volonté chinoise de marquer sa domination dans la région inquiète ses voisins, avec lesquels elle est engagée dans nombre de disputes territoriales. La Chine est persuadée que les États-Unis veulent contenir son influence.

Le président américain tente de rassurer des alliés dubitatifs face au « rééquilibrage » diplomatique et militaire des États-Unis vers l'Asie - un des objectifs affichés de son mandat - à un moment où Washington est préoccupé par des crises majeures dans d'autres régions du monde, notamment en Ukraine. L'étape au Japon, « protégé » des Américains qui y disposent de 50 000 soldats, a particulièrement irrité la Chine. Les relations entre les deux partenaires de Washington sont exécrables depuis un an et demi, en raison d'un dangereux conflit territorial en mer de Chine orientale à propos des îles Senkaku, le nom japonais de cet archi-

pel inhabité et revendiqué par Pékin sous le nom de Diaoyu.

Obama a tenu à lancer sa tournée en réaffirmant, mardi, que ces îles sont couvertes par le traité de sécurité nippo-américain. Le message est limpide : le Japon n'est pas l'Ukraine et Washington est prêt à recourir à la force militaire pour protéger ses alliés dans la région. La Chine, qui est également engagée dans une bataille de souveraineté sur d'autres îles en mer de Chine du Sud avec d'autres alliés des États-Unis, notamment avec les Philippines et le Viet-



« Le développement de la Chine ne peut plus être contenu par qui que ce soit »

FAN CHANGLONG VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CENTRALE MILITAIRE

nam, a immédiatement protesté. « La soi-disant alliance sécuritaire entre les États-Unis et le Japon date de la guerre froide et ne doit pas être utilisée pour porter atteinte à la souveraineté de la Chine et à ses intérêts légitimes », a dit Qin Gang, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Nous nous opposons résolument à l'application du traité de sécurité américano-nippon

dans le cas des îles Diaoyu. Appelés à devenir la première économie mondiale, la Chine se voit comme la seule puissance capable de se mesurer aux États-Unis, dont la présence dans son arrière-cour contrarie ses ambitions d'hégémonie économique.

Comme l'a illustré la récente visite du secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, elle est de plus en plus décomplexée et n'hésite plus à adopter un ton virulent face à Washington, étalant les désaccords au sein d'une relation souvent conflictuelle. Ainsi, Fan Changlong, vice-président de la Commission centrale militaire, n'avait pas hésité à se dire « insatisfait » en public, au côté de Chuck Hagel, des appels américains à la Chine en faveur d'un meilleur respect de ses voisins. « Aucun pays ne doit s'attendre à ce que la Chine aille la pile amère de sa souveraineté, ni qu'elle ac-

cepte de voir sa sécurité nationale ou ses intérêts de développement compromis », a précisé Fan Changlong, jeudi.

Le ministre chinois de la Défense a prévenu que « le développement de la Chine ne peut plus être contenu par qui que ce soit ». Cela fait longtemps que les responsables chinois réclament en privé à leurs interlocuteurs américains de « respecter » la République populaire. Désormais, ils n'hésitent plus à tacler les dirigeants américains en public. Pour Wang Fan, professeur à l'Université des affaires étrangères de Pékin, la Chine cherche à se positionner en tant que « puissance égale » face aux États-Unis. « L'Amérique a toujours eu le dessus dans la relation sino-américaine, explique Wang. Désormais la Chine veut être à égalité avec Washington et dicter le ton, notamment dans leur relation militaire. » ■

Pékin lève la saisie d'un navire japonais

La justice chinoise a levé la saisie d'un navire japonais, bloqué depuis le week-end dans le cadre d'un différend d'avant-guerre et au cœur d'une crise diplomatique, après paiement par son propriétaire de plus de 20 millions d'euros. La compagnie japonaise Mitsui O.S.K. propriétaire du *Booster Emotion*, « a rempli ses obligations » et s'est acquittée des dommages et intérêts ainsi que de frais de justice de 281 000 euros. Le litige portait sur la location de deux navires avant la Seconde Guerre mondiale par le prédécesseur de Mitsui O.S.K., Dalio Shipping. Ils avaient ensuite été réquisitionnés par la marine japonaise. (AFP)

Les tensions entre Tokyo et Séoul affaiblissent la stratégie de Washington

SEBASTIEN FALLETTI
SÉOUL

PYONGYANG menace de plomber la tournée asiatique de Barack Obama. Une animation suspecte a été détectée sur le site de Punggye-ri, où le régime nord-coréen a conduit son précédent test atomique, selon les militaires sud-coréens. Le risque d'un quatrième essai nucléaire est même jugé « très élevé », par le quotidien officiel chinois *Global Times*, sonnant l'alarme dans la région. Au point de conduire la Corée du Sud à une mise en garde envers son frère ennemi, à la veille de la visite du président américain sur ses terres. « Si la Corée du Nord conduit un nouvel essai atomique, cela changera la donne », a prévenu le ministre des Affaires étrangères, Yun Byung-se. Une nouvelle explosion souterraine, interdite par les résolutions de l'ONU, serait un véritable pied de nez à Barack Obama, qui s'arrête à Séoul vendredi, dans le cadre d'une tournée régionale visant à relancer sa stratégie du « pivot asiatique ».

La fuite en avant nucléaire de Kim Jong-un, adossée à ses progrès balistiques, est désormais prise au sérieux par les stratégies américaines. Mais le cavalier seul du jeune dictateur survient dans un contexte troublé pour l'alliance américano-asiatique. Le Japon et la Co-

rée du Sud sont de nouveau à couteaux tirés. Un défi de plus pour l'Administration Obama, qui peine à réconcilier ses deux principaux alliés dans la région, indispensables pour contenir la menace de Pyongyang et la montée en puissance chinoise. « C'est une relation cruciale. La diplomatie américaine devrait consacrer au moins la moitié du temps qu'elle passe sur le conflit israélo-palestinien à améliorer le dialogue Tokyo-Séoul », juge Ian Bremmer, prési-

dent du cabinet de conseil Eurasia. La visite controversée du premier ministre japonais, Shinzo Abe, au sanctuaire de Yasukuni, où reposent 14 criminels de guerre, le 26 décembre, a dégradé une relation déjà au plus bas, et tiré la sonnette d'alarme à Washington. Un geste « lamentable » selon Séoul, qui demande au nationaliste Abe de faire amende honorable pour les exactions de l'époque de la colonisation de la péninsule (1910-1945).



Le premier ministre japonais, Shinzo Abe (au centre), guidé par un prêtre shintoïste lors de sa visite controversée au sanctuaire de Yasukuni, à Tokyo, le 26 décembre.

La Corée exige en particulier un geste en direction des « femmes de réconfort », enrôlées de force pour assouvir les plaisirs de l'armée impériale japonaise. Le dossier des réparations est clos depuis un traité bilatéral conclu en 1965, réplique Tokyo.

Autre pomme de discorde, l'îlot disputé de Dokdo, réclamé par le Japon sous le nom de Takeshima, où le président sud-coréen Lee Myung-bak s'était rendu en 2012, attisant les tensions. Inquiet de ce

fossé grandissant, Barack Obama a remporté un succès, le 26 mars, en organisant la première rencontre au sommet entre Shinzo Abe et la présidente Park Geun-hye, en marge du sommet nucléaire, à La Haye. À l'agenda, la menace nucléaire de Kim Jong-un. Depuis, le rapprochement patine.

Sur la corde raide

Mardi, 150 parlementaires nippons se sont rendus à Yasukuni, où Abe a fait porter des offrandes, avant l'arrivée d'Obama. Les États-Unis marchent sur la corde raide, et doivent ménager les susceptibilités des deux rivaux, exposant les points faibles de leur stratégie du pivot. Le Pentagone soutient le réarmement nippon face à la menace chinoise, au risque d'inquiéter les stratégies sud-coréennes. Dans ce contexte, l'étape à Séoul a été rajoutée au parcours présidentiel pour prévenir la rancœur de la Corée du Sud. « L'Amérique n'est pas en mesure de jouer les médiateurs, car chaque camp va lui demander de prendre parti. Seul le dialogue direct entre les deux leaders pourra produire des progrès », analyse James Steinberg, l'ancien secrétaire d'État adjoint. Une marge de manœuvre limitée pour Barack Obama. À moins que Kim Jong-un ne se charge de rapprocher les rivaux ancestraux, en appuyant de nouveau sur le bouton atomique. ■



SOCIÉTÉ

Rythmes scolaires: la tentation de la garderie

La qualité des ateliers périscolaires risque de pâtir d'un manque de moyens.

MARIE-ESTELLE PECH @MariEstellePech

ÉDUCATION Alors que Benoît Hamon, le ministre de l'Éducation nationale, a annoncé qu'il publierait, dans les prochains jours, «un autre texte», en complément du décret de son prédécesseur sur la réforme des rythmes scolaires, la fronde des maires - essentiellement affiliés à l'UMP ou à la droite - grandit, à coups de menaces de non-application de la réforme. L'objectif de ces élus est souvent, ils ne s'en cachent pas, de «mettre la pression sur le gouvernement» alors même qu'ils viennent de découvrir, comme une douche froide, que les dotations aux collectivités locales allaient baisser de 11 milliards d'euros ces prochaines années.

Selon les dernières remontées de la Fédération des villes moyennes, la question financière «se pose de plus en plus, en raison de l'augmentation des charges imposées». Quelque 20% des maires n'écartaient pas l'hypothèse de «faire payer les familles» pour financer le surcoût de la mise en œuvre des activités périscolaires à l'automne dernier, selon un sondage de l'Association des maires de France. Dans le Rhône, certains maires ont récemment évoqué des montants oscillant entre 20 et 40 euros par mois. Le maire de Lyon a quant à lui soulevé l'hypothèse de 10 à 20 euros de participation annuelle.

Ces prises de position restent toutefois rares, car de telles décisions seraient forcément «très impopulaires», observe-t-on toutefois à la Fédération des villes moyennes pour qui le risque majeur actuellement, c'est surtout «la ré-

duction des ambitions initiales». Le refus d'application de la réforme étant quasi impossible puisque celle-ci est pilotée par le ministère de l'Éducation nationale, beaucoup envisageraient simplement de mettre en place une «garderie améliorée» avec les moyens du bord.

Plutôt que d'offrir des activités d'éveil sportives et culturelles, elles pourraient se contenter d'assurer le goûter et des activités «pas trop coûteuses» de «dessin» ou de «ballon dans la cour». Alors que la commune voisine propose une quinzaine d'activités, tel village prévoit de n'en proposer que deux ou trois... Dans cette commune de moins de 1500 habitants en Indre-et-Loire, le maire ne cache pas son incapacité à recruter du personnel qualifié pour s'occuper des temps périscolaires «comme dans les grandes villes». Il compte s'organiser «avec le personnel de la mairie. Il s'agira clairement de garderie avec des jeux de plein air organisés dans la cour de récréation, du dessin ou de la poterie quand il fait mauvais. Ce personnel ne peut pas être formé à autre chose. Pas aussi vite en tout cas. Je n'ai pas les moyens de mettre quelque chose de qualité en place. Personne n'ose l'assumer mais on ne peut tout simplement pas offrir les mêmes activités que dans les grandes villes».

L'Association des maires du Rhône ne dit pas autre chose: «L'hypothèse d'une mise en place de la réforme à minima, c'est-à-dire d'une garderie améliorée fait son chemin, même si elle est contraire aux intérêts de l'enfant et ne correspond pas à l'esprit de la réforme.» Toujours dans le Rhône, cette semaine, une soixantaine de maires ont signé un appel demandant au gouvernement soit de



Un atelier éducatif périscolaire à Roubaix, dans le Nord. FRANK CRUSIAUX/REA

«renoncer» à la réforme des rythmes scolaires, soit de laisser la liberté de choix aux communes. Selon l'adjointe au maire de Marseille, la ville ne pourra compter au mieux que sur «350 animateurs titulaires du Bafa, alors qu'il en faut

drat 3500 pour faire encadrer par du personnel qualifié les élèves. C'est l'une des raisons pour lesquelles Jean-Claude Gaudin proposera au conseil municipal, lundi 28 avril, de voter une demande de «moratoire» d'un an. ■

EN BREF

Système règlement de comptes à Marseille

À la veille de la première visite de Bernard Cazeneuve, un homme de 25 ans a été tué par balles jeudi dans les quartiers nord de Marseille. La victime, connue pour trafic de stupéfiants, a été abattue de plusieurs balles. Il s'agit du sixième règlement de comptes depuis le début de l'année.

Le rappeur Rohff sous les verrous pour avoir frappé un vendeur à Paris

Le rappeur Rohff a été mis en examen et écroué jeudi à Paris pour «violences volontaires en réunion avec préméditation» trois jours après avoir frappé un vendeur distribuant les vêtements de la marque de son rival Booba, dans une boutique des Halles.

La présidente d'Act Up Paris mise en examen pour injures publiques

La présidente d'Act Up Paris a été mise en examen pour injures publiques contre la Manif pour tous. En août dernier, des militants avaient versé du «faux sang» et collé des affiches «La Manif pour tous, homophobes» sur la façade de la Fondation Lejeune, dont la communication est dirigée par la présidente de la Manif pour tous.

Marseille: sale temps pour le «fini parti»

La justice se prononce vendredi sur cette organisation du travail des éboueurs très décriée.

ALIETTE DE BROQUA
MARSEILLE

PROPRETÉ Le «fini parti», cette institution marseillaise qui permet aux éboueurs de rentrer chez eux dès qu'ils estiment avoir terminé leur tournée de ramassage d'ordures, vit peut-être ses dernières heures. La cour administrative d'appel saisie par l'avocat Benoît Candon, en tant que citoyen, se prononce vendredi sur cette organisation souvent jugée responsable de la saleté récurrente des rues de la ville. Les éboueurs marseillais en ont bénéficié dès le XIX^e siècle car la chambre de commerce avait réclamé des rues propres dès l'aube. Gaston Defferre, comme d'autres maires en France, avait institutionnalisé la pratique en 1953 en confortant le syndicat FO qui voulait renforcer pour contrer la CGT et le Parti communiste. Depuis, Jean-Claude Gaudin s'en est accommodé en dépit des inconvénients, «un travail souvent bâclé et un risque accru d'accident», dénonce Benoît Candon.

Aujourd'hui, la cour a de fortes chances de déclarer illégale cette organisation du travail si elle suit les conclusions du rapporteur public. Celui-ci avait estimé lors de l'audience tenue il y a trois semaines que ce point du règlement intérieur de Marseille Provence Métropole (MPM), qui est responsable de la collecte des ordures et du nettoyage, aurait dû être discuté avec les organisations syndicales et soumis au vote des conseillers communautaires, dans la mesure où il a pour effet de modifier le temps de travail. N'ayant été ni discutée ni votée, la décision est «entachée d'incompétence».

Autre problème soulevé par M^e Candon, selon un rapport de la chambre régionale des comptes, la durée moyenne du service des éboueurs est de «la moitié du temps de travail légal, soit 3h30 environ au lieu de 7 heures». Le rapport date de 2007, mais des élus écologistes ont fait leur enquête en 2011 et constaté des tournées encore plus courtes, de 2 à 3 heures! Or, pour M^e Candon, le Code du travail permet de réduire le temps de travail, pour tenir compte de la pénibilité par exemple, mais cette réduction doit être «proportionnée et quantifiée». Aussi, si la juridiction condamne le «fini parti», MPM pourra toujours le légaliser en le revoquant mais elle devra limiter clairement le temps de travail. Ce qui revient à supprimer le «fini parti».

«Je rends un grand service à la communauté urbaine, qui ne veut pas prendre de front le tout-puissant FO», commente M^e Candon. «J'appliquerai la loi», commente Guy Teissier, le nouveau président de la communauté urbaine, en attendant la décision. «Je ne considère pas que le «fini parti» est la cause du problème de propreté à Marseille, mais les tournées de ramassage ne peuvent plus être transformées en 24 heures du Mans!» lâche-t-il. Il veut remettre à plat l'organisation et adopter avant l'été un nouveau «contrat local de propreté». Patrick Rué, le patron des territoriaux FO, a beau jeu de rappeler que «le maire Jean-Claude Gaudin a maintes fois réaffirmé qu'il était favorable au «fini parti» mais bien encadré et bien fini avant de partir». Il sait toutefois que même s'il a pris position pour la réélection de Gaudin, il va devoir consentir des concessions. ■

APPRIVOISEZ LA FAUNE LOCALE

Envolez-vous vers l'Australie avec Emirates à partir de 979 €*.

Au départ de Paris, Nice et Lyon, découvrez Adélaïde, Brisbane, Melbourne, Perth et Sydney, et profitez de notre service unique.

Hello Tomorrow Emirates

Pour plus d'informations sur Australia.com/fr/Emirates ou auprès de votre agence de voyages.

L'Australie, comme nulle part ailleurs

EXPLOREZ LA BEAUTÉ SAUVAGE DE KANGAROO ISLAND SUR AUSTRALIA.COM

*Tarif indiqué pour un vol aller-retour, par personne, et toutes taxes incluses. Dates de réservation : du 15 avril au 26 mai 2014. Dates de voyage : de Paris et Lyon : du 1^{er} mai au 2 juillet 2014 et du 1^{er} septembre au 31 octobre 2014. Au départ de Paris tarifs valables sur le vol aller EK72 et sur le vol retour EK71 uniquement. Ces tarifs sont soumis à disponibilité au moment de la réservation. Remboursement / annulation : non remboursable. Modification de réservation : 150 EUR de pénalité seront prélevés par transaction dans la limite de validité du billet. Hello Tomorrow : Bonjour Demail

La ferveur de la génération Jean-Paul II

Près de 20 000 Français affluent à Rome pour la canonisation, dimanche, du pape polonais et de Jean XXIII.

JEAN-MARIE GUENOIS @jmguenois
ENVOYÉ SPÉCIAL À ROME

RELIGION À Rome, les Français sont là ! Même sans drapeau, ils sont reconnaissables entre tous. Hortense Rosier, 21 ans, patiente dans la longue file qui mène à la basilique Saint-Pierre. Elle est venue avec ses amis de la communauté chrétienne de l'ESCP, la grande école de commerce de Paris. « Je veux lui rendre hommage après tout ce qu'il a fait pour l'Église. Et nous sommes fiers de montrer le dynamisme de l'Église qui n'est pas une institution désuète. » Même promo, Albéric Lugagne ajoute : « Jean-Paul II est un exemple. Il est concret, de notre temps. Il est encouragé car il a montré que la sainteté était possible à notre époque. »

Sa collègue Gaëlle Guyot conclut : « Nous sommes minoritaires dans le milieu étudiant, mais cela nous oblige à réfléchir sur notre foi, à en parler, à l'expliquer. Jean-Paul II, notamment par ses JMJ, nous a aidés par ses paroles de vé-

rité, à tenir debout dans tous les débats de société. »

Bien sûr, les Français ne pourront rivaliser en nombre avec les Italiens et surtout les Polonais qui filent vers Rome avec 1 700 bus et plus de 70 avions spéciaux, sans parler des véhicules individuels dont l'ancienne voiture restaurée de Jean-Paul II ! Mais avec près de 20 000 pèlerins attendus, la fille aînée de l'Église - également représentée par son premier ministre Manuel Valls - ne devrait pas faire trop mauvaise figure.

Les Français de Rome se sont d'ailleurs pliés en quatre pour accueillir les pèlerins, même de dernière minute. « Je viens d'indiquer à des jeunes qui arrivent en voiture avec leur tente igloo qu'ils pourront finalement s'installer sur la terrasse d'un appartement », raconte Florence Boyrie-Journau, résidente à Rome. Elle est l'une des chevilles ouvrières du petit comité qui travaille depuis six mois à préparer cet accueil. « Nous sommes d'ailleurs les seuls pays à veiller ainsi à l'accueil de nos compatriotes », observe-t-elle. Et l'unique pays à avoir obtenu la possibilité de disposer d'un écran géant sur la place du Palais Farnèse, près de l'ambassade, qui retransmettra la cérémonie en français.

Ces anges gardiens, qui ont aussi édité un livret spécial « Magnificat » et créé un site extrêmement précis permettant à tous les pèlerins de trouver les activités de toutes sortes : jusqu'à une soirée celtique de prières à Saint-Yves, samedi soir, et un rallye moto dans les Castelli Romani, pour découvrir, samedi après-midi, les petits sanctuaires que Jean-Paul II aimait visiter, sous la conduite d'un prêtre motard. Ces Français proposent aussi des catéchèses pour les enfants, car beaucoup de familles sont attendues.

« Jean-Paul II nous a aidés par ses paroles de vérité à tenir debout dans tous les débats de société »

GAËLLE GUYOT, ÉTUDIANTE

ver réponses à leurs questions (www.canonisationsromeavril2014.fr) ne manquent vraiment pas d'imaginaires. Ils ont relié en réseau les cinq églises françaises (Saint-Louis des Français, La Trinité des Monts, Saint-Nicolas des Lorrains, Saint-Yves des Bretons, Saint-Claude des Bourguignons) et le séminaire français pour

proposer des activités de toutes sortes : jusqu'à une soirée celtique de prières à Saint-Yves, samedi soir, et un rallye moto dans les Castelli Romani, pour découvrir, samedi après-midi, les petits sanctuaires que Jean-Paul II aimait visiter, sous la conduite d'un prêtre motard. Ces Français proposent aussi des catéchèses pour les enfants, car beaucoup de familles sont attendues.

Jeanne Vivier est de celles-là. Avec ses amis, Christian Perrin et son épouse, David et Catherine du Boucheron, ils arpentent, joyeuse bande, la place Saint-Pierre entourés de leurs enfants, quatre à cinq par famille. « On doit bien cela à Jean-Paul II », explique Christian. Il a tellement fait pour que tous puissent rencontrer l'Église et pour soutenir tous les nouveaux mouvements qui nous ont nourris spirituellement. »

Tous ces quadras se sentent « étonnamment » de la « génération Jean-Paul II » mais « nos enfants aussi », assurent-ils. Parce qu'ils ont « aussi beaucoup reçu de lui ». Une affirmation que l'une des filles, adolescente fron-

deuse et sympathique, conteste. Le visage fierement chaussé de lunettes à l'effigie de la Manif pour tous, elle lance : « Moi, je me sens aussi de la génération Manif pour tous ! »

Dimanche, ils espèrent « ne pas être trop mal placés pour assister à l'événement place Saint-Pierre, mais là n'est pas l'essentiel, disent-ils. Unis à la « ferveur » générale qu'ils attendent, ils prient sans vue s'il le faut, sur un bout de trottoir. David témoigne en effet : « La canonisation officielle ne change grand-chose tellement la sainteté de Jean-Paul II est évidente depuis longtemps. »

Discrette jusque-là, Jeanne Vivier, à l'origine de l'organisation de ce pèlerinage entre amis, confie soudain : « Nous avons subi un divorce et ma famille est cabossée... Il y a cinq ans, j'étais venue implorer Jean-Paul II sur sa tombe, à Saint-Pierre, pour que mon mari revienne. Eh bien... il est revenu ! » Sobre, émue, heureuse, elle conclut : « Antoine, mon mari, sera là, avec nous dimanche. Ensemble, nous pourrions rendre grâce à saint Jean-Paul II. » ■

Divorcés remariés : friture sur la ligne

Elle s'appelle Jacqueline Lisbona. Elle vit en Argentine, mariée civilement depuis dix-neuf ans avec Julio Sabetta, lui étant divorcé. Ils ont eu deux enfants. Parce que le prêtre de sa paroisse lui a « interdit de communier », elle a écrit au Pape. François lui a effectivement téléphoné. Mais son mari a raconté la conversation sur sa page Facebook. Et la presse s'en est emparée. Le sujet est qu'il existe trois versions, impossibles pour l'heure à vérifier, de ce que le pape François aurait dit à Jacqueline : qu'elle ne faisait « rien de mal » ; qu'elle « pouvait communier », et qu'il aurait donné « l'absolution ». Trois versions qui, de plus, ont été traduites d'une seule façon dans la presse : le pape François autorise une femme divorcée à communier. Dans un communiqué, le Vatican a précisé que « ces appels ne font absolument pas partie des activités publiques du Pape ». Que « ce qui a été communiqué » et « l'amplification médiatique qui en a résulté ne peuvent donc être jugés dignes de foi, et sont source de désinformation et de confusion ». Et donc qu'« aucune conséquence sur l'enseignement de l'Église ne peut être déduite ». J.-M. G.



Des pèlerins venus à Rome se recueillir, jeudi, sur la tombe de Jean-Paul II, à l'intérieur de la basilique Saint-Pierre. ALESSANDRA TARANTINO/AP

Rome attend plus d'un million de pèlerins

RICHARD HEUZE
ROME

ENTRE un million et un million et demi de pèlerins sont attendus en fin de semaine dans la Ville éternelle pour la double canonisation de Jean XXIII et de Jean-Paul II, dimanche place Saint-Pierre. À peine moins qu'il y a neuf ans, lors des émouvantes funérailles de Jean-Paul II, le dimanche 3 avril 2005. Dix-neuf chefs d'État et 24 chefs de gouvernement, dont le premier ministre Manuel Valls, sont attendus. Des mesures exceptionnelles sont prévues pour canaliser cet afflux qui commencera dès le vendredi 25 avril, jour de fête nationale en Italie.

À partir de samedi matin, l'ensemble du Borgo, le quartier moyen du Vatican, sera classé en « zone rouge ». La circulation des voitures sera interdite sur un vaste secteur, de la place Navone au Vatican. La Via della Conciliazione, la grande artère qui conduit sur la rive droite du Tibre, à la place Saint-Pierre, et qui devrait être noire de monde au moment des cérémonies, sera inaccessible à la circulation.

Quelque 4 326 autocars en mesure de transporter 216 000

personnes sont attendus : « mis à la file l'un derrière l'autre, ils représenteraient un ruban de 85 kilomètres de long », estiment les experts. Une vingtaine d'autres de stationnement ont été aménagées, pour éviter qu'ils n'envahissent la capitale. Les transports publics seront mobilisés du samedi au lundi matin. Un millier de cheminots ont été réquisitionnés pour assurer 43 liaisons ferroviaires régionales supplémentaires. Le métro fonctionnera toute la nuit, avec une rame par minute au départ de la gare Termini, à destination du Vatican, aux heures de pointe. Comme en 2005, on s'attend à un afflux de Polonais : 1 700 bus, 58 vols charters et six trains spéciaux ont déjà été annoncés depuis Varsovie et Cracovie.

Écrans géants

L'accès aux piétons sera également réglementé. La place Saint-Pierre leur sera interdite samedi à partir de 19 heures pour éviter qu'ils ne bivouaquent sous le balcon du Pape. Les barrières canalisant le flux des pèlerins seront ouvertes à certains points stratégiques à partir de dimanche matin, dès 5 h 30 du matin. Des cordons de sécurité veilleront à ce que l'afflux reste ordonné.

Un personnel important sera mobilisé pour garantir la sécurité. Deux mille deux cents policiers, 2 630 volontaires de la Protection civile et des personnels de la Croix-Rouge seront postés aux endroits stratégiques pour faciliter les déplacements des pèlerins. Cinq cents volontaires des associations catholiques distribueront 150 000 livrets de prières. Il est prévu de distribuer 4 millions de bouteilles d'eau. Quelque 600 médics et auxiliaires de santé seront affectés dans 35 postes de secours, 44 centres sanitaires et 14 antennes médicales d'urgence.

Des écrans géants équiperont 14 places et centres névralgiques de la capitale, dont l'immense Circo Massimo et la place Farnèse. Ils permettront de retransmettre en direct la cérémonie.

Le quotidien de Rome *Il Messaggero* relève que la facture s'élèvera à plus de 11 millions d'euros, alors qu'elle ne devait pas dépasser 7 millions dans le devis initial. Les coûts des services de voirie ont notamment flambé de 1,8 à 4,7 millions d'euros, mais l'AMA, la société chargée du nettoyage, veut espérer que les pèlerins se montreront respectueux des lieux. ■

LA VILLE ÉTERNELLE
RETIENT SON SOUFFLE
LES CHIFFRES CLÉS D'UN
ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL



Interrogations autour de la présence de Benoît XVI

C'EST le secret le mieux gardé de la canonisation, ce dimanche, de Jean XXIII et de Jean-Paul II : Benoît XVI, pape émérite, sera-t-il présent sur la place Saint-Pierre ? Ou faudra-t-il attendre, comme lors de la cérémonie de création de cardinaux, le 22 février dernier, que la caméra du Vatican, à la première minute de la retransmission, fonde sur lui pour découvrir un Benoît XVI présent mais discret, comme s'il voulait ne pas être remarqué ?

Réponse dimanche matin. À moins que le Vatican ne confirme, vendredi, ce qu'a dit M^{re} Liberio Andreatta, vice-président de l'Opera Romana Pellegriaggi. Il a en effet probablement vendu la mèche, mercredi, lors d'une conférence de presse à Rome : « Rome vivra un événement historique inédit, a-t-il lancé : deux papes vivants et deux papes saints. J'imagine l'émotion de François et Benoît. »

Ce qui laisse supposer dans la bouche de ce limier des coulisses du Vatican que le pape émérite, Benoît XVI, sera effectivement à la canonisation de Jean-Paul II dont il fut le plus proche collaborateur pendant vingt-quatre ans au Vatican. Et qui décida une fois élu pape, pour Jean-Paul II et à titre exceptionnel, de ne pas attendre les cinq ans après la mort de l'intéressé pour commencer le procès de béatifica-

tion, ce qui est pourtant la règle en vigueur dans l'Église.

Il serait a contrario très surprenant de ne pas voir apparaître Benoît XVI, qui a certes choisi de vivre retiré du monde dans une petite maison installée dans les jardins du Vatican derrière la basilique Saint-Pierre. Mais s'il a promis de n'interférer en rien dans la gouvernance de l'Église

« Rome vivra un événement historique inédit : deux papes vivants et deux papes saints »

M^{re} LIBERIO ANDREATTA

de son successeur François, son absence - sauf raison de santé - n'aurait pas de sens et serait incompressible. Jean-Paul II, pape très malade, avait d'ailleurs consulté à la fin de sa vie son plus fidèle théologien Joseph Ratzinger pour savoir si un pape pouvait démissionner... La réponse fut théologiquement positive - un pape peut renoncer à sa charge -, mais Jean-Paul II ne s'en sentit pas le droit. J.-M. G.



Cécile Duflot, l'ex-ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, s'est rendue en jean au premier Conseil des ministres du gouvernement Ayraut, en mai 2012. HUGO RIBES/LE FIGARO



Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, accompagnée par Bernard Laporte, était allée au Conseil des ministres chaussée de sabots en plastique roses, conformément à sa promesse, faite avant les Jeux olympiques de 2008, si la France atteignait les 40 médailles à Pékin. CÉLÈS/APF



Jack Lang, en 1981, alors ministre de la Culture, avait fait scandale en se rendant à l'Assemblée avec une veste à col Mao, s'affranchissant de la traditionnelle cravate. RIA

De l'art de s'habiller en politique

Ségolène Royal a démenti avoir interdit les décolletés dans son ministère. Quels sont les usages ?

JUDITH DUPOURTAL @judithduportal

DRESS CODE Ségolène Royal a-t-elle interdit aux membres du personnel du ministère de l'Écologie de porter des décolletés ? Si l'intéressée dément, *Le Point* l'affirme. L'hebdomadaire explique qu'elle a mis en place des nouvelles réglementations, comme l'interdiction de fumer dans la cour du ministère, la prohibition de circuler dans le couloir adjacent à son bureau pendant son déjeuner et l'impossibilité pour les collaboratrices de dénuder leurs épaules. « Ça ne serait de toutes façons venu à l'idée de personne de mettre un décolleté plongeant », indique un habitué des cabinets ministériels.

Les codes vestimentaires en politique obéissent à des règles que personne n'édite mais que tout le monde se doit de connaître. « C'est évident pour tout le monde que les collaborateurs ministériels doivent porter une tenue sobre et élégante. » Même analyse parmi les collaborateurs de Najat Vallaud-Belkacem. « On ne travaille pas n'importe où. » Le costume avec cravate est donc de rigueur pour les hommes, et le classique tailleur ha-

bille les femmes. Il existe cependant des petites subtilités selon les portefeuilles, dont chacun s'amuse. « À Bercy, tout le monde est en gris. Alors qu'à l'Intérieur c'est costume noir obligatoire », sourit un collaborateur. « Pour ne pas avoir l'air d'un croque-mort, je me suis laissé pousser la barbe. J'exprime toute ma fantaisie dans mon choix de cravate », s'amuse un chef de cabinet en mairie, où l'uniforme est strictement le même, du moins dans les grandes villes.

Car la liberté vestimentaire en politique est toute relative, et l'a toujours été. « Louis XIV montrait avec ses parures extraordinaires que le pays était riche, puissant, et c'est ce que le peuple attendait des rois. Un tableau de Marie-Antoinette peint par Louise Elisabeth Le Brun avait ainsi fait scandale car elle y était représentée en simple robe blanche », explique Dominique Gaulme, auteur des *Habits du pouvoir*. « Aucune loi ne l'interdisait, mais on attendait de la part de la reine qu'elle envoie un autre message. »

C'est finalement la même chose qui est arrivée à Cécile Duflot quand elle s'est rendue au Conseil des ministres en jean en mai 2012. Aucune règle écrite n'indi-

que aux ministres comment ils doivent s'habiller, mais impossible de déroger à la tradition sans se faire remarquer.

Un placard de cravates

Seuls l'Assemblée nationale et le Sénat ont des restrictions vestimentaires affichées. La cravate est obligatoire pour pénétrer dans l'hémicycle. Les huissiers ont même un placard avec des cravates de secours pour les étourdis. Jack Lang, en 1981, alors ministre de la Culture, avait fait scandale en se rendant à l'Assemblée avec une veste à col Mao. Les femmes n'ont

théoriquement pas le droit d'y venir en pantalon. Mais depuis 1972 et le culot de Michèle Alliot-Marie, la règle n'est plus appliquée. Cette dernière était alors une jeune attachée parlementaire, et s'était vu refuser l'entrée à cause de sa tenue. « Si mon pantalon vous gêne, je l'enlève », avait alors répliqué la future ministre.

Au Sénat, c'est le jean qui est interdit. Une rigueur vestimentaire qui peut jouer des tours aux élus locaux, qui font la navette entre Paris et leur circonscription. « Quand vous revenez de l'Assemblée et que vous vous rendez directement à une

fête de quartier par exemple, on va vous faire remarquer que vous êtes un peu trop bien habillé », indique François de Rugy, président du groupe écologiste à l'Assemblée. Car il convient aussi aux politiciens d'avoir du flair et de savoir quand il est de bon ton de se libérer des règles. François Hollande était ainsi le seul, lors du G8 à Camp David en mai 2012, à porter une cravate. Barack Obama, en pantalon de toile marron, chemise entrouverte, l'avait ainsi accueilli d'une boutade : « François, on avait dit que tu pouvais enlever la cravate ! » ■

Dans les entreprises, les contentieux se multiplient

DELPHINE DE MALLEVOÛE

À EN CROIRE le nombre de contentieux au sein de l'entreprise, la discrimination ressentie lors des entretiens d'embauche et les recours devant la justice pour licenciement abusif lié au look, les diktats de l'apparence physique sévissent de plus en plus.

Obésité, particularité pileuse ou vestimentaire, piercings, tatouages... Sourcilieux, les employeurs redoublent d'exigence face au physique de leurs salariés, plus encore quand la nature du poste - accueil, secteur commercial, hôtellerie, etc. - expose l'image de l'entreprise au premier plan. Mais c'est aussi le cas pour des emplois beaucoup moins visibles comme celui de ce jeune homme, téléopérateur officiant dans un centre d'appels, qui a intenté un procès à son entreprise pour l'avoir discriminé à cause de sa crête verte.

Aucun salarié ne peut être (...) licencié en raison de son (...) apparence physique

ARTICLE L. 122-45 DU CODE DU TRAVAIL

Son employeur l'isolait dans un bureau à part quand venaient des visiteurs. Un jeune pompier a également dû batailler pendant quatre ans avec sa hiérarchie avant de pouvoir réintégrer sa caserne à cause de son catogan. C'est encore le bouc d'un salarié francilien qui a conduit à son licenciement il y a quelques années. Abus invalidé par la cour d'appel de Paris, qui avait estimé que « le port d'un bouc n'ayant pas pour effet de rendre la présentation du salarié peu soignée », il ne pouvait « justifier un licenciement pour cause réelle et sérieuse ».

Ce phénomène est si courant qu'un sondage d'octobre dernier, réalisé par Ifop pour le Défenseur des droits, a révélé que la discrimination physique était la première plainte invoquée par les candidats à l'embauche, devant l'origine, le sexe, la religion, l'âge et le lieu d'habitation. Selon les spécialistes, deux types de discriminations affectent l'apparence physique : celle qui est subie (être borgne, roux, maigre...)

et celle qui est choisie, appelée aussi « le corps travaillé » (tatouages et attributs vestimentaires).

« Si la discrimination sur l'apparence existe depuis toujours, il est vrai qu'elle explose aujourd'hui », confirme Isabelle Barth, universitaire et directrice générale de l'École de management de Strasbourg. Cette spécialiste, qui anime un groupe de travail sur l'apparence physique auprès de DRH de grandes sociétés comme L'Oréal, Vinci ou Air France, l'explique par « la société d'image dans laquelle on vit aujourd'hui, avec l'incessante comparaison de soi, la montée en puissance de la reconnaissance et de la mise en scène de soi ». Ce qui « crée nécessairement des stéréotypes, donnant eux-mêmes lieu à des préjugés », analyse-t-elle. « Une blonde est idiote, un gros est fainéant, un Noir est lent, un senior est incompétent, un jeune à casquette n'est pas diplômé », illustre-t-elle. Sa mission : débarrasser le monde du management de ces préjugés, former, sensibiliser, démontrer aux recruteurs que le candidat venu sans cravate à l'entretien d'embauche peut malgré tout travailler dans la banque et même y exceller.

Le droit interdit la discrimination physique depuis 2001 et prévoit des sanctions tant civiles que pénales. Selon l'article L. 122-45 du Code du travail, « aucun salarié ne peut être (...) licencié en raison de son (...) apparence physique ». Quant à l'embauche, selon l'article 225-2 du Code pénal, « le fait de refuser d'embaucher en raison de l'apparence physique ou de subordonner une offre d'emploi, une demande de stage ou une période de formation en entreprise à une telle condition est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende ». Toutefois, le même code (article 225-3) rappelle que les discriminations physiques à l'embauche sont valides et licites si elles sont justifiées par « une exigence professionnelle essentielle et déterminante pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée ». Nuance épineuse que doit apprécier le juge depuis quelques mois avec le cas de restaurants chics et de marques de vêtements tendance qui ne recrutent que des serveurs et des vendeurs au physique avantageux. ■

6 Herta
ORIGINAL Knacki
100% PUR PORC
SAVEUR ET QUALITÉ
SAUCISSES DE STRASBOURG

FAITES-LEUR OUBLIER TOUT CE QU'ILS VOUS RÉCLAMENT.

Herta Le goût des choses simples.

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE. WWW.MANGERBOUGER.FR

10 SCIENCES

Les macaques sont capables de faire des additions

Trois cobayes ont appris en captivité à estimer correctement le résultat d'une somme de deux symboles numériques.



On savait les macaques capables de faire approximativement la somme du nombre de sons et de flashes lumineux auxquels ils étaient soumis. Une équipe de chercheurs de Harvard a réussi à leur apprendre à faire des additions en manipulant des symboles.

TRISTAN VEY @veytristan

ÉTHOLOGIE Le calcul arithmétique n'est plus le propre de l'homme : désormais, les singes aussi savent compter. Il y a quelques années, des chercheurs avaient déjà montré que les macaques étaient capables de faire, approximativement, la somme du nombre de sons et de flashes lumineux auxquels ils étaient soumis. Une équipe de chercheurs de Harvard est allée plus loin cette fois-ci en réussissant à leur apprendre à faire des additions en manipulant des symboles. La démonstration, publiée dans les *Comptes rendus de l'Académie américaine des sciences* (PNAS) lundi dernier, est sans ambiguïté. Mais comment les scientifiques s'y sont-ils pris ?

Dans un premier temps, ils ont établi un système de signes composé de dix

chiffres arabes (0 à 9) et de seize lettres majuscules représentant chacun une récompense allant de 0 à 25 gouttes de liquide sucré. Puis ils ont présenté ces symboles deux par deux à trois animaux sur un écran tactile, en les enjoignant à en choisir un à chaque fois pour obtenir la récompense correspondante. Ce stratagème a poussé les macaques à apprendre cet « alphabet numérique » afin d'obtenir le maximum de sucre possible.

Ensuite, les chercheurs ont diffusé sur ce même écran deux symboles d'un côté et un seul de l'autre. La récompense associée à chaque demi-écran correspondait à la somme des chiffres qu'il contenait. Après quatre mois d'entraînement, les macaques réussissaient près de 9 fois sur 10 à identifier quel était le choix le plus avantageux : ils semblaient faire correctement des additions.

Mais les expérimentateurs ne se sont pas arrêtés là. Par peur que leurs macaques n'aient appris par cœur les 325 combinaisons possibles de deux symboles et la récompense associée (ce qui se serait déjà une performance remarquable en soi !), ils leur ont appris un système numérique complètement différent : 26

Le calcul arithmétique n'est plus le propre de l'homme

formes géométriques comparables à celles que l'on retrouve dans le jeu Tetris.

Dès que ce nouvel « alphabet » fut maîtrisé, ils recommencèrent à proposer des additions aux singes. Ces derniers obtinrent immédiatement des résultats similaires à ceux observés avec le

précédent système symbolique, sans phase d'apprentissage. Les macaques avaient tout simplement transposé le savoir acquis pendant leur premier entraînement pour faire des choix éclairés : ils faisaient des maths.

Seul bémol, les opérations qu'ils font ne sont vraisemblablement pas exactes. Ils s'agiraient plutôt d'estimations grossières du résultat. La réussite des macaques décroît d'autant plus que les chiffres manipulés sont grands et que les écarts entre les deux récompenses proposées de part et d'autre de l'écran sont faibles. Or c'est justement ce qui se passe lorsqu'un être humain fait une estimation. Il distinguera presque immédiatement, sans effectuer de décompte précis, la différence entre deux groupes de 5 et 10 oiseaux, mais aura bien plus de difficultés à faire la différence entre une nuée de 45 individus et une autre de 50.

Les capacités arithmétiques du macaque sont exceptionnelles pour le moment, mais elles sont peut-être partagées par un grand nombre d'animaux. On sait notamment que les rats, les chimpanzés mais aussi les perruches, entre autres, ont le sens des nombres. Ces espèces savent notamment effectuer des dénombrements et comparer (grossièrement) des quantités d'objets. Certaines d'entre elles semblent aussi sensibles aux concepts d'addition et de soustraction puisqu'elles réagissent naturellement à l'ajout ou au retrait d'un objet dans un ensemble donné.

Les macaques devraient néanmoins prendre encore un peu d'avance : l'auteur principal de cette dernière étude, Margaret Livingstone, essaye désormais de voir s'ils sont capables d'effectuer des multiplications. ■

Une batterie prometteuse pour l'éolien et le solaire

Des chercheurs américains ont réalisé un stockage d'énergie peu coûteux en remplaçant les métaux de certains accumulateurs par une molécule organique facile à produire.

MARC CHERKI mcherki@lefigaro.fr

ÉNERGIE L'éolien et le solaire ont un handicap majeur : ce sont des énergies intermittentes, c'est-à-dire qu'elles ne fonctionnent que si le vent ou le soleil. Afin de ne pas fragiliser le réseau d'EDF, la loi fixe au plus à 30 % l'apport de ces sources d'énergie dans la production électrique. Aux États-Unis, ce seuil est de 20 %. Pour rendre cette fourniture d'énergie plus stable, les éoliennes et les fermes solaires commencent à être couplées à des batteries lithium-ion, comme celles des téléphones mobiles et des PC portables. C'est un moyen de lisser la fourniture d'électricité au réseau. Ce stockage augmente cependant de 50 % le coût des installations et sa capacité est limitée par le volume des batteries.

Une autre solution prometteuse serait d'utiliser des batteries dites à circulation, inventées dans les années 1960. L'énergie n'est plus stockée dans la batterie elle-même, mais dans des réservoirs de liquides électrolytiques de grande capacité. Seul inconvénient, ces équipements utilisent généralement des sels de métaux très coûteux, pour les réactions chimiques qui permettent de stocker et restituer l'énergie.

Cette technique a été modernisée par une équipe de chercheurs de Harvard aux États-Unis, dirigés par Brian Huskinson. Ils ont conçu une batterie électrochimique qui stocke l'énergie sans utiliser de métal. Le vanadium ou le zinc, utilisés dans ces batteries au bromure, ont été remplacés par un composé organique. Ce qui permet de réduire le coût de production d'un kWh (kilowattheure), selon les résultats pu-

bliés dans *Nature* le 9 janvier. Surtout, la molécule organique utilisée, l'antraquinone, pourrait être produite dans le futur au moyen de sources agricoles, comme la rhubarbe.

Selon Patrice Simon, professeur à l'université Paul-Sabatier, à Toulouse, « le concept est intéressant et très prometteur. Car pour la première fois des matériaux organiques peuvent rempla-

cer des métaux dans des "batteries à circulation". Dans ce type de réaction électrochimique, la quantité d'énergie stockée est proportionnelle à la taille des réservoirs et la puissance à la taille des électrodes. En théorie, une batterie à circulation peut stocker et délivrer plusieurs MWh si les réservoirs font des dizaines de mètres cubes. »

Encore au stade de prototype

Cette expérience n'est cependant pas concluante. « Malgré l'intérêt des résultats il y a des bémols à apporter. Il s'agit d'une batterie de recherche, de petite taille dont les électrodes en carbone font seulement 10 cm². Il faudra donc extrapoler cette technique à une batterie de plus grande taille », ajoute le chercheur.

De plus, « le liquide utilisé dans la réaction électrochimique pour le composé organique est de l'acide sulfurique,

corrosif pour les pompes de cette batterie. Et la membrane où s'échangent les protons, qui sépare les deux compartiments de la réaction électrochimique, est très coûteuse. Cette membrane, également utilisée pour les piles à combustible, est en Nafion, un polymère produit par DuPont », précise Patrice Dumont.

Par ailleurs, pour en faire une batterie industrielle, « une longue durée de vie (au moins 10 000 cycles) est clé pour obtenir des coûts bas. Ainsi, le nombre de cycles démontré dans l'article (15) est loin de ce qui est nécessaire », tempère dans *Nature*, Grigori Soloveichik de la recherche globale de General Electric.

D'autres voies sont explorées, notamment en France, par le Réseau sur le stockage électrochimique de l'énergie, créé en 2010, qui rassemble 15 universités et centres de recherches du CNRS et 11 industriels. ■

30 %
de l'énergie

C'est la limite fixée par la loi d'apport électrique sur le réseau d'EDF par l'éolien et le solaire

Le danger des météorites revu à la hausse

26 astéroïdes ont provoqué de puissantes explosions dans l'atmosphère entre 2000 et 2013.



Vue d'artiste d'un astéroïde s'approchant de la Terre. SPL/PHANIE

CYRILLE VANLERBERGHE @CyrilleVan

ESPACE Les risques d'impacts de météorites de quelques dizaines de mètres de diamètre, capables de détruire une ville entière doivent être revus à la hausse. La mise en garde provient de la fondation américaine B612, soit le nom de l'astéroïde dont est issu le Petit Prince d'Antoine de Saint-Exupéry et qui regroupe d'anciens astronautes. Ils militent donc pour une meilleure prise en compte de ce type de danger.

D'après de nouvelles données, un événement comparable à la météorite de la Tunguska, un objet de 45 mètres de diamètre qui provoqua une explosion d'une puissance équivalente à 5 mégatonnes de TNT et rasa 2000 km² de forêt en Sibérie en 1908, tombe en moyenne une fois par siècle sur Terre. Un tel risque est au moins trois fois plus élevé que ce que prévoyaient les données précédentes.

Cette nouvelle estimation des risques est issue de l'enregistrement par le réseau de détecteurs de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBTO, acronyme du nom an-

glais) de 26 explosions, de plus d'une kilotonne de TNT, dans l'atmosphère de notre planète entre 2000 et 2013. Ces explosions n'étaient pas provoquées par des bombes nucléaires mais par la désintégration en altitude d'astéroïdes croisant la trajectoire de la Terre à plus de 10 000 km/h. La plus importante de ces 26 déflagrations a eu lieu à 27 km d'altitude au-dessus de la ville de Tcheliabinsk en Rus-

La déflagration la plus importante a eu lieu à 27 km d'altitude au-dessus de la ville de Tcheliabinsk, en Russie, en février 2013

sie en février 2013, effrayant la population et brisant des dizaines de milliers de vitres dans la ville. L'astéroïde faisait environ 20 mètres de diamètre et sa désintégration a provoqué une explosion d'environ 600 kilotonnes de TNT, 40 fois la puissance de la bombe atomique qui rasa Hiroshima en 1945. Les dégâts ont été limités grâce à la haute altitude de l'explosion. Plus de 70 % des 26 explosions enregis-

trées par le réseau mondial de capteurs d'infrasons du CTBTO se sont produites au-dessus des océans, conséquence directe du fait que notre planète est majoritairement recouverte d'eau et que les lieux d'impacts sont totalement aléatoires.

Ces nouvelles mesures sont importantes pour affiner notre connaissance des risques d'impacts de météorites car elles apportent des informations sur une catégorie d'objets intermédiaires mal recensés. Les télescopes de la Nasa ont déjà identifié la majorité des astéroïdes les plus dangereux, de plus de 1 km de diamètre dont la trajectoire pourrait couper celle de la Terre, mais les objets de plus petite taille, de quelques dizaines de mètres, sont plus difficiles à observer depuis la Terre, même s'ils présentent des dangers loin d'être négligeables. À titre d'exemple, un seul des 26 astéroïdes recensés par le réseau du CTBTO avait déjà été repéré, et cela seulement quelques heures avant son arrivée sur Terre.

La fondation B612, tente de lever 450 millions de dollars pour lancer Sentinel, un télescope spatial infrarouge dédié au recensement de tous les astéroïdes qui pourraient menacer notre planète. ■

ZOOM

Nouveau doute sur la relique du sang de Louis XVI

Le sang supposé être celui de Louis XVI refait parler de lui. Il aurait été recueilli sur un mouchoir, au pied de l'échafaud où le roi fut guillotiné, et conservé dans une espèce de gourde, propriété d'une famille aristocratique italienne. Une nouvelle étude menée par l'équipe de Carles Lalueza-Fox (Institut de biologie évolutive de Barcelone, Espagne) conclut que du fait de la couleur des yeux (bleus) et de la grande taille du roi, « ces résultats suggèrent que cet échantillon ne peut pas correspondre au roi présumé ». Cette même équipe avait pourtant mis en évidence, en 2010, un gène lié aux yeux bleus. Aujourd'hui, ils estiment cette possibilité à seulement 2,4 %.

Une autre étude (P. Cassiman), en octobre 2013, avait, elle, conclu à la non-authenticité de ce sang par comparaison avec des descendants vivants de Bourbon. Quant au lien (faible) établi avec la tite momifiée d'Henri IV, il n'était peut-être dû qu'au hasard, a estimé le Dr Charlier, cosignataire de la dernière de ces études.

SPORT

Les comptes du PSG dans le collimateur

Le club parisien devrait être sanctionné début mai par l'UEFA pour non-respect des règles du nouveau fair-play financier.

CYRILLE HADDOUCHE @chaddouch

FOOTBALL Le vent du boulet se fait de plus en plus menaçant. Alors qu'il espère célébrer dès ce week-end son deuxième titre consécutif de champion de France, le PSG est menacé de devoir revoir son train de vie à la baisse dès la saison prochaine. Si on se fie aux déclarations de Michel Platini, jeudi dans *Le Parisien*, Paris ne devrait en effet pas échapper aux fourchettes Caudines du fair-play financier. « Le PSG respecte-t-il ses règles ? Pas sûr... Pas sûr du tout même », plante ainsi le président français de l'UEFA avant d'affirmer sa résolution à trancher dans le vif : « Des sanctions significatives vont toucher de gros clubs. On va aller jusqu'au bout. »

Michel Platini, qui s'est engagé personnellement auprès des clubs européens depuis 2009 pour mettre en place cette mesure à l'horizon 2014, avait du reste averti qu'il ne reculerait pas au moment d'évaluer la mise en conformité des comptes des clubs avec le principe de ne pas dépenser plus qu'ils n'en gagnent. « PSG ou pas PSG, nous ne reviendrons jamais en arrière. Le fair-play financier a été décidé à l'unanimité, avec tous les clubs et la Commission européenne. Nous ferons cette révolution dont le football a besoin. Ne me dites pas que Paris découvre nos règles », confiait-il au *Figaro* en août 2012.

Une mise en garde que le club parisien a contourné en doublant son budget par l'entremise d'un contrat d'image évalué à 200 M€ annuels avec l'Office du tourisme du Qatar (QTA). Avec 400 M€ de budget cette saison contre 90 en 2011 (ce qui en fait le 5^e club le plus riche du monde derrière le Real Madrid, Barcelone, le Bayern Munich et Manchester United).

et Manchester United selon le dernier classement du cabinet Deloitte), le PSG est passé rapidement dans une autre dimension depuis son rachat par QSI. Son nouveau statut d'épouvantail continental a néanmoins de fortes chances d'être remis en cause par les experts de l'organe indépendant de contrôle financier des clubs (ICFC).

Ces derniers s'interrogent en effet sur la rationalité économique du contrat en or avec QTA, qui génère la moitié des revenus du club. Le concept de sponsoring étatique défendu par les dirigeants parisiens peine à convaincre les experts financiers de la chambre d'instruction de l'ICFC présidé par l'ancien premier ministre belge Jean-Luc Dehaene. C'est en tout cas ce que Michel Platini a laissé entendre jeudi : « Le modèle économique du PSG est particulier et atypique. Ce contrat d'image avec QTA est innovant, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais est-il valable ? Le montant du contrat est-il correct ? » En clair, le contrat QTA, nécessaire à l'équilibre financier du PSG, risque d'être décoté.

Et une invalidation de la valeur de ce

contrat ne laisserait aucun espoir au club parisien de respecter les canons du fair-play financier - les clubs ne peuvent plus dépenser plus d'argent qu'ils n'en génèrent dans la limite d'un déficit de 5 M€. Ceux qui peuvent couvrir leurs pertes par un actionnaire pourront être défectueux jusqu'à 45 M€. « Les premières décisions seront annoncées début mai. Il y aura des choses dures mais pas d'exclusions des compétitions européennes », rassure Michel Platini.

Une manière d'inviter le PSG à prendre acte d'une future décision défavorable de la chambre d'instruction de l'ICFC et d'accepter l'accord l'amiable que l'UEFA est disposé à lui proposer. Assorti d'un « moratoire » sur les sanctions, un tel accord pourrait contraindre le club parisien à voir sa masse salariale plafonnée proportionnellement au montant de son déficit - une fois le sponsoring QTA recalculé à la baisse - dans les compétitions européennes. Ce qui le pénaliserait nécessairement dans sa quête des sommets européens. La solution du moindre mal au regard de ce que le PSG risquerait en tentant le diable devant la chambre de jugement de l'ICFC censée rendre son verdict fin juin, avec possibilité de faire appel devant le TAS cet été. ■



Les dirigeants qatariens ont dépensé environ 360 millions depuis le rachat du PSG en 2011 pour attirer des stars comme Zlatan Ibrahimović et Edinson Cavani.

JEAN MARIE HENVO/OPPI MEDIA

400 M€

Le budget du PSG cette saison, contre 90 en 2011, ce qui en fait le 5^e club le plus riche du monde derrière le Real Madrid, Barcelone, le Bayern Munich et Manchester United.

Fair-play financier mode d'emploi

La réforme phare de l'ère Platini

Depuis son accession à la présidence de l'UEFA en 2007, Michel Platini s'est toujours évertué à rassembler afin de faire aboutir ses projets. L'ancien numéro 10 s'est engagé personnellement pour convaincre les clubs européens d'en finir avec la culture des déficits abyssaux en se soumettant aux principes du fair-play financier. Annoncée en août 2009, sa proposition d'édicter des règles financières communes à tous les clubs inscrits dans les compétitions de l'UEFA a été acceptée en mars 2010 par l'Association européenne des clubs (ECA). Les propriétaires de nombreux grands clubs perclus de dettes ont vu dans cette mesure comme une planche de salut pour éviter la faillite au moment même où la bulle financière menaçait d'exploser. Le pouvoir de conviction de Michel Platini a aussi

emporté l'adhésion des plus réticents, notamment des clubs anglais alors dominateurs en Europe.

La philosophie de l'équilibre

La philosophie du fair-play financier tient dans une formule simple énoncée dès la genèse de ce projet : « On ne peut pas dépenser plus d'argent que l'on ne génère de revenus. » L'UEFA a mis en place un échéancier de trois saisons pour permettre aux clubs de présenter un bilan comptable équilibré au panel d'experts indépendants financiers chargé d'examiner leurs finances en vue de la saison 2014-2015. Après cette période de transition, les clubs ne peuvent donc plus dépenser plus d'argent qu'ils n'en gagnent dans la limite d'un déficit de 5 M€, sur les deux derniers exercices comptables. Ceux qui peuvent couvrir leurs pertes par un actionnaire pourront être défectueux jusqu'à

45 M€, puis de 30 M€ les deux années suivantes. Les clubs contrevenants s'exposent à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion des compétitions européennes.

Politique de la main tendue

N'en déplaise aux nouveaux entrants aux fonds illimités, comme les propriétaires du PSG ou de Manchester City, le président de l'UEFA perdrait sa crédibilité auprès des clubs qui ont fait l'effort de réduire leur train de vie en ne faisant pas appliquer les nouvelles règles comptables. Tout en affichant sa fermeté à aller jusqu'au bout, Michel Platini assure que l'UEFA n'a pas l'intention de priver de compétitions européennes les clubs qui ne passeraient pas, début mai, l'examen des experts de la chambre d'instruction de l'organe de contrôle financier. Pour éviter aux défectueux d'être ensuite envoyés devant la chambre de jugement, l'UEFA leur proposera un « moratoire » sur les sanctions assorti de mesures contraignantes (plafonnement de la masse salariale). Soutenue par la Commission européenne dans la mise en œuvre du fair-play financier, l'UEFA se dit sereine face à d'éventuels recours légaux. « Nous avons anticipé le fait qu'il y aura des contestations. Nous avons confiance dans les personnalités du monde politique ou économique qui prendront les décisions. Ce sont les personnes idoine pour imposer nos règles de manière impartiale », indique Alistair Bell, le responsable de son département juridique. ■

EN BREF

Judo : quatre médailles françaises à l'Euro

Les championnats d'Europe organisés à Montpellier ont bien démarré pour l'équipe de France qui a récolté quatre médailles jeudi : l'or pour Automne Buchard (-48 kg), l'or pour Loïc Korval et l'argent pour Amandine Buchard (-48 kg), l'or pour David Larose, opposés en finale (-66 kg).

Football : Benzema encensé

Karim Benzema (Real Madrid) a remporté son duel à distance avec Franck Ribéry (Bayern Munich) lors de la demi-finale aller de Ligue des champions, en marquant le seul but de la rencontre. Du coup il a été encensé par la presse européenne, au contraire de son compatriote décevant.

Natation : Phelps laisse planer le doute pour les JO

De retour en compétition à Mesa (Arizona), après deux ans de retraite, Michael Phelps n'a pas garanti qu'il visait les Jeux de Rio en 2016. « Nager me manquait, c'est aussi simple que cela. Je m'amuse beaucoup, je suis heureux... Je veux juste courir, retrouver l'état mental qu'on a quand on est en compétition... »

PROGRAMME

35 ^e JOURNÉE LIGUE 1			
NANTES (11)	vendredi 20h30 C+ bein	MARSEILLE (6)	
AIACCO (20)	samedi 17h C+	MONACO (2)	
RENNES (13)	20h	LOIRET (12)	
MONTPELLIER (14)	-	TOULOUSE (9)	
NICE (15)	-	REIMS (8)	
EVRYAN (16)	-	ST-ETIENNE (4)	
GUINGAMP (17)	-	VAREZ (10)	
SOCHAUX (18)	dimanche 14h C+ bein	PARIS SG (1)	
LYON (5)	17h bein	BASTIA (10)	
LILLE (3)	21h C+	BORDEAUX (7)	

La leçon des jeunes marins aux anciens sur la Transat AG2R

Les premiers concurrents sont attendus lundi sur l'île de Saint-Barthélemy.

HAUDE-MARIE THOMAS @figaronautisme

VOILE Triste scénario pour les légendes de la course au large française. Après 18 jours de course, l'ensemble des concurrents de la Transat AG2R La Mondiale, partis le 6 avril de Concarneau, ont lancé le sprint final vers l'île de Saint-Barthélemy, dans les Caraïbes. Mais la transat à armes égales a une nouvelle fois accouché d'un scénario hitchcockien qui a conduit les stars de la course au large tels Michel Desjoyeaux, Jean Le Cam ou encore Kito de Pavant à favoriser une option nord, qui leur a été fatale, tandis que les jeunes talents de la classe Figaro Bénéteau sont allés chercher des alizés profonds très au sud et galopent maintenant vers une victoire assurée.

Jeudi, les trois premiers duos, Lunven-Peron (*General*), Delahaye-Richomme (*Skipper Macif*) et Gahinet-Meilhat (*Safran-Guy Cotten*) enchaînaient ainsi les empannages afin de se placer pour un dernier bord sur l'Atlantique. Celui-ci doit leur permettre, à partir de ce vendredi soir, de réussir leur atterrissage sur l'arc antillais. Et ils n'ont aucun droit à l'erreur avant l'arrivée prévue lundi. « Nous essayons de maintenir no-



Le *General* du duo Nicolas Lunven-Eric Peron poussé par les alizés, jeudi, en route vers les Caraïbes. ALEXIS COURCOUX

tre position mais ce ne sera pas facile jusqu'à l'arrivée », expliqua jeudi matin, Nicolas Lunven, leader avec Eric Peron toute la semaine avant de se faire doubler au classement de 16 heures. Par Fabien Delahaye et Yoann Richomme, auteurs d'une très belle remontée. « Nous nous sommes remis en question à bord car nous n'allions pas assez vite par rapport à nos concurrents, analysa Delahaye. Nous avons changé des petits trucs

à bord, comme le matosage ou la durée de nos quarts pour être les plus performants possibles. »

Amertume dans le nord

En revanche, la déception est de taille pour le groupe des nordistes dont l'option s'est avérée contre-productive. Trois anciens vainqueurs, Michel Desjoyeaux, Jean Le Cam et Kito de Pavant, tentent maintenant de sauver la mise. « Concernant l'option nord, on peut toujours la regretter, commenta le double vainqueur du Vendée Globe et triple vainqueur de la Solitaire, actuellement en avant-dernière position. Quand nous avons passé les Canaries, nous avons vu quelques opportunités. Si on ne jouait jamais, on ne gagnerait pas souvent. Évidemment, nous sommes déçus mais, au moins, nous avons essayé quelque chose. » Kito de Pavant rappelle de son côté à la vacation de la mi-journée que le palmarès impressionnant de la flotte des nordistes « rassurait quelque part » au moment du choix. Maintenant, les retardataires bataillent entre eux pour « ne pas récupérer la cuillère en bois », selon l'expression de Michel Desjoyeaux. ■

suivez la Transat sur figaronautisme.com

LE FIGARO
le carnet du jour
Naissance
Partagez votre bonheur

... et recevez Le Figaro gracieusement pendant 3 mois
Tél. 01 56 52 27 27 - Fax. 01 56 52 20 90
carnetdujour@figaromedias.fr - www.carnetdujour.lefigaro.fr

12 LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

par téléphone au

01 56 52 27 27

par télécopie au

01 56 52 20 90par e-mail : carnetdujour@figaromedias.fren nos bureaux : 14 boulevard Haussmann, 75009 Paris,
sur notre site : www.carnetdujour.lefigaro.fr

Tarifs :
du lundi au jeudi : 24 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
22 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes
vendredi ou samedi : 27 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
25 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes

Noces,	Saint-Valentin,	Commemoration,	anniversaires,
Adoptions,	Noces,	Signatures,	Offices religieux,
Baptêmes,	Communications	Départs en retraite,	Prise d'habit,
Placettes,	diverses,	Voeux,	Jubilés,
Mariages,	Conférences,	Deuils,	Jubilés,
Anniversaires,	Thèses,	Condolances,	Jubilés sacerdotal,
Centenaires,	Portes ouvertes,	Remerciements,	Ordination,
Fêtes des Mères,	Distinctions,	Souvenirs,	Voeux
Rédes Pères,	Nominations,	Messes et	monastiques.

Les lignes comportant des caractères gras
sont facturées sur la base de deux lignes ;
les effets de composition sont payants ;
chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Les annonces sont reprises sur
www.carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Téléphone abonnements
01 70 37 31 70

LE FIGARO

le carnet du jour



Le Carnet des Prénoms

Fille ou garçon ?
Notre sélection de prénoms
Demandez-le gratuitement !



Par courrier :
Le Carnet du Jour - Le Figaro
14 boulevard Haussmann - 75009 Paris

Par Email :
prenoms@figaromedias.fr

noces d'or

Les enfants et petits-enfants de

Bertrand et Myriam COR

sont très fiers
de leurs souhaits
de merveilleuses noces d'or.

conférences

L'Association
internationale Saint-Roch

vous invite à rencontrer
le lundi 12 mai 2014, à 18 h 30,
Valérie Masson-Delmotte,
climatologue,

Nouveaux regards
sur les climats

Présentation par
le père Thierry de L'Épine
et Olivier Moulin-Roussel.

24, rue Saint-Roch, Paris (1^{er}).
Renseignements : 01 45 51 94 37.

deuils

M. Louis Bernard,
ses enfants, Pierre,
Marie-France, Catherine,
Jean-Baptiste et Thomas,
ainsi que leurs épouses
et conjoints
et tous ses petits-enfants

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Mme Anne BERNARD
née Rollin,

le 24 avril 2014.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le samedi 26 avril,
à 10 h 30,
en la cathédrale Saint-Charles
de Saint-Etienne.

L'inhumation aura lieu
au cimetière
de Paray-le-Monial.

Le marquis et la marquise
de Boury,
Mlle Hedwige de Boury,
ses enfants,

Guillaume, Julien et Clémence
de Boury,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de
vous faire part du décès de la

comtesse Régis de BOURY
née Rita Rogez,

endormie dans la Paix
du Seigneur, le 23 avril 2014.

La cérémonie religieuse
aura lieu ce vendredi 25 avril,
à 16 h 30, à Marseille,
en « Notre Maison »,
640, avenue de Mazargues.

L'inhumation aura lieu
le samedi 26 avril,
à 10 heures, au cimetière
de Saint-Vallier (Drôme),
dans l'intimité.

Piriac-sur-Mer
(Loire-Atlantique),
Saint-Thégonnec (Finistère).

Loïc de Bredon
de Châteaubriant,
son fils,
Arnaud, Quentin, Morgane,
ses petits-enfants,
Isabelle de Châteaubriant,
sa belle-fille,
ainsi que toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Simonne de BREDENEC
de CHATEAUBRIANT
née Laurent,

survenu à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le samedi 26 avril 2014,
à 15 heures, en l'église
de Piriac-sur-Mer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Catherine et Bernard Pualet,
Jacques Brunel,

Bernard et Josette Brunel,
Denis et Agnès Brunel,
ses enfants,

ses douze petits-enfants,
ses quatre
arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du décès de

Jean Gabriel BRUNEL

dans sa 98^e année.

La messe d'obèques
sera célébrée le samedi 26 avril 2014,
à 10 h 30,
en l'église Saint-Rémy,
17, rue de la République,
à Vanves (Hauts-de-Seine).

La famille du

docteur Michel CLERBOIS

a la tristesse de vous faire part
de son décès, survenu
à Marseille, le 21 avril 2014,
à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Seiches-sur-le-Loir
(Maine-et-Loire), le
mercredi 30 avril, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'abbé Alban Gras,
le capitaine de vaisseau
et Mme Nicolas Cailliez,
le lieutenant de vaisseau
Charles-Emmanuel Gras,
M. et Mme Renaud Gras,
le lieutenant de vaisseau
et Mme Raphaël Galais,
ses enfants,
ses vingt petits-enfants,

M. et Mme Christian Larras,
Mme Dominique Cossart,
Mme Florence Hallier,
M. Xavier Gras,
M. Arnaud Gras,
ses frères, sœurs, beau-frère,

ont la douleur de faire part
du décès de

capitaine de vaisseau (h.)
Bertrand CRAS

chevalier
de l'ordre national du Mérite,

le 24 avril 2014, muni
des sacrements de l'Église.

La messe de funérailles
sera célébrée dans l'intimité,
le samedi 26 avril,
à 16 heures, en l'église
de Varengeville-sur-Mer.

Dominique Delomier,
son épouse,
Jean et Séverine,
Eric et Catherine,
ses fils et belles-filles,
Julien, Marion et Sacha,
ses petits-enfants,
Odile, Agnès et Martine,
ses sœurs,
et les familles Delomier,
Duport, Cazimajou et Cessieux

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Denys DELOMIER

survenu à Rueil-Malmaison.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le lundi 28 avril 2014, à 14 h 15,
en l'église Saint-Clément,
5, place de l'Église, à Saint-Cloud
(Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu
le mardi 29 avril, à 14 h 30,
au cimetière Saint-Clément,
à Orange (Vaucluse).

58, rue Gounod,
92210 Saint-Cloud.

Marie-Pierre Guede-Thomas,
sa fille,
Erik Thomas,
son gendre,
Nicolas Thomas,
son petit-fils,

ont la douleur de vous
faire part du décès de

Mme Pierre GUEDE
née Ginette Bonnet,

le 21 avril 2014, à Paris,
dans sa
quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques seront célébrées
dans l'intimité familiale.
44, rue de l'Assomption,
75016 Paris.
48, rue de Ranelagh,
75016 Paris.

Bernard et Micheline Harlaut,
son frère et sa belle-sœur,
Olivier et Christine
« Manant » Harlaut,
Mathilde, Léa, Alice,
ses neveux, nièces, petites-nièces,
Jamschid et Safoura Riaz,
son beau-frère et sa belle-sœur,

ont la tristesse
de vous faire part du décès,
survenu le 23 avril 2014,
dans sa 87^e année, de

Claude HARLAUT

architecte,
enseignant
à l'École nationale supérieure
des beaux-arts de Paris.

La famille remercie
chaleureusement
tous les membres
de la villa Saint-Romain,
à Paris, qui l'ont accompagné.

La cérémonie religieuse
aura lieu le samedi 26 avril,
à 10 heures, en l'église
Saint-François-Xavier,
Paris (7^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

Jean-Paul Michel,
son ami,
les familles Joly, Gouby, Vallé,
Chaussade, Denis,
ses cousins,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Robert JOLY

La cérémonie religieuse sera
célébrée le mardi 29 avril 2014,
à 10 h 30, en l'église Saint-Eloi,
à Paris (12^e).

171, rue du Chevaleret,
75013 Paris.

Paris.

MM. Yvon, Raymond, Gérard,
Francis Laver,
ses enfants,
leurs conjoints,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
parents et amis

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Jeannine LAYER
née Thiaucourt,

survenu à l'âge de 93 ans.

Les obsèques auront lieu
le lundi 28 avril 2014,
à 15 h 30, au cimetière
de Levallois-Perret,
où l'on se réunira.

Olivier et Isabelle Pajot,
Pascal et Anne-Françoise
Pajot,
Sylvie et François Jeanjean,
Hervé et Anne-Sophie Pajot,
Christel et Martin Voisin,
ses enfants,
ses petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Marie-Claude PAJOT
née Parjadis de Larivière,

survenu le 23 avril 2014,
à l'âge de 82 ans.

Elle a rejoint son époux,
Georges Pajot
(†) le 22 juillet 1988.

La cérémonie religieuse
aura lieu le samedi 26 avril,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Ferdinand-des-Ternes,
Paris (17^e).

L'inhumation se fera
au cimetière de Chambray
(Cantal), le lundi 28 avril.

Magali et Jean-Jacques
Cottarel,
Jean-Marie et Monique
Zanchetta,
François et Chantal Pierson,
ses enfants,

Olivier Cottarel,
Nicolas et Emmanuelle
Zanchetta,
Anne-Sophie Zanchetta,
Thomas Pierson,
Vincent Pierson,
ses petits-enfants,

Jules, Lou et Léonard,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Jacques PIERSON

née Renée Roquefère,
survenu le 22 avril 2014,
dans sa 97^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le samedi 26 avril,
à 10 h 30, en l'église
de Saint-Germain-le-Vasson
(Calvados).

6, rue du Hamelet,
14190
Saint-Germain-le-Vasson.

Catherine Potut,
son épouse,
Nathalie, Florian
et leurs enfants,
Dominique, Alain, Maximilien
et Clémence de Libéra,
ainsi que toute sa famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Bernard POTUT-RIGAL

le 19 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le mardi 29 avril,
à 10 h 30, en l'église Saint-Louis
de Garches (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

M. et Mme Michel Pastel,
Joël Rochmann
et Patricia Martin,
leurs enfants et petits-enfants

vous font part du décès de

Gisèle ROCHMANN

née Hochner,

leur mère, grand-mère
et arrière-grand-mère,

survenu le 23 avril 2014.

Les obsèques auront lieu
le lundi 28 avril 2014,
On se réunira
à la porte principale du
cimetière parisien de Bagneux,
à 14 h 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Françoise Rouhet,
son épouse,

Anne-Christine et Cyril
Lombard,
Isabelle et Sébastien Bonin,
ses enfants,

Enzo, son petits-fils,

ont la douleur de vous
faire part du décès soudain de

Jean-Claude ROUHET

survenu le 20 avril 2014,
à l'âge de 69 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mardi 29 avril,
à 10 heures,
en l'église Saint-Léger,
20, rue de la Maison-Verte,
Saint-Germain-en-Laye
(Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

remerciements

Saint-Laurent-des-Bâtons
(Dordogne).

Mme Lucien Imbert,
Mme Christine Imbert,
M. et Mme Jean-Luc Imbert,
M. et Mme Philippe Imbert,

très touchés des marques
de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

docteur Claudine IMBERT

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

messes

En souvenir du

comte François de ROSE
ambassadeur de France,
(Calvados).

décédé le 23 mars 2014,

une messe
sera dite à son intention
le mardi 29 avril, à 17 heures,
en l'église
Saint-Germain-des-Près,
Paris (6^e).

souvenirs

In Memoriam.

Le 25 avril 1994,

Jean SALLIARD du RIVAUD

jeune père de 41 ans décédé.

Sa veuve Agnès Darcy,
née Martin-Chave,
ses fils, Edouard et Laurent,
ses frères et sœurs
ne l'oublient pas.

LE FIGARO

privileges

RESERVÉ À NOS ABONNÉS

HIVER
PRINTEMPS
2014

EXPOSITION
THÉÂTRE, CINÉMA
SÉJOUR
OPÉRA, DANSE
MUSIQUE

EXPOSITION

A GAGNER : des coupes files pour 2 personnes
pour l'exposition "Niki de Saint Phalle"

Du 8 octobre 2014 au 18 janvier 2015 au Grand Palais
Valeur unitaire 20€*.

* Tirage au sort le 17/10/2014 à minuit.

Le meilleur de la culture et des loisirs tout au long
de votre abonnement à des conditions exceptionnelles

SI VOUS ÊTES ABONNÉ, INSCRIVEZ-VOUS SUR : www.lefigaro.fr/privileges

SI VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ, RENDEZ-VOUS SUR : www.lefigaro.fr/abonnements



Manifestation dans le quartier de Mea Shearim, à Jérusalem, le 1^{er} janvier 2014, de juifs ultraorthodoxes refusant l'enrôlement de membres de leur communauté dans l'armée israélienne. RONEN ZVULIN/REUTERS

Ces jeunes harédim mis au ban

Cyrille Louis
clouis@lefigaro.fr

Correspondant à Jérusalem

Avec sa gueule d'ange, son regard un peu perdu et son sweat à capuche, Elie ne se distingue en rien des étudiants attablés autour de lui dans ce café à la mode de Jérusalem. Il y a six mois pourtant, l'adolescent portait la barbe, les papillotes et le caftan noir des juifs ultraorthodoxes. Un univers dont il a été brutalement évincé lorsque ses parents ont découvert, dans sa chambre, un téléphone portable acquis à leur insu. « Sur le coup, ma mère a pleuré, dit-il d'une voix douce, tandis qu'un de mes frères est allé voir le rabbin pour lui demander ce qu'il fallait faire de moi. » La réponse, cinglante, n'a guère tardé. Mis à la porte du domicile familial, Elie a d'abord erré de synagogue en foyer avant de trouver un appartement en colocation. À plusieurs reprises, il a tenté de renouer avec ses parents - sans succès. Un jour de décembre, enfin, il s'est décidé à raser sa barbe et ses favoris. « En me regardant dans le miroir, dit-il, j'ai eu la sensation de découvrir mon vrai visage. »

Elie, 19 ans, a grandi dans la ville israélienne de Bnei Brak au sein d'une communauté ultraorthodoxe parmi les plus strictes et les plus fermées aux influences extérieures. Un univers inspiré des ghettos juifs d'Europe de l'Est, dans lequel les hommes conversent en yiddish, passent le plus clair de leur temps à étudier la Torah et se méfient de la modernité comme de la peste. Une séparation stricte entre les sexes y est imposée dès le plus jeune âge et les moindres gestes de la vie profane, du port du vêtement à l'éducation des enfants, en passant par les relations conjugales, y sont réglés par un ensemble complexe de prescriptions religieuses. « Toute question était vue comme un signe d'impiété, se souvient le jeune homme, qui était inmanquablement puni avec sévérité. » Un carcan dont, adolescent, il a souvent tenté de s'évader, profitant de moments de liberté pour s'adonner secrètement à des lectures profanes. « Grâce à mon téléphone, témoigne-t-il, j'ai enfin pu trouver sur Internet des réponses aux questions que je me posais sur la biologie, la religion ou l'actualité... » Jusqu'au jour où, démasqué, il s'est retrouvé à la rue.

Un phénomène qui s'accroît

En l'absence de statistiques fiables, l'ONG israélienne Hillel, créée en 1992 pour venir en aide à cette population, estime que plusieurs centaines de jeunes harédim (1) rompent chaque année avec leur famille. « Le phénomène n'est pas nouveau mais il s'accroît à mesure que s'accroît la population ultraorthodoxe », explique le directeur, Yair Hass. Une tendance qui représente sinon une menace, du moins un défi pour cette communauté aujourd'hui large de 800 000 membres - l'une des plus dynamiques de la société israélienne. « Les harédim qui perdent la foi ou ne supportent plus les règles très strictes imposées par les rabbins sont encore trop souvent exclus avec une grande violence, explique Florence Heymann, anthropologue au Centre de recherche français à Jérusalem. On leur reproche de souiller l'honneur de la famille et de menacer sa place dans la communauté. » Une mise au ban qui plonge nombre de ces jeunes dans l'isolement et, parfois, le désespoir.

Chaque année, des centaines de juifs ultraorthodoxes se retrouvent en rupture avec leur famille. Excédés par le poids de la religion ou mis à la porte par leurs propres parents, certains de ces jeunes parviennent toutefois à se reconstruire, au prix d'un douloureux parcours.

« La solitude des débuts n'est pas simple à surmonter », se souvient Haim (2), grand jeune homme à la chevelure brune « sorti » il y a cinq ans du monde harédi. « Il faut tout recommencer à zéro, un peu comme un nouveau-né, raconte-t-il. On ne sait pas comment chercher du travail, ouvrir un compte en banque ou simplement parler aux filles... » Dixième d'une fratrie de onze enfants, Haim a grandi à la lisière de Mea Shearim, l'un des bastions ultraorthodoxes de Jérusalem, où il n'a connu que l'étude de la Torah jusqu'à ses 25 ans. « Mes journées débutaient à 7 heures par un bain rituel et se poursuivaient à la yeshiva [école talmudique], où je travaillais les textes sacrés jusque tard dans la soirée. » Les sorties au théâtre et autres concerts dont il entend parler lui sont interdits, « évidemment ». Quant aux vacances, qui coïncident avec les fêtes juives, elles se résument le plus souvent à une excursion au Mur des lamentations.

Mais tandis que ses frères se coulent dans le moule, Haim prend ses distances avec un milieu qui, dit-il, l'étouffe. « À l'adolescence, je n'ai plus supporté que le rabbin décide de tout pour moi. Je voulais organiser ma vie, et plus courir comme un cobaye dans une roue. À quelques rues de chez nous, je voyais des jeunes de mon âge sortir ou aller à la plage et je me disais : pourquoi pas moi ? Ce processus a pris du temps car je redoutais la réaction de ma famille. Jusqu'au jour où j'ai jeté mes vêtements noirs pour entamer une nouvelle vie... »

Les envies suicidaires plus fréquentes

Contrairement à de nombreux jeunes qui s'éloignent du monde ultraorthodoxe, Haim n'a pas complètement rompu avec ses parents, chez qui il se rend encore une fois par mois pour célébrer le shabbat. S'il dit avoir cessé de croire en Dieu, il se colle pour l'occasion d'une kippa « afin de ne pas les offenser ». « Lorsque j'ai quitté la religion, on m'a bien fait comprendre que j'attirais la honte sur ma famille, dit-il, alors je ne veux pas en rajouter. Aujourd'hui encore, les gens me regardent comme si j'étais fou lorsque j'arrive dans mon ancien quartier. » À table, ces jours-là, Haim et les siens parlent de la pluie et du beau temps - sans jamais aborder sa nouvelle vie. « C'est douloureux mais je ne veux pas perdre ce lien », confie-t-il.

Début 2014, les suicides de deux jeunes gens suivis par Hillel ont brusquement mis en lumière l'extrême vulnérabilité des ex-religieux qui rompent avec leur famille. Moshe, 25 ans, venait de tourner le dos au monde harédi et souffrait de troubles psychiatriques. La veille de sa mort, il s'était rendu à une réunion familiale où nul n'avait voulu lui adresser la parole. Le 1^{er} janvier, il s'est jeté dans le vide depuis le sommet d'une grue. Dorit (3), jeune mère de famille divorcée depuis peu, a, elle, sauté du haut d'une tour. « Ces deux drames ont provoqué un mouvement de panique parmi les centaines de personnes dont nous nous occupons, raconte Yair Hass, directeur de l'ONG. Dans les jours qui ont suivi, on a dû secourir plus d'une dizaine de jeunes qui voulaient en finir. » Selon une étude menée dans la foulée par une ONG spécialisée

dans la prévention du suicide, Bishvil Hahayim, les envies suicidaires seraient trois fois plus fréquentes parmi les harédim en rupture de ban que dans la population générale. « Nous avons pensé qu'il était urgent d'agir pour éviter une épidémie », affirme Yair Hass, qui a convaincu le gouvernement israélien de financer la création d'un foyer réservé à l'accueil de ces jeunes gens.

« Sortir de la religion, c'est s'exposer à un vide terriblement angoissant, témoigne Shimon (2), 25 ans, qui a rompu il y a plusieurs années avec le monde ultraorthodoxe. Du jour au lendemain, on envoie promener tout un système de valeurs pour se retrouver confronté à l'absurdité de la vie. » Il sourit, et complète : « Quand j'y pense rétrospectivement, je me dis parfois qu'il y avait du bon dans le fait de croire en Dieu sans jamais se poser de question... » À l'adolescence, Shimon n'a pourtant pas hésité à secourir de toutes ses forces les chaînes qui l'enserraient. Petit-fils d'un éminent rabbin new-yorkais, il a grandi à Jérusalem dans une famille très stricte de la communauté lituanienne - l'une des trois branches du monde ultraorthodoxe, avec les branches hassidique et séfarade. « Durant mon enfance, soupire-t-il, je n'ai jamais entendu parler de ce qui était bien ou mal mais seulement de ce qui était permis ou interdit. » Septième d'une fratrie de dix enfants, il grandit à l'ombre d'un père qui consacre tout son temps à l'étude de la Halakha (3) et ne répuge pas à châtier ses enfants, parfois durement, pour les maintenir dans le droit chemin. « À l'école, raconte le jeune homme, toute pratique sportive était prohibée car issue de la culture grecque, que les rabbins ultraorthodoxes perçoivent aujourd'hui encore comme une menace. »

Shimon, à l'époque, étouffe et se démarque par un tempérament « turbulent ». « Après ma bar-mitsva, je me suis mis à chercher ma propre identité, dit-il. J'ai demandé à pouvoir porter un horsallure, parce que je trouvais ce chapeau plus moderne que le classique bandolino des Lituanien. Quand j'avais du temps libre, je m'enfermais dans ma chambre pour dessiner à l'abri des regards. Et je n'hésitais pas à défier mes enseignants lorsqu'ils étaient trop durs. » Une révolte que ses parents cherchent d'abord à mater en l'inscrivant dans une yeshiva réputée plus sévère. « Ce fut, pour ma famille, l'époque de la honte, dit-il. Il fallait dissimuler mes errements pour ne pas attirer l'attention de la communauté... » Mais l'adolescent refuse de plier, et ses parents, après l'avoir changé d'école à plusieurs reprises, finissent par se résigner. « Mon père, comprenant qu'il avait raté mon éducation, a peu à peu décidé de me soutenir », résume Shimon.

Des années plus tard, le jeune homme dit s'être enfin trouvé et entretient des relations apaisées, quoique distantes, avec sa famille. Marié à une Franco-Israélienne, il confie avoir appris à regarder la religion d'un autre oeil - loin des prescriptions austères de son enfance. « Je l'ai aidé à réaliser que le shabbat peut être un moment plein de joie et de partage », illustre la jeune femme. Un itinéraire qui, selon Yair Hass, laisse entrevoir une évolution progressive de la société ultraorthodoxe. « De nombreuses familles réalisent que l'éloignement d'un enfant, beaucoup plus répandu qu'on ne le dit, n'est pas une souillure, assure le directeur d'Hillel. Les rabbins doivent maintenant les aider à affronter cette situation en disant clairement qu'ils n'ont aucune raison de couper les ponts. » ■

(1) Littéralement, des « craignant Dieu ».

(2) Le prénom a été modifié.

(3) L'ensemble des prescriptions qui composent la Loi juive.

Sortir de la religion, c'est s'exposer à un vide terriblement angoissant. Du jour au lendemain, on envoie promener tout un système de valeurs pour se retrouver confronté à l'absurdité de la vie

SHIMON, 25 ANS

Europe : il est temps de tout changer

Après la Seconde Guerre mondiale, les pères fondateurs de l'Europe avaient fait partager aux peuples européens leur grand rêve d'union, pour que les tragédies du passé ne recommencent jamais, pour que notre continent, rassemblant ses moyens et ses volontés, fasse entendre sa voix dans le monde, y défende ses idées, ses principes et ses intérêts, pour que nos nations s'ouvrent les unes aux autres, et tirant ensemble le meilleur parti de leurs forces productives, s'engagent durablement sur le chemin de la prospérité.

Qu'avons-nous fait de ce grand rêve ?

Beaucoup d'Européens de cœur et de raison se posent désormais cette question : ceux qui ont répondu oui lorsqu'on leur a demandé d'approuver le traité de Maastricht ou la Constitution européenne, parce qu'ils ne voulaient pas sacrifier une si belle espérance, et ceux qui ont dit non parce qu'ils ne voulaient pas approuver ce qui, à leurs yeux, entraînait l'Europe et la France sur la voie du déclin.

Sans nier les responsabilités des gouvernements nationaux, à commencer par les nôtres, force est de constater que trente années de dérives ont condamné l'Europe à devenir

une machine bureaucratique qui réduit, jour après jour, l'espace des libertés et de la démocratie. Trente années d'aveuglements ont installé durablement sur notre continent le chômage de masse, l'exclusion, la stagnation économique. Trente années de renoncements ont provoqué une profonde crise identitaire, mis à mal la cohésion des sociétés, creusé un fossé d'incompréhension entre les peuples et

L'urgence n'est plus à la valse-hésitation des ajustements à la marge du Meccano institutionnel

les responsables politiques, nourri la montée des populismes et des extrémismes. Si nous ne voulons pas que le rêve tourne au cauchemar et que reviennent les vieux démons qui ont été à l'origine de tant de malheurs, il faut changer d'Europe.

Au point où nous en sommes, le temps n'est plus à la valse-hésitation des ajustements à la marge du Meccano institutionnel. L'urgence est aux remises en cause profondes. Notre pays doit prendre ses responsabilités et demander à nos partenaires de se prononcer. Le risque de crises circonscrites est moins grand que celui d'une crise générale qui pourrait tout emporter. Souvenons-nous de la chaise vide du général de Gaulle qui sauva la politique agricole commune.

L'austérité aveugle qui détruit la croissance et creuse les déficits, ça ne peut plus durer.

La politique monétaire qui fait peser sur l'Europe tout entière le spectre de la déflation et ruine la compétitivité de nos entreprises, ça ne peut plus durer.

L'ouverture sans contrepartie à toutes les concurrence déloyales, à tous les dumpings, ça ne peut plus durer.

La politique de la concurrence qui interdit toute politique industrielle et qui met les entreprises européennes à la

merci de leurs concurrents, tellement plus habiles, c'est un comble, pour se protéger dans leur

pays, ça ne peut plus durer.

La libre circulation poussée à l'excès qui interdit tout contrôle des déplacements de populations à l'intérieur de l'Europe pouvant mettre en péril la cohésion de nos sociétés et qui va jusqu'à mettre en concurrence, sur notre sol, nos salariés avec des salariés qui supportent trois fois moins de charges sociales, ça ne peut plus durer.

Le dumping fiscal et social à l'intérieur de l'Europe, ça ne peut plus durer.

Les frontières extérieures de l'Espace Schengen qui laissent passer des flux d'immigration incontrôlés, ça ne peut plus durer. L'élargissement sans fin, ça ne peut plus durer.

L'Europe désarmée, l'Europe qui ne défend pas ses intérêts dans le monde, l'Europe qui est la variable d'ajustement de toutes les politiques de change, de

toutes les politiques commerciales, de toutes les politiques migratoires du monde, l'Europe qui empêche ses nations de se protéger et qui ne les protège pas, l'Europe qui étouffe sous une masse de réglementations, l'Europe qui se construit contre les États et la souveraineté des peuples, ça ne peut plus durer.

De ce constat, il nous faut maintenant tirer des conclusions politiques en rupture avec les attermoissements des dernières décennies. Notre famille politique doit le faire. C'est son devoir si elle ne veut pas livrer notre pays à des aventures dangereuses et sans lendemain auxquelles pourraient conduire la colère et le désespoir de ceux, de plus en plus nombreux, qui souffrent et qui ont le sentiment de ne plus être maîtres de leur vie.

Ne nous y trompons pas : se résigner à inscrire la politique de la France dans le cadre d'une construction européenne à la dérive sans le changer profondément serait moralement inacceptable et politiquement intenable. Cette résignation nous condamnerait rapidement à l'échec si les Français nous confiaient à nouveau le destin du pays.

Ce qui se joue dans la campagne qui s'ouvre pour les élections au Parlement européen, c'est d'abord la définition de notre rapport à l'Europe pour pouvoir gouverner demain sans décevoir aussitôt tous ceux qui nous auront fait confiance.

*Voir la liste des 40 signataires sur le figaro.fr



LAURENT WAUQUIEZ ET HENRI GUAINO

Un groupe de parlementaires* UMP emmené par les deux députés, respectivement des Yvelines et de la Haute-Loire, plaide pour une remise en cause profonde de la politique européenne.

La rupture ukrainienne

En dépit de l'accord signé à Genève le 17 avril, la crise ukrainienne ne fait que commencer. Les événements des dernières semaines en font déjà d'ores et déjà une rupture majeure de l'ordre international. Moscou a violé toutes les règles : la Charte de l'ONU, les principes fondamentaux du droit international, l'Acte final d'Helsinki (1975) qui proclamait l'inviolabilité des frontières européennes, et ses propres engagements bilatéraux envers Kiev. Comme le dit Garry Kasparov, « arrêtons de dire que Poutine joue aux échecs : car aux échecs, il y a des règles ». Mais cette crise peut aller beaucoup plus loin. Car Vladimir Poutine a ouvert une boîte de Pandore.

Il ne fait aucun doute que Moscou a suscité ou encouragé une grande partie des troubles qui se déroulent en Ukraine orientale. Mais toute révolte de ce type a ensuite sa dynamique propre. Nous entrons dans une phase

dangereuse, alimentée par une surcharge de références émotionnelles. M. Poutine nous a précipités dans le monde du XIX^e siècle - celui des passions nationalistes - avec des références au XX^e siècle : la lutte contre le nazisme, la réhabilitation du stalinisme - et des instruments du XXI^e : le contrôle des médias, la propagande sur Internet.

En réponse à ceux qui se scandalisent de la manière dont s'est déroulée la sécession de la Crimée, la Russie invoque le précédent du Kosovo, qui n'avait rien à voir. Mais l'ironie de l'histoire est que la situation actuelle rappelle bel et bien celle des Balkans des années 1990. Aux rêves d'une « Grande Serbie » de l'époque font aujourd'hui écho ceux d'une « Grande Russie », avec Vladimir Poutine dans le rôle de Slobodan Milosevic, et Alexandre Douguine dans celui des intellectuels serbes. Comme dans l'espace yougoslave à l'époque, philosophes, prêtres et poètes sont mobilisés pour construire un récit historique irrationnel justifiant tous les excès. On sait ce qui l'en advient.

Les Occidentaux n'ont pas toujours bien développé leur relation avec la

Russie, mais ils ont tenté de la rassurer. L'Acte fondateur Otan-Russie (1997) comprenait une limitation de la présence militaire occidentale aux frontières russes. Mais M. Poutine n'a jamais accepté que des pays ayant appartenu à l'URSS et au Pacte de Varsovie choisissent librement leur destin.

La Russie ne veut pas que l'Ukraine puisse consolider sa souveraineté et son identité nationales. Moscou fera tout pour éviter que les élections du 25 mai se déroulent dans des conditions permettant l'émergence à Kiev d'un pouvoir légitime et reconnu. Comme dans le Caucase (Géorgie) ou en Europe orientale (Moldavie), il s'agit de créer un limbe instable, à la main de Moscou. M. Poutine incarne un pouvoir autoritaire, brutal, raciste, corrompu, aux antipodes des valeurs chrétiennes qu'il dit représenter. Mégalo-mane, manipulateur formé à l'école du KGB, il est imprévisible et dangereux.

Les Occidentaux doivent regarder ces réalités en face et ne pas être dans le déni, ou espérer apaiser la Russie par des concessions qui ne pourraient que l'encourager. Ils ne doivent ni imposer de l'extérieur des choix qui reviennent

aux Ukrainiens - l'organisation du pays, sa politique extérieure - ni accepter la logique russe du « jeu à somme nulle ». Ils doivent réagir fortement, car ils sont perçus comme faibles. Or l'enjeu est énorme : il s'agit de la fixation des règles du jeu international pour le siècle qui commence.

C'est l'heure de vérité pour l'Europe. Je ne suis pas sûr que les États-Unis resteront en première ligne : la cause ukrainienne n'est pas populaire, et l'Amérique est fatiguée. L'Union européenne ne doit pas attendre son salut de Washington. Elle doit créer avec sang-froid un vrai rapport de forces politique, économique et militaire avec le pouvoir russe. C'est le seul langage qu'il comprenne. Et profiter des circonstances pour accélérer la réflexion sur la transition énergétique, en réduisant sa dépendance aux hydrocarbures.

La Russie est européenne, mais les actions de M. Poutine sont incompatibles avec le projet politique européen tel qu'il a été édifié à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Elle doit être, temporairement, isolée de notre famille commune.



BRUNO TERTRAIS

Le politologue, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, appelle l'Union européenne à créer un vrai rapport de forces politique, économique et militaire avec le pouvoir russe.

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS

La France au Front

Essai sur l'avenir du FN
PASCAL PERRINEAU, ED. FAYARD, 240 P., 18 €



À quelques semaines des élections européennes, scrutin de choix pour le Front national, le dernier essai de Pascal Perrineau s'impose à tout honnête homme qui ne borne pas sa compréhension du monde politique aux analyses mondaines parisiennes.

Observateur chevronné d'une formation dont il analyse depuis quarante ans les circulations, l'éminent politologue du Cevipof expose comment la séquence électorale ouverte par les municipales, qui s'étire jusqu'en 2015 (sénatoriales, territoriales, régionales), offre à Marine Le Pen toutes les opportunités pour infiltrer le système politique. Et rebattre les cartes pour le PS, l'UMP et le FN, avec en

ligne de mire la clé de voûte de la V^e République, l'élection présidentielle de 2017.

Dans un concentré historique illustré de cartes et graphes qui se lit d'un trait, l'auteur plante le décor pour l'avenir d'un parti « ni tout à fait le même ni tout à fait un autre » car il a tout connu : la marginalité (1972-1982), l'entrée dans la cour des grands partis (1983-1998), l'instabilité des frondes et scissions (1999-2009), le renouveau et l'implantation nationale et locale d'une formation (2010-2014), qui, contrairement à la droite, a un chef, un programme, une unité affichée.

Bref, un FN en ordre de bataille porte voix de tous les malaises de la société

dans une démocratie alangui et submergée par le discrédit de la politique. « Gauche et droite sont en crise, l'une ne convainc pas, l'autre minée par un combat de chefs peine à accoucher d'une alternative crédible, le FN se nourrit de ce discrédit. »

Mais les choses changent avec Marine Le Pen dont le parti « aspire à sortir de sa dénonciation permanente à dégrader des majorités d'idées, construire des alternatives et non plus seulement des protestations. Pour cela il a besoin d'aller au plus près des clivages qui traversent la société française, de les traduire sur la scène politique, de les organiser et de les exprimer afin de mobiliser les électeurs et de répondre aux demandes qui sourdent d'en bas ». Celui qui a théorisé le gauchisme-lépenisme (basculement de l'électorat populaire de la gauche radicale et communiste dans le camp frontiste) met au jour les sources de la dynamique frontiste. Ces cinq fractures (économique, européenne, territoriale, sociale et culturelle) qui brouillent la frontière gauche-droite, jettent le trouble dans les partis, dynamisent le consensus mou gauche-droite de notre démocratie libérale apaisée. Avec ses diables (l'euromondialis-

me, l'islamisme, le communautarisme, l'UMPS, les eurocrates, l'établissement, etc.) et son discours sur la nation, le FN donne une seconde jeunesse à l'idéologie comme force motrice de l'histoire. C'est, note Pascal Perrineau, « le seul parti capable de réinventer dans le système politique ceux qui en sont sortis et d'attirer aux urnes des électeurs qui les boudent ». Quand bien même, la poursuite de sa progression lui commande de fédérer ses trois électeurs fort dissemblables (les bourgeois droitiers, les gauchos-lépenistes populaires victimes de la désindustrialisation et les classes moyennes des lisières entre monde rural et monde urbain).

Quel avenir prédire à cette force de désstabilisation politique ? Un coup d'œil dans le rétroviseur de l'histoire de l'extrême droite en France, Pascal Perrineau s'avance sur le terrain glissant de la prospective. Avec l'habileté d'une dentellière, il échafaude plusieurs scénarios en évaluant leur « faisabilité »... non sans avoir constaté la forte droitisation de la société et des partis, ce qui, dans l'immédiat, peut partiellement se mettre au crédit du FN...

JOSSELINE ABONNEAU

LE GRAND JURY
JEAN-LUC MÉLENCHON

DÉPUTÉ EUROPÉEN - CO-PRÉSIDENT DU PARTI DE GAUCHE
CANDIDAT DU FRONT DE GAUCHE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

JÉRÔME CHAPIUS - RTL / ALEXIS BREZET - LE FIGARO / ERIC REVEL - LCI

LE FIGARO LCI

RTL

DIMANCHE 27 AVRIL - 18H30

Agir contre le djihadisme et ses ressorts

Le conflit syrien a bouleversé le paradigme du djihad et questionne désormais notre stratégie et nos moyens de lutte contre la radicalisation et la violence terroriste. Après trois années de guerre, le djihad s'est démocratisé, presque banalisé, au point que les Français constituent le premier contingent des quelque 2 000 djihadistes européens combattant dans ce pays.

Par son ampleur sans précédent, ce phénomène est un défi à nos institutions. Sur le plan idéologique, l'appel au djihad s'est affranchi des mosquées salafistes et des imams radicaux pour proliférer sur Internet, où le Googlestan fait plus d'adeptes que n'importe quel précheur de haine. Sur le plan opérationnel, nous étions hier confrontés à des « réseaux de recrutement », des « filières d'acheminement » ou des groupes terroristes

hyperstructurés ; nous sommes désormais face à des départs isolés, des trajectoires individuelles et des processus de radicalisation extrêmement rapides, autant de phénomènes difficiles à identifier et plus encore à prévenir. Éclatée, insaisissable et imprévisible, la menace n'en est que plus dangereuse.

Ce conflit aura des répercussions dans nos pays à court, moyen ou long terme, et ceux qui en reviennent constituent un double sujet de préoccupation. D'abord ils ont une capacité d'endoctrinement très forte grâce à l'ascendant que leur confère le statut de combattant. Ensuite, leur formation au maniement des armes en fait des bombes à retardement potentielles capables d'organiser et de mener des actions terroristes. Pour preuve, ce sont d'anciens djihadistes qui ont été à l'origine de tous les projets d'attentats majeurs ayant visé le territoire national depuis quinze ans (marché de Noël à Strasbourg en 2000, ambassade des États-Unis en 2001,

attaque chimique à Paris en 2002, tour Eiffel et cathédrale Notre-Dame de Paris en 2010). Deux projets imputables à des vétérans du front syrien ont en outre déjà été déjoués : une attaque en Grande-Bretagne à l'automne dernier, de type Bombay en 2008, et l'annonce de préparatifs en lien avec la cellule d'Ilde de « Cannes-Torcy » en France.

Face à cette menace, nous disposons depuis 1996 d'un instrument préventif, clé de voûte du dispositif de lutte contre le terrorisme, l'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte terroriste, qui réprime le simple projet criminel, matérialisé par des actes préparatoires. Il s'agissait alors de s'armer contre des groupes, des réseaux et des filières, « au lieu de se concentrer sur des individus ou des actes isolés » selon le gouvernement.

Efficace dans sa logique initiale (13 filières d'acheminement démantelées entre 2002 et 2012), cet outil se révèle toutefois inadapte pour empêcher le départ de Français ou neutraliser les velléités d'actes individuels, l'association de malfaiteurs n'étant caractérisée que s'il existe un minimum de contacts avec des tiers. À moins d'établir l'existence d'une infraction terroriste ou d'une association de malfaiteurs, la justice sera donc démunie pour neutraliser préventivement les individus « déconnectés » agissant hors de toute structure, alors même que leur intention terroriste serait avérée. En l'absence de cadre juridique, les services régaliens assurent la détection et la surveillance des agissements individuels. Sans intervention judiciaire, la France n'est pas à l'abri de critiques sur le respect des libertés fondamentales et se trouve confrontée aux limites des moyens propres à ces services, comme on a pu le constater avec l'affaire Merah.

La mutation de la menace a pourtant été prise en compte par d'autres pays. Depuis 2006, la Grande-Bretagne peut poursuivre les actes préparatoires à un projet terroriste conçu par un acteur

isolé ; et les membres du Forum global de lutte contre le terrorisme, dont la France, ont adopté en 2012 le « Mémoire de Rabat » préconisant leur criminalisation.

Le conflit syrien doit nous inciter à combler cette lacune du droit pour répondre aux conséquences actuelles et futures de l'engagement de djihadistes français. Une nouvelle infraction pourrait viser la préparation d'un acte terroriste objectivée par plusieurs faits matériels, tels que la consultation habituelle de sites Internet de propagande, l'acquisition de composants ou de produits explosifs, le repérage de cibles, l'entraînement militaire et les mouvements financiers suspects.

Ce nouvel outil judiciaire de neutralisation précoce renforcerait efficacement le plan de lutte contre les filières djihadistes présenté par le gouvernement le 23 avril. De même, la création d'un délit-obstacle d'interdiction de combattre à l'étranger sans autorisation pourrait marquer notre détermination à éradiquer le phénomène djihadiste, en Syrie comme ailleurs dans le monde.

Au-delà de ces mesures, nous devons enfin répondre à l'accroissement des dynamiques de radicalisation. Les grands pays européens ont mis en place des initiatives locales de prévention de la radicalisation, mais la France est en retard. Outre la lutte contre le fondamentalisme religieux, notamment des campagnes d'information et de sensibilisation, indicateurs locaux de radicalisation et accompagnement ciblé des sujets à risques. Une mobilisation de tous les acteurs régaliens, associatifs, éducatifs et sociaux devenue nécessaire contre ce fléau.

* Respectivement juge d'instruction au pôle antiterroriste du tribunal de grande instance de Paris, consultant international, spécialiste du terrorisme et avocat au barreau de Paris.

Prochain bloc : notes d'Ivan Rioufol le 2 mai.

MARC TRÉVIDIC, JEAN-CHARLES BRISARD ET THIBAUT DE MONTBRIAL *

Les auteurs* préconisent la mise en place d'outils judiciaires adaptés aux cas isolés de Français partis combattre en Syrie.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS

Le nudisme légalisé dans certaines rues de Munich WWW.ALMY.COM/ALAMY



Woody Allen
On n'a jamais vu un aveugle dans un camp de nudistes



ANALYSE

Jean-Pierre Robin
jprobin@lefigaro.fr

La France plus que jamais sous haute surveillance financière

Il n'y a pas que l'aile gauche du PS dans la vie. Il y a aussi les agences de notation. Manuel Valls découvre aujourd'hui même leur charme tout aussi insidieux que les « conseils » de Karine Berger, l'éruptive députée socialiste des Hautes-Alpes. L'agence américaine Standard & Poor's se prononce en effet sur la dette de la « République française », selon une date connue à l'avance, même si l'heure exacte n'a pas été indiquée (une heure au moins avant l'ouverture des marchés ou après leur clôture). Le hasard du calendrier fait que S & P doit également évoquer ce vendredi le cas de la Russie, qui pourrait nous ravir la vedette étant donné le contexte géopolitique.

Le dernier examen de S & P, du 8 novembre 2013, avait été particulièrement éprouvant. Non seulement la note avait été dégradée passant de « AA » à « AA- », mais S & P l'avait assortie de commentaires guère amènes : « Il est peu probable que l'approche actuelle du gouvernement en matière de réformes budgétaires et structurelles dans les domaines de la fiscalité, du secteur des biens et services et du marché du travail améliore de manière substantielle les perspectives de croissance de la France à moyen terme. »

Ignorant qu'on ne commente jamais les décisions de l'arbitre, pas plus que dans un concours de patinage artistique, Pierre Moscovici, alors ministre des Finances, avait « déploré les jugements critiques et inexactes portés par l'agence de notation Standard & Poor's ». C'était

infantile et inutile : le jugement d'un groupe d'experts ne saurait avoir force de loi, pas même sur les marchés. Ni la dégradation tonitruante des États-Unis du 5 août 2011 ni les deux abaissements pour la France - janvier 2012 et novembre 2013 - n'ont eu d'impact réel sur les conditions auxquelles ces deux pays empruntent. Le Trésor français ne s'est jamais financé à aussi bon compte que depuis l'hiver dernier.

Les agences aboient et la caravane des vieux États passe : la France n'a plus fait défaut depuis 1797. Le verdict de ce jour pourrait donc être considéré comme un non-événement, d'autant qu'il est peu probable que l'agence modifie sa note : le « AA- » est assorti d'une « perspective stable ». Dans la codification de S & P, cela signifie que « la possibilité d'un relèvement ou d'un abaissement de la note de la France dans les deux ans à venir est inférieure à une sur trois ».

Si le suspense sur la note est réduit, les commentaires adjacents ainsi que la nouvelle « perspective » qui la qualifient gardent toute leur importance. Et pour trois raisons, qui tiennent à la politique économique française, à son environnement de la zone euro et enfin à la relation de la France vis-à-vis de ses voisins.

Quoi qu'on pense des agences de notation et de leur clairvoyance, elles sont comme le Chœur dans la tragédie grecque : elles expriment tout haut ce que l'opinion publique ressent de façon diffuse. En clair, la nouvelle démarche de Manuel Valls est-elle jugée plus crédible

que celle de son prédécesseur ? Et cette question concerne la maîtrise des finances publiques et plus encore la capacité de la France à renouer avec une croissance digne de ce nom.

Deuxième grille de lecture : le commentaire de S & P sur la France devra être lu à l'aune des jugements récents concernant les pays de la périphérie. À l'exception du Portugal, la plupart, dont l'Espagne, l'Irlande et même la Grèce, ont bénéficié de perceptions plus clémentes. Ce que les marchés financiers ont largement corroboré : « L'Espagne emprunte aujourd'hui à de meilleures conditions que les États-Unis ! », observe-t-on, avec ébahissement, à Bercy. La France serait-elle à contre-courant de ces vents doux ?

À coup sûr, ses voisins ne manqueraient pas de le lui reprocher. Michel Sapin en est lui-même conscient : « Que serait la conséquence du non-respect par la France de ses engagements ? Je ne pense pas que les marchés viendraient nous sanctionner, mais, en Europe, si le centre ne tient pas ses objectifs, c'est la périphérie qui trinque », a déclaré jeudi (entretien au Monde) notre ministre des Finances. C'est ce que lui ont dit ses homologues de la zone euro, qu'il vient tous de rencontrer en tête à tête. La France est sous haute surveillance financière, et pas seulement des agences. « L'enfer, c'est les autres » : on ne peut s'abstraire de leur jugement quand on vit dans le huis clos d'une union économique et monétaire. Cela aussi S & P devrait le rappeler.

FIGARO VOX

Découvrez l'espace débats, opinions et controverses du **figaro.fr**

... **SOCIÉTÉ**

- Les Femmes, meilleures ennemies du féminisme par Lydia Guirous.

... **ÉCONOMIE**

- Oublié le smic jeunes, vive le revenu minimum universel, par Eric Verhaeghe.
- Taxi, VTC, Google Cars : la guerre est déclarée ! par Robin Rivaton.
- La chronique de Charles Wyplosz.

... **RELIGION**

- Canonisation : Jean XXIII et Jean-Paul II, quel héritage pour l'Église, par Louis Manaranche

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier
Dassault, Thierry Dassault,
Jean-Pierre Bechter, Olivier
Costa de Beauregard, Benoît
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alain Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salviat
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Anne-Sophie von Claer
(Style, Art de vivre, So France),
Philippe Gelle (Étranger),
Anne-Marie Willeme
(Edition, Photo, Révision).

Paul-Henri du Lambert
(Politique, Société, Sciences,
Débats et Opinions),
Étienne de Montigny
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, FigaroScope, Télévision)
et Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Graciele Boutet
(Infographie)
Frédéric Picard (Edition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergu

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurélien Doront
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimerie Casabianca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h :
sam. de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement sur <http://abonnes.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.

Ce journal se compose de :
Edition nationale
1^{er} cahier 10 pages
Cahier 2 Économie
3 pages
Cahier 3 Le Figaro
et ses Vespéraux
Sur certaines éditions
Supplément 4
Magazine 10 pages
Supplément 5
Magazine 10 pages
Supplément 6
TV 10 pages



Anne Jouan
ajouan@lefigaro.fr

Les cigarettiers RJ Reynolds et Philip Morris avaient voulu saisir le manuscrit. En vain. L'ouvrage de Robert N. Proctor - un pavé de 750 pages - est sorti en 2012 aux États-Unis. *Golden Holocaust* (Éditions des Équateurs) vient d'être traduit en français et dévoile les conspirations et méthodes musclées des industriels du tabac.

LE FIGARO. - Aujourd'hui, l'industrie du tabac se met à racheter les entreprises de e-cigarettes. Comment cette industrie n'a-t-elle pas vu venir le succès des cigarettes électroniques ?
Robert N. PROCTOR. - En réalité, les grands fabricants ont anticipé, dès les années 1950, la fin des cigarettes classiques, quand on a montré que ces dernières tuaient une grande partie de la population. À la même date, on a compris que le plus grand agent pathogène du tabac était le goudron et non la nicotine. Les industriels du tabac se sont alors demandé comment enlever le goudron tout en gardant la nicotine. En d'autres termes, leur objectif était d'éviter les cancers tout en conservant l'addiction. Dès 1963, ils ont donc déposé des brevets aux États-Unis pour la cigarette électronique. Cette dernière devait obtenir une autorisation de commercialisation de la part des autorités. Mais comme les autorités ne les empêchaient pas de vendre des cigarettes normales, pourquoi investir dans autre chose ? Maintenant que les cigarettes électroniques sont à la mode, légales et qu'elles rapportent de l'argent, les grands industriels du tabac veulent prendre le train en marche.

Vous écrivez que l'industrie du tabac manipule l'opinion. En termes de marketing, en quoi ses pratiques se distinguent de celles des autres industries, alcool, automobile ou pharmacie ?
La différence, c'est le produit ! La cigarette est le seul de tous ceux que vous avez cités qui tue dès lors qu'il est utilisé comme prévu et non avec un usage détourné ou un mésusage. On estime que le tabac tue la moitié de ses utilisateurs. Car l'addiction est le point clé : les cigarettes sont plus addictives que l'héroïne ou la cocaïne. En termes de marketing, beaucoup de techniques (le sexe, la jeunesse, le glamour) utilisées par l'industrie du tabac sont aussi, bien sûr, utilisées par d'autres secteurs. C'est le cas du marketing offensif en direction des jeunes, à qui l'on vend la cigarette comme le fruit défendu. On fume ses



LINDA A. CICERO/STANFORD NEWS

RENCONTRE

« Il n'existe aucune partie de la société qui n'ait pas été corrompue par l'industrie du tabac, que ce soit la science, la politique, la justice ou l'armée. »

Robert N. Proctor : « L'industrie du tabac est un État dans l'État »

Ce professeur d'histoire des sciences à Stanford a enquêté sur la puissance du lobby du tabac. Son livre vient d'être traduit en France.

premières cigarettes à l'adolescence. Et personne n'a jamais commencé à fumer pour essayer d'avoir l'air plus jeune...

En Europe, l'introduction de la cigarette américaine était l'une des bases du plan Marshall, écrivez-vous. Il s'agissait non seulement de conquérir un nouveau marché, mais aussi de lutter contre le communisme. Le pouvoir de cette industrie serait donc sans limite ?

Il n'existe aucune partie de la société qui n'ait pas été corrompue par l'industrie du tabac, que ce soit la science, la politique, la justice ou l'armée. Dans beaucoup de pays, on parle même d'un État dans l'État. En particulier en France, où les archives du tabac restent confidentielles. Beaucoup de choses sont aujourd'hui encore cachées.

Les taxes sur le tabac ont toujours été élevées. Les autorités politiques et sanitaires ont-elles

un double discours sur la cigarette ?

Bien sûr ! C'est ce que j'appelle la deuxième addiction. Les gouvernements profitent énormément de la vente de cette industrie. Une grande partie de l'argent des nazis venait, par exemple, des taxes sur le tabac. À la même époque, 12 % du budget chinois venait des mêmes taxes. Les taxes sont faites pour réduire le nombre de fumeurs mais, en réalité, elles créent un conflit d'intérêts.

L'industrie du tabac a payé des scientifiques pour expliquer que le tabagisme passif n'était pas dangereux. Quelles sont les relations entre cette industrie et la communauté scientifique ?
Le tabac est la plus grande menace qui plane sur l'intégrité académique des scientifiques depuis la période nazie. Des milliers de chercheurs ont été attrapés dans les toiles des cigarettiers. Dans un article que je suis en train d'écrire, je présente vingt-cinq Prix Nobel qui ont reçu de l'argent des producteurs de cigarettes américains. Mon propre domaine de recherche, l'histoire n'est pas épargnée. Au moins cent professeurs ont reçu de l'argent de cette industrie pour qu'ils l'aident dans sa défense lors de poursuites judiciaires. Aucun domaine scientifique n'est donc à l'abri. Cette stratégie a servi de modèle à d'autres formes de corruption scientifique, comme le déni concernant le réchauffement climatique.

En 1938, Raymond Pearl, biologiste américain, démontre que fumer réduit de dix ans l'espérance de vie d'un fumeur.

Mais cette découverte est restée lettre morte...
Oui, Pearl a été l'un des premiers à calculer la réduction de la durée de vie imputable au tabac. Et les ventes de cigarettes ont été multipliées par trois aux États-Unis entre 1938 (180 milliards de cigarettes écoulées) et 1982 (630 milliards). L'évolution est comparable en France : 19 milliards en 1938 et 95 milliards en 1989. Ce qui veut dire que, pendant les cinquante années qui ont suivi l'avertissement de Pearl, les Français ont fumé 100 000 tonnes de tabac.

D'où vient l'idée qu'il serait liberticide de dire « fumer est dangereux pour la santé » ?

L'idée brillante de l'industrie du tabac a été de prétendre que fumer était une forme d'expression de la liberté. Que c'était chic, cool, un marqueur culturel. Or ce n'est pas le cas. La plupart des fumeurs aimeraient arrêter. Les non-fumeurs ne se rendent pas compte en quoi fumer est très différent de boire du vin ou de manger du chocolat : seule une infime partie de ceux qui boivent sont des alcooliques alors que la grande majorité des fumeurs sont dépendants. C'est là le point clé de la question de cette fausse liberté. Pendant des années, l'industrie du tabac a expliqué que fumer était une forme de liberté et que ceux qui disaient le contraire étaient des tyrans.

Pourquoi les condamnés à mort fument-ils une cigarette avant de trépasser ?

De nombreux fumeurs espèrent que chaque cigarette sera la dernière. Pour les condamnés à mort, je ne sais pas quelle est la part de réalité et ce qui ressort du mythe hollywoodien. N'oubliez pas que le cinéma a une longue histoire de financement par l'industrie du tabac. Sylvester Stallone, Paul Newman et Sean Connery en savent quelque chose... ■



Pendant des années, l'industrie du tabac a expliqué que fumer était une forme de liberté et que ceux qui disaient le contraire étaient des tyrans.

ROBERT N. PROCTOR



ITALIE
MATTEO RENZI FAIT SA
RÉVOLUTION SUR LE
MARCHÉ DU TRAVAIL
PAGE 20

MOBILE
GOOGLE ET FACEBOOK ONT
CONSTITUÉ UN DUOPOLE
SUR LES SMARTPHONES
PAGE 22

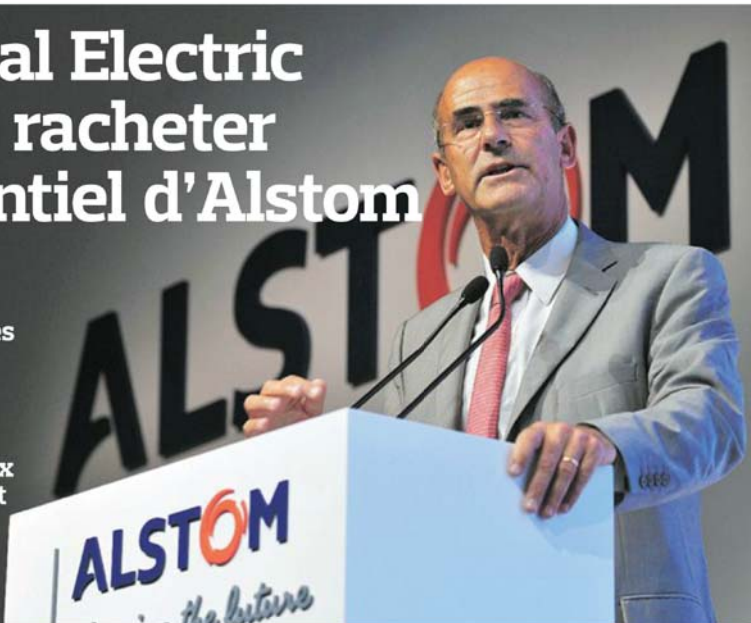


**LA SNCM
EN APPELLE
À FRANÇOIS
HOLLANDE**

General Electric prêt à racheter l'essentiel d'Alstom

Le géant américain pourrait reprendre toutes les activités dans l'énergie du groupe français, qui serait réduit aux transports, dont le TGV. PAGES 18 ET 19

Patrick Kron, PDG d'Alstom.



Vivendi va redistribuer 5 milliards d'euros à ses actionnaires

5 %
La part du capital de Vivendi détenue par Vincent Bolloré

HOLDING Vivendi n'a pas entraîné. Deux semaines après avoir conclu la vente de SFR à Numericable pour 17 milliards d'euros, dont 13 milliards en cash, Vivendi va récompenser ses actionnaires. À l'issue de la transaction, Vivendi remboursera toutes ses dettes et se retrouvera avec 5 milliards d'euros de cash. Il a donc décidé de verser l'intégralité de cette somme à ses actionnaires sous forme

d'un dividende de 1,34 milliard d'euros payable en juin 2014 et de 3,5 milliards d'euros payables en 2015 sous forme de dividende ou de rachat d'actions. Cette décision profite d'abord à Vincent Bolloré, premier actionnaire du groupe avec un peu plus de 5 % du capital. Il touchera donc 250 millions de dividende. Vivendi a par ailleurs confirmé que ce même Vincent

Bolloré sera bien élu président du conseil de surveillance à l'issue de l'assemblée générale du 24 juin. Arnaud de Puyfontaine deviendra président du directoire. Ils remplaceront respectivement Jean-René Fourtou et Jean-François Dubos, qui démissionneront de leurs fonctions lors de l'assemblée générale. Vivendi tournera donc une page importante de son his-

toire. La nouvelle équipe dirigée par Vincent Bolloré développera le nouveau Vivendi, centré sur les médias avec Canal+, Universal Music et GVT au Brésil. En présentant les résultats de Vivendi devant les analystes, la direction n'avait pas caché sa volonté de procéder à des acquisitions dans les médias, en utilisant plutôt l'effet de levier de la dette que le cash récolté avec la vente de SFR.

E. R.

TRANSPORT Marc Dufour, le président de la SNCM, joue son va-tout dans le conflit qui l'oppose à son principal actionnaire, Transdev, qui cherche à obtenir son départ. Marc Dufour en appelle cette fois à François Hollande et à Manuel Valls. « Nous avons un projet, les organisations syndicales ont accepté un pacte social avec de nouvelles règles de fonctionnement, expliquait-il jeudi, et la SNCM peut véritablement continuer. » Il refuse d'« euthanasier » une entreprise « viable ». Il en veut pour preuve qu'elle intéresse le groupe norvégien Siem.

« Nous demandons solennellement au président de la République et au premier ministre de prendre en considération la gravité de ce dossier. Il n'est pas acceptable de laisser la SNCM se saborder dans les conditions que certains envisagent », ajoute Jean-Pierre Mignard, avocat de la compagnie et qui est aussi un proche du chef de l'État. Pour Marc Dufour un « coordinateur fort » est nécessaire pour « concilier des intérêts pas forcément convergents des salariés, des collectivités territoriales, des actionnaires et des différents intervenants de l'État et de l'Europe ».

Le principal problème est, selon Marc Dufour, le traitement des contentieux européens « qui concernent d'abord l'État, qui ne sont toujours pas notifiés à la compagnie mais hypothèquent son avenir ». Bruxelles demande à la France de réclamer à la SNCM le remboursement de 440 millions d'euros d'aides : 220 millions pour la recapitalisation avant la privatisation et 220 millions d'aides pour le service de pointe assuré l'été, pendant sept ans, entre Corse et continent.

Selon lui, des solutions existent : « Le service de pointe a été commandé et assuré, il ne peut pas ne pas être payé. » Par ailleurs, « l'entreprise subit un préjudice considérable de par la faute de l'État. Nous sommes en droit de demander réparation du préjudice ». Ce pourrait être une des solutions au problème grâce à un jeu de sommes nulles. D'autres recours ont été engagés.

A. B.

L'HISTOIRE DU JOUR

Un tour du monde grand luxe pour 119 000 dollars



L'Or, un actif réel

CPOR Devises
DISTRIBUÉS PAR LES BANQUES ET LES INTERMÉDIAIRES ADRESSÉS
www.cpordevises.com

Et pourquoi la vie de palace devrait-elle s'arrêter aux portes de ces luxueux établissements ? C'est la réflexion menée par la chaîne canadienne d'hôtels de luxe Four Seasons, qui gère notamment l'hôtel George V, à Paris. Afin d'offrir à sa clientèle fortunée une « immersion totale dans l'ambiance luxueuse de Four Seasons » à travers le monde, le groupe s'est doté d'un jet privé siglé à son nom, pouvant accueillir 52 passagers. L'avion, qui effectuera son vol inaugural en février 2015, promet une qualité de service palace : menus gérés par les grands chefs de la chaîne, couffettes parfaitement plates et Wi-Fi à bord.

Côté tarif, la facture est à la hauteur des prestations. Les deux premiers tours du monde, proposés en avril et août 2015, sont affichés à 119 000 dollars (86 000 euros) par personne. Des voyages de 24 jours avec des escales de rêve,

notamment au Taj Mahal, en Inde, mais aussi dans le tout premier « safari lodge » ouvert par Four Seasons dans le parc national du Serengeti en Tanzanie ou encore du côté de la Cité interdite de Pékin ou des eaux translucides des Maldives.

Pour les « petits » budgets, Four Seasons propose en avril un voyage européen de 16 jours destiné aux amateurs d'art. Au programme : spectacle à la Scala de Milan, à Prague ou soirée de gala à Saint-Petersbourg. Le tout pour 69 000 dollars, cette fois. Reste enfin la possibilité d'affréter tout l'avion, moyennant un minimum de 110 000 dollars par jour d'utilisation, sachant que les escales devront obligatoirement se faire dans un établissement du

groupe hôtelier. La chaîne entend ainsi compléter son offre de luxe tout en précisant qu'elle n'a pas vocation à devenir une compagnie aérienne. ■

JEAN-BERNARD LITZLER



SARTHE me UP
sarthe-me-up.com

VOUS RÊVEZ DE CRÉER VOTRE ENTREPRISE ? GAGNEZ 6 MOIS DE SALAIRE* POUR MONTER VOTRE ENTREPRISE EN SARTHE.



Travaillez pour la meilleure entreprise du monde, la vôtre.

Du 14 avril au 4 juillet, la Sarthe lance Sarthe me Up, un grand concours pour permettre aux créateurs d'entreprise de concrétiser leur projet sur son territoire. Pour participer, rendez-vous sur sarthe-me-up.com

*Équivalent à une bourse de 15 000 euros. Voir toutes les conditions de participation et règlement du jeu sur sarthe-me-up.com



General Electric en passe de s'offrir l'énergie

General Electric se prépare à acheter les activités power d'Alstom. Elles représentent plus de 70 % du chiffre d'affaires

EMMANUEL EGLOFF [@eegloff](#)

INDUSTRIE C'est un coup de tonnerre auquel ne s'attendaient pas les salariés d'Alstom. Mercredi soir, l'agence Bloomberg a évoqué des discussions du géant General Electric afin de racheter Alstom pour une somme de 13 milliards de dollars. Un fleuron français de l'industrie pourrait donc disparaître. Ou au moins subir une modification drastique de son périmètre d'activités. Car, selon nos informations, l'opération ne porterait pas sur l'ensemble du groupe Alstom, mais sur les seules activités liées à l'énergie.

Elles comprennent des turbines à gaz, des centrales à charbon, des éoliennes marines et des réseaux de distribution électrique. En tout, ces activités représentent plus de 70 % des 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'Alstom. L'opération prendrait la forme d'une cession d'actifs. Et la branche transport, qui fabrique, notamment les TGV, resterait cotée en Bourse sous forme d'une société indépendante.

Des banquiers évoquent 30 euros par action comme juste valorisation pour Alstom dans son ensemble. Au total, le groupe français vaudrait près de 9,3 milliards d'euros. Sans compter le montant de sa dette nette de 3,3 milliards

d'euros. Avec l'exclusion de l'activité « transport », la transaction, si elle aboutit, se conclurait à un prix significativement inférieur.

Quant au calendrier, il est rapide selon un proche des négociations. Le 7 mai, jour de publication des résultats annuels est évoqué. Du reste, dans un communiqué, le groupe industriel précise qu'à cette occasion « un point sur les perspectives de ses différentes activités » sera fait.

Bouygues actionnaire depuis 2006

Un conseil d'administration aura lieu la veille, afin de valider les comptes. Il pourrait être l'occasion de valider un projet sur lequel l'industriel se refusait hier à donner de quelques détails. Dans un communiqué publié jeudi matin, Alstom affirmait « n'être au courant d'aucun projet d'offre publique visant son capital ». Les discussions seraient en réalité menées directement entre Bouygues, l'actionnaire de référence d'Alstom avec près de 30 % de son capital, et les dirigeants de General Electric.

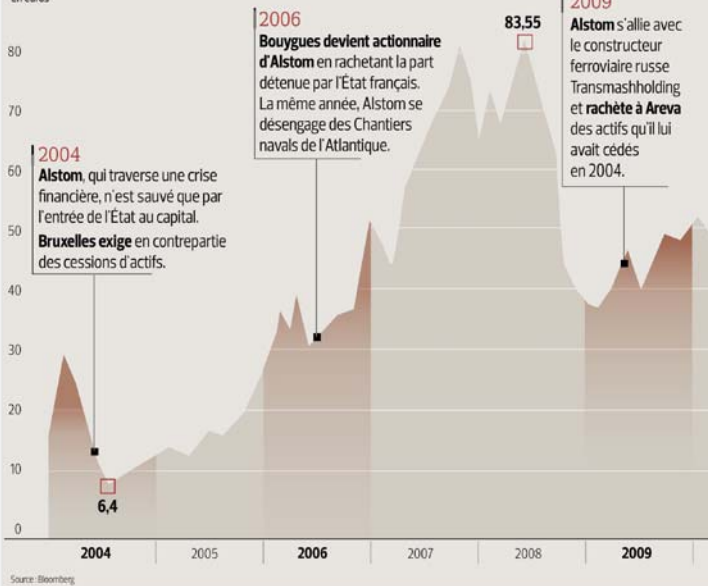
Depuis plusieurs mois, des rumeurs couraient sur la mauvaise humeur de l'actionnaire vis-à-vis des résultats du groupe d'énergie et de transport. En janvier dernier, Patrick Kron, PDG d'Alstom, avait été contraint de réviser en baisse ses prévisions de résultats en raison d'un effondrement des commandes dans la branche « énergie thermique ». Conséquence : une dégringolade du titre en Bourse.

Le géant du BTP, de la communication et des télécoms a acquis sa participation en 2006. Pour près de 2 milliards d'euros, il avait alors acheté 21 % des actions Alstom auprès de l'État français, qui avait apporté de l'argent pour sauver l'entreprise de la faillite deux ans plus tôt. Une participation portée aujourd'hui à près de 30 %. En entrant dans un quatrième métier, Bouygues se voyait devenir un fournisseur d'infrastructures globales de transport, en réunissant le génie civil et les équipements industriels. Et surtout révélait de s'imposer comme un géant de l'énergie en rapprochant Alstom d'Areva.

Or, ce grand mariage n'a ja-

Alstom, de la renaissance à la rechute

COURS DE L'ACTION ALSTOM, en euros



mais pu se faire. Quant aux coopérations entre Alstom et le BTP, elles sont restées limitées. Malgré tout grâce aux nombreux projets dans l'énergie, Alstom a affiché de bonnes performances opérationnelles et boursières. Jusqu'à la crise de 2008-2009 qui a provoqué une chute des investissements dans l'énergie. Le groupe français ne s'en est jamais vraiment remis.

Fin de « l'Airbus de l'énergie »

En février dernier, le conglomérat dirigé par Martin Bouygues avait passé une provision d'1,4 milliard d'euros dans ses comptes, ramenant la valeur de sa participation à 3 milliards d'euros. Très proche de leur valeur boursière actuelle d'Alstom, cette dé-

préciation comptable a ouvert la porte à un désengagement.

En choisissant, une opération avec l'américain General Electric, le groupe Bouygues referme probablement la porte à un projet européen qui aurait pu s'apparenter à « l'Airbus de l'énergie » évoqué en début d'année par le chef de l'État. Selon plusieurs sources, l'hypothèse d'un échange d'actifs entre Alstom et Siemens, le géant allemand très présent en France aurait été étudié. Il était envisagé dans ce schéma de céder à Siemens l'activité énergie d'Alstom et de l'autre côté de transférer l'activité train à grande vitesse du géant allemand vers le groupe français. La réserve historique affichée par Patrick Kron, patron d'Alstom, à l'encontre de Siemens, acteur qui

menaçait le plan de sauvetage d'Alstom en 2004, n'a probablement pas facilité le développement d'un tel projet d'échange d'actifs.

Il est sans doute trop tard pour y revenir aujourd'hui. General Electric est prêt à payer le prix fort, alors qu'une opération par échange d'actifs était probable dans le cadre d'un rapprochement entre Alstom et Siemens.

De plus, General Electric fait figure de bon élève parmi les entreprises étrangères présentes sur le seul français. Dans le domaine de l'énergie, il possède déjà un centre de compétence mondial à Belfort, dans le domaine des turbines à gaz. Un centre hérité du rachat d'une branche d'activité, en 1999, à une entreprise appelée... Alstom. ■



Patrick Kron, PDG d'Alstom.
JULIEN MUGUET/F3

Un conglomérat américain bien implanté en France

PIERRE-YVES DUGUA [@PDugua](#)

INDUSTRIE General Electric (GE), un des derniers conglomérats américains, est une multinationale mythique. Fondée en 1892, valorisée par Wall Street à plus de 265 milliards de dollars, employant plus de 300 000 personnes dans le monde, elle incarne l'industrie américaine moderne, innovante et de haute valeur ajoutée. Pépinière de talents, pionnière dans les années 1980 dans les modes de mesure de la qualité, General Electric ne cesse de se transformer au fil des ans. Sous la direction de Jeffrey Immelt, PDG depuis 2001, le géant de Fairfield (Connecticut) se définit aujourd'hui comme « une compagnie d'infrastructure ».

GE a payé cher au cours de la crise sa dépendance à l'égard des métiers du crédit. Pour autant, la finance, dont elle se désengage progressivement, représente encore près d'un tiers de son chiffre d'affaires et de ses profits. Jeffrey Immelt, à l'écoute de ses actionnaires, compte se débarrasser de ses activités nord-américaines de crédit à la consommation cette année. GE est déjà totalement sortie l'an passé de la communication, secteur jugé trop aléatoire, en revendant le réseau NBC et

les studios Universal au câble-opérateur Comcast pour 16,7 milliards de dollars.

GE a déjà procédé à plus de 200 acquisitions depuis 2001. La multinationale s'est par exemple diversifiée dans les métiers du traitement de l'eau. Avec la génération électrique, métier de base du groupe, cette activité représente 24 % de ses profits. Grâce à diverses acquisitions ces dernières années, GE est aussi devenu leader dans les équipements d'exploitation et de production de pétrole et de gaz (8 % de ses profits).

Les moyens de s'offrir Alstom

GE est surtout connu pour sa place de numéro un dans la motorisation d'avions, une activité qui représente 16 % ses bénéfices. Sa contrepartie CF International, avec Safran, est un modèle de coopération transatlantique. Les locomotives et la signalisation ferroviaire produisent 5 % des bénéfices de GE. Les équipements médicaux comme les scanners et les appareils de diagnostic sont presque aussi importants dans les résultats du groupe. En France, le groupe emploie au total 11 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de près de 8 milliards d'euros sur une vingtaine de sites.

Assis sur un carnet de commandes de 244 milliards de dollars, disposant de 89 milliards de dollars de trésorerie dont 57 milliards de profits réalisés à l'étranger non rapatriés aux États-Unis, GE a largement les moyens de s'offrir Alstom. L'américain serait prêt à payer 13 milliards de dollars pour l'entreprise française qui compléterait à la fois ses activités dans les transports ferroviaires et la génération électrique. Si GE est, avec l'allemand Siemens, leader dans les turbines à gaz, en revanche Alstom est numéro un des turbines hydroélectriques par exemple.

La transaction serait néanmoins de loin la plus ambitieuse depuis sa tentative ratée de rachat de Honeywell pour 53 milliards de dollars en 2001. L'opération avait été finalement bloquée par les autorités européennes au nom de la préservation de la concurrence. Ces considérations réglementaires, ainsi que l'éventuelle opposition politique en France à l'acquisition de la filière du TGV par un américain, expliquent la manière prudente dont GE, quelques heures après l'assemblée générale de ses actionnaires à Chicago, a laissé fuiter dans la presse américaine ce projet majeur d'acquisition. ■

Jeff Immelt, PDG de General Electric (ci-dessous à gauche). Manuel Valls (ci-dessous) visite une usine à Saint-Lubin-des-Joncherets, le 24 avril.



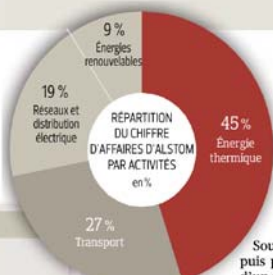
Le gouvernement

IVAN LETESSIER [@ivanletessier](#)

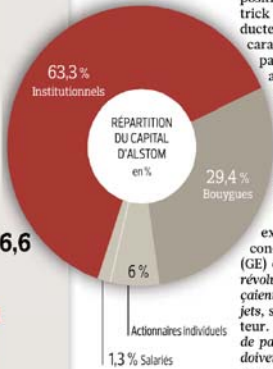
Mais où est donc passé Arnaud Montebourg ? Promu à Bercy lors du remaniement du 2 avril, le défenseur autoproclamé de l'industrie française semble depuis avoir perdu sa combativité. Ministre du Redressement productif, il s'était battu bec et ongles contre la reprise de SFR par Altice, prévoyant un rachat par Bouygues. Ses arguments : l'immatriculation d'Altice au Luxembourg et la résidence fiscale de son patron à Genève... Las. Trois jours après avoir ajouté à ses fonctions celles de Pierre Moscovici, ex-ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg

d'Alstom

du groupe français.



2014
En février, Bouygues déprécie sa participation dans Alstom qui annonce en mars un programme de cession d'actifs.



Un groupe sous pression depuis plusieurs mois

FREDERIC DE MONICAULT
fdeonicault@lefigaro.fr

Sous pression, Alstom l'est depuis plusieurs mois déjà. Parlant d'un appel d'offres qu'il venait de lancer, un industriel confiait, il y a quelques semaines, que la proposition du groupe dirigé par Patrick Kron était trop chère. Réducteur sans doute car Alstom se caractérise depuis longtemps par ses produits à forte valeur ajoutée - à commencer par le TGV dans le ferroviaire et ses turbines hydrauliques dans l'énergie. Mais l'industriel est aujourd'hui confronté à de nombreux écueils qui ne rassurent ni les marchés ni ses actionnaires.

D'abord, Alstom est plus exposé que ses grands concurrents, General Electric (GE) et Siemens. « La période est révolue où les grands clients financiers ont les moyens de financer l'achat d'une partie des projets, souligne un analyste du secteur. Désormais, ils paient en fin de parcours et les équipementiers doivent disposer de solides appuis pour investir. Or les garanties financières dont dispose Alstom sont le plus souvent inférieures à celles des autres conglomérats. » À l'automne, Patrick Kron avait fait état d'un solide carnet de commandes - à hauteur de 50 milliards d'euros sur les trente prochains mois - mais nécessitant forcément un plan de financement important. D'où, parfois,

une forme de pression sur les pouvoirs publics : la semaine dernière, Alstom a averti que l'obtention d'un champ sur deux lors du second appel d'offres éolien offshore était indispensable pour le groupe puisse mener à bien ses projets d'usines au large des côtes françaises. Lors du premier appel d'offres, conclu en 2012, Alstom, associé à EDF, avait déjà obtenu trois champs sur quatre.

Par ailleurs, le groupe français est plus tributaire que d'autres des mégacommandes. « Certes, quand elles tombent, elles insufflent du dynamisme à tous les étages de l'entreprise, mais actuellement, les pouvoirs publics qui sont souvent les donneurs d'ordre diffèrent ces projets très coûteux », note un concurrent. Autrement dit, des commandes plus modestes mais récurrentes valent mieux aujourd'hui que la quête de contrats géants. La vente du TGV s'inscrit typiquement dans ce cadre. Alstom s'appuie surtout sur le marché français pour ce train qui a fait la réputation du groupe. Mêmes rares, les bonnes nouvelles existent toutefois : à l'automne dernier, Alstom a décroché la livraison de 600 trains de banlieue en l'Afrique du Sud, pour 3,8 milliards d'euros.

Moins de turbines à gaz

Troisième obstacle de taille, Alstom est bien implanté en Europe, où ses clients traditionnels dans l'énergie rencontrent des difficultés. Ces derniers mois, la plupart des utilities ont fermé ou mis sous cocon leurs centrales à cycle combiné gaz - des installations victimes à la fois de la concurrence des énergies renouvelable et du charbon américain. Les États-Unis en consomment moins - donc l'exportent - car ils préfèrent le gaz de schiste beaucoup moins cher.

À l'arrivée, pour Alstom, le marché des turbines à gaz s'est donc progressivement éteint. Tous les grands énergéticiens européens (EDF, E.ON, GDF Suez, Enel...) ne misent pas sur une reprise rapide de la construction des centrales électriques. Sur les marchés émergents, Alstom a certes pris des positions mais ses concurrents, à commencer par les fabricants chinois, bénéficient souvent du soutien d'une banque locale. Là encore, Alstom bute sur ces problèmes de financement. ■

Acteurs CLÉS

ALSTOM

- **Chiffres d'affaires**
20,2 milliards d'euros (exercice 2013)
- **Résultat net**
802 millions d'euros
- **Effectif**
92 900 personnes



- **Chiffres d'affaires**
73 milliards de dollars (exercice 2013)
- **Résultat net**
9,7 milliards de dollars
- **Effectif**
300 000 personnes, dont 11 000 en France

SIEMENS

- **Chiffre d'affaires**
75,9 milliards d'euros dont 2,3 milliards d'euros en France
- **Résultat net**
4,4 milliards d'euros
- **Effectif**
362 000 salariés, dont 7 000 personnes en France



L'usine Alstom de production et d'assemblage d'éoliennes offshore à Saint-Nazaire (à gauche) et l'atelier de fabrication et de réparation des AGC (aurores grande capacité) et des TGV à Reichshoffen (à droite).



choisit de rester en retrait

perdait sa bataille. Et se contentait de promettre par communiqué d'être « extrêmement vigilant sur les conséquences » de l'opération.

Depuis, le héros du « made in France » a renoncé à son ministère de la parole. À l'instar de ses collègues, il est resté muet lors du passage sous pavillon suisse de Lafarge, fleuron tricolore et géant mondial du ciment. Officiellement présentée comme un rapprochement entre égaux, l'OPA d'Holcim sur Lafarge aura pour conséquence le transfert du siège social de Paris à Zurich.

Airbus de l'énergie en péril

Certes, le nouveau groupe sera baptisé LafargeHolcim, son patron opérationnel sera le Français Bruno Lafont, actuel PDG de Lafarge, et ce dernier promet de maintenir un centre de décision à Paris. Mais ce rachat aura un impact considérablement plus fort que le rachat de SFR par Altice pour ce qui est du poids des acteurs français dans la gestion du nouveau groupe et de l'image de la France comme puissance industrielle et commerciale.

Ce passage sur mode « silencieux » de l'exécutif illustre en fait l'impuissance du gouvernement à empêcher les plus grands groupes français de devenir des proies plutôt que des prédateurs dans le mouvement de consolidation mondiale relancé depuis quelques semaines. Manuel Valls, visitant jeudi une usi-

ne à Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir), s'est contenté de lâcher : « Pour Alstom, comme pour tous les grands groupes français, nous sommes attentifs aux emplois, aux technologies et au centre de décision. » On a connu premier ministre plus combatif. Par exemple à l'été 2005, quand Dominique de Villepin clamait « entendre défendre les intérêts de la France » pour empêcher Pepsico de lancer une OPA sur Danone, à laquelle les dirigeants du géant du yaourt étaient hostiles.

Alstom est pourtant encore plus symbolique que Danone. Le groupe dirigé par Patrick Kron, sauvé de la faillite en 2004 grâce à l'activisme de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, est présent dans deux secteurs considérés comme stratégiques par le pouvoir actuel. Certes, la branche transport d'Alstom serait préservée, ce qui permettrait de garantir que le TGV restera tricolore, mais elle serait isolée. Surtout, l'activité énergie devrait passer sous giron américain, alors que le président Hollande appelait de ses vœux, il y a quelques semaines encore, la constitution d'un Airbus de l'énergie, qui aurait pu regrouper Alstom et Siemens. En acceptant de « lâcher » Alstom après Lafarge, Arnaud Montebourg et le gouvernement se privent de moyens pour mettre en œuvre leur politique industrielle et pour peser dans l'économie mondiale. ■

Pour Alstom, comme pour tous les grands groupes français, nous sommes attentifs aux emplois, aux technologies et au centre de décision.

MANUEL VALLS

Des fleurons industriels en danger



DÉCRYPTAGE
Jacques-Olivier Martin
jomartin@lefigaro.fr

Il faut se rendre à l'évidence, les opérations sur les champions français de l'industrie se multiplient. En pleine finalisation de la cession de SFR à Altice-Numerique, on apprend début avril le rachat de Lafarge par le cimentier suisse Holcim. Quelques jours plus tôt, c'est en présence du président chinois en visite à Paris que la direction de PSA officialise l'entrée de Dongfeng au capital de Peugeot, le numéro un français de l'automobile en très grande difficulté. Aujourd'hui, Alstom, champion des turbines électriques et numéro un mondial du train à grande vitesse, est sur le point d'être déssé par le conglomérat américain General Electric. A eux trois, ces groupes historiques emploient 350 000 salariés dont 110 000 en France.

Faut-il y voir la disparition inéluctable de fleurons français de l'industrie ? La crainte est réelle car beaucoup sont encore hantés par le souvenir de quelques acquisitions traumatisantes. Il y a bien sûr le rachat d'Arcelor par Mittal, mais surtout la reprise et le démantèlement par le canadien Al-

can de Pechiney, fierté française de l'aluminium.

En réalité, il apparaît que ces opérations, souvent douloureuses pour des industriels français, sont la conséquence d'un affaiblissement temporaire lié à de mauvais choix stratégiques. On reproche aux actionnaires de PSA de ne pas avoir engagé plus rapidement la mondialisation du constructeur. Pechiney n'a pas su prendre l'initiative de la consolidation après l'échec d'un grand mariage à trois dans l'aluminium.

L'audace et la clairvoyance sont du reste aussi l'apanage de nombreux groupes français. Pernod Ricard s'est hissé au deuxième rang mondial des spiritueux à coup d'acquisitions internationales. PPR, aujourd'hui Kering, est devenu un acteur incontournable du luxe en rachetant l'italien Gucci. Renault est un grand de l'automobile grâce au sauvetage du japonais Nissan.

Période propice aux emplettes

De nouvelles opérations financières pourraient survenir rapidement. La période est incontestablement propice aux emplettes. D'abord parce que l'argent est abondant. Après cinq années de crise, les entreprises se sont désendettées et peuvent emprunter des sommes considérables à des taux d'intérêt

très bas grâce aux politiques accommodantes des banques centrales. Ensuite, le besoin de consolidation est réel. Avec le ralentissement des pays émergents, notamment du Brésil, de l'Inde et de la Chine, les groupes occidentaux sont amenés à chercher de nouveaux relais de croissance. Les rachats d'entreprises sont une option très sérieusement examinée.

À l'instar de Lafarge avec le suisse Holcim, de Publicis avec l'américain Omnicom, ou General Electric sur Alstom, le mouvement de fusions-acquisitions qui s'amorce devrait se caractériser par de nombreuses opérations transfrontalières. Les fusions nationales sont souvent déjà faites. Sanofi est le seul acteur pharmaceutique français de taille mondiale. Idem pour Total dans le pétrole, Axa dans l'assurance, ou Danone dans l'agroalimentaire.

Ces mouvements, si mouvements il y a, seront initiés par les dirigeants et leurs actionnaires. Mais il est indéniable que les pouvoirs publics ont un rôle considérable à jouer en garantissant un environnement économique attractif et même protecteur. Il s'agit d'être proche des entreprises les plus vulnérables pour dissuader les assaillants et d'offrir aux grands groupes un contexte fiscal et social qui ne les pousse pas à installer leur siège hors de France en cas de fusion. ■

Le gouvernement accélère les économies pour créer la confiance

En 2015, les dépenses publiques doivent augmenter moins vite que l'inflation.

CYRILLE PLUYETTE @CyrillePluyette

FINANCES PUBLIQUES La France va devoir se serrer plus la ceinture que prévu l'an prochain. Le gouvernement a annoncé mercredi, lors de la présentation de son pacte de stabilité, que les 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques programmées de 2015 à 2017 seraient pour près de moitié (21 milliards) réalisées l'an prochain. Soit une accélération par rapport au chiffre de 18 milliards qui était évoqué ces derniers mois par l'exécutif. Le rythme des économies ralentirait ensuite en 2016 (16 milliards) et 2017 (13 milliards).

Cet effort sans précédent doit permettre une baisse (-0,3%) des dépenses publiques en volume (c'est-à-dire inférieure à l'inflation) elle aussi historique. Elles ont progressé de 1,3% en 2013 et de 1,7% en moyenne de 2007 à 2011. « Nous avons souhaité concentrer l'effort en 2015 pour passer cette marche particulière », de la réduction du déficit public à 3% du PIB (contre une prévision de 3,8% en 2014), a déclaré Michel Sapin, le ministre des Finances.

En allant plus vite, l'exécutif souhaite provoquer un « choc de confiance » plus fort. « C'est en étant exemplaires sur les dépenses publiques que la croissance reparaitra plus vite. L'amélioration de la

crédibilité des finances publiques françaises est un signal positif susceptible d'entraîner un retour de la confiance des acteurs économiques, qu'il s'agisse des entreprises ou des ménages », explique un conseiller de Bercy. Le gouvernement mise sur une croissance de 1,7% en 2015 qui n'est pas « hors d'attente » mais « repose sur la réalisation simultanée de plusieurs hypothèses favorables », note toutefois le Haut Conseil des finances publiques.

Il s'agit aussi de donner des gages à la Commission européenne. « Le gouvernement a donné le signal qu'il voulait sérieusement s'attaquer au problème des déficits et que son approche privilégiait la politique de l'offre. Mais maintenant, il faut

vraiment entrer dans le détail des économies et aller davantage vers des mesures structurelles, plutôt que de se contenter de coups de rabot et de gels des prestations et du point d'indice des fonctionnaires », souligne l'économiste Philippe Agliçon.

Baisse des prélèvements obligatoires

Faire des économies plus rapidement rend également plus faciles les baisses de prélèvements obligatoires, qui doivent passer de 45,9% du PIB en 2014 à 45,3% en 2017. Les entreprises seront les grandes gagnantes : elles bénéficieront, d'ici à 2017, en plus des 20 milliards du crédit d'impôt

compétitivité emploi (CICE), d'une baisse des charges de 10 milliards et de la fiscalité de 11 milliards. Les ménages modestes bénéficieront quant à eux d'un geste de 5 milliards à cet horizon. Soit un total de 26 milliards d'allègements en plus du CICE.

Les prélèvements ne diminueront toutefois que d'environ 12 milliards entre 2015 et 2017, « du fait des mesures de hausse d'impôts prises dans la période précédente qui continueront à avoir des effets », explique-t-on à Bercy. Il s'agit notamment de la hausse des cotisations de retraite, de la montée en charge de la fiscalité écologique ou de la hausse de la contribution au service public de l'électricité. ■

Le gouvernement a envoyé le signal qu'il allait faire un gros effort. Il faut à présent entrer dans le détail des économies

PHILIPPE AGLIÇON, ÉCONOMISTE, PROFESSEUR À HARVARD

Renzi fait sa révolution sur le marché du travail

La loi votée jeudi autorise désormais à cumuler 5 CDD d'affilée, sur trois ans. Une réforme majeure pour l'Italie.

RICHARD HEUZE rheuze@lefigaro.fr
ROME

ITALIE Par 283 voix contre 161, la Chambre des députés a approuvé jeudi, en première lecture, un décret-loi visant à relancer l'embauche des jeunes, victimes d'un chômage qui frappe 42,3% d'entre eux. Cette nouvelle législation modifie le régime des CDD et de l'apprentissage. Les nouveaux contrats à durée déterminée (CDD), bénéficiant d'allègements fiscaux, pourront être renouvelés cinq fois dans une limite de trois ans maximum. Jusqu'à présent, un CDD ne pouvait être renouvelé que deux fois pendant 12 mois maximum. Par ailleurs, les CDD pourront représenter jusqu'à 20% des effectifs contre un plafond de 6% aujourd'hui.

Le recrutement des nouveaux apprentis est également assoupli. Pour les entreprises de plus de 30 salariés, il ne sera plus nécessaire d'avoir embauché 30% des apprentis, mais 20% pour bénéficier d'un contrat d'apprentissage et des aides fiscales qui l'accompagnent. Le gouvernement a dû bagarrer ferme pour imposer son « job act » à la Chambre. Le Nouveau Centre droit (NCD) des ex-berlusconiens estime qu'il est encore trop contraignant pour les entreprises,



Pour faire passer sa réforme, Matteo Renzi a engagé la confiance de son exécutif mercredi soir. PEROTTINO/REUTERS

tandis que plusieurs membres du Parti démocrate en critiquent « l'insuffisance ». Pour contourner ces difficultés, Matteo Renzi a engagé la confiance de son exécutif mercredi soir. Elle lui a été accordée par 344 voix contre 184, la majorité la plus large qu'il ait recueillie en trois mois.

Cette réforme que le gouvernement veut faire approuver de ma-

nière définitive par le Sénat avant les élections européennes du 25 mai, constitue un pilier essentiel de la révolution économique voulue par Matteo Renzi. « Notre objectif est d'en simplifier les règles », affirme le ministre du Travail Giuliano Poletti. Le nouveau régime des CDD simplifie fortement les formalités d'embauche, mais impose à l'entreprise un plan de for-

mation individuelle. Le 1^{er} mai prochain, il lancera un « plan jeunes » s'adressant à tous les jeunes de 15 à 25 ans qui sortent de l'école ou viennent de perdre un travail.

Ce plan prévoit « une opportunité de formation et d'insertion dans une entreprise en quatre mois », explique Giuliano Poletti. « Nous nous adresserons à un bassin de 600 000 jeunes qui devraient se voir

offrir une chance d'insertion en vingt-quatre mois », dit-il. Le gouvernement se promet aussi de simplifier la typologie des contrats – plus d'une quarantaine aujourd'hui – pour uniformiser la multiplicité de régimes spéciaux et de normes particulières qui constituent autant d'obstacles à l'embauche. Sans toutefois aller jusqu'à instaurer un modèle unique de contrat national, que les syndicats rejettent d'emblée.

Bonus de 80 euros

« Nous allons de l'avant comme un train sur les rails du changement », proclame Matteo Renzi. Il présentera, dès la semaine prochaine, une réforme globale de l'administration publique et mettra en chantier des aides spécifiques à la famille et à la natalité. Il invoque des chiffres alarmants : selon l'Institut de la statistique Istat, 1,1 million de familles ne perçoivent aucun revenu du travail et vivent de l'assistantat.

Le bonus de 80 euros par foyer fiscal pour les revenus inférieurs à 25 000 euros par an a été promulgué, jeudi, au Journal officiel, après la ratification présidentielle. Il représente une ponction de 6,65 milliards d'euros pour le Trésor italien. Matteo Renzi promet un soutien analogue pour ceux qui en ont été exclus, indigents et retraités modestes. ■

LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN ITALIE

EN CHIFFRES

40%
Taux de chômage des jeunes en Italie

13%
Taux de CDD contre 87% de CDI

1,13
million de foyers sans travail, vivant des subsides de l'État

Kashagan, le plus gros gisement de pétrole au monde, à l'arrêt

Une fuite sur des pipelines a obligé de stopper le pompage du brut. Cette interruption pourrait durer deux ans.

RÉGIS GENTE

ASIE CENTRALE Avec Kashagan, il faut avoir les reins financiers et les nerfs solides. Le gisement kazakh, le plus important découvert au monde depuis cinquante ans, est le symbole de la ruée vers l'or noir au XXI^e siècle. Une ruée où il faut aller chercher l'huile toujours plus loin et dans des conditions plus extrêmes.

Le 11 septembre dernier, les premiers barils sortaient enfin du gisement, avec huit ans de retard sur les plans initiaux. Mais treize jours plus tard, des fuites de gaz observées sur des pipelines obligèrent à interrompre la produc-



tion. Selon la NCO (North Caspian Operating Company), le consortium opérant le gisement, des craquements sont apparus dans ces tubes en raison de la forte présence de sulfures d'hydrogène. Des sources parlent de deux

ans avant que le brut ne sorte à nouveau de Kashagan. « Il faut attendre le résultat des analyses. Les récents articles de presse évoquent des scénarios et des dates de reprise de la production sont des spéculations », prévient Hans Wenck, directeur de la communication de la NCO.

La réparation des pipelines risque d'alourdir encore la facture. Et ce, alors que le gisement aurait déjà coûté une cinquantaine de milliards de dollars à ses actionnaires, des géants comme Total, Shell ou Exxon Mobil, qui ont dû s'associer pour sortir l'huile de Kashagan. « On parle de remplacer les tubes par d'autres à base d'un alliage en nickel. Ils pour-

raient coûter dix fois plus cher que des tubes ordinaires », confie le cadre d'une entreprise de service pétrolier très impliquée dans le chantier.

Enfoui à plus de 5000 mètres sous terre

La haute teneur en soufre, 20%, n'est qu'une des difficultés du gisement de Kashagan. Il se situe dans une partie de la Caspienne gelée la moitié de l'année, le brut est enfoui à plus de 5000 mètres sous terre et la pression y est record. « Ces difficultés et d'autres contraintes ont fait que les coactionnaires sont nombreux et à parts égales. C'est problématique pour gérer une telle complexité technologique », observe Laurent Ruseckas, spécialiste de l'énergie en Eurasie.

Cela a déjà amené le consortium à revoir son organisation en 2007. Le gouvernement kazakh perdait alors patience face aux retards de mise en production. Qu'en est-il aujourd'hui, alors que, selon lui, les nouvelles difficultés pourraient priver le pays de 2 à 3% de croissance ? Depuis 2007 les choses ont changé. Société pétrolière nationale kazakh, KazMounaiGaz est devenu ac-

tionnaire à 16,88% du gisement. Astana ne serait plus tentée de punir le consortium. « Avoir plus de parts signifie qu'il faut davantage mettre la main au porte-monnaie, y compris en cas d'amende », rappelle Nick Gellatly, du cabinet Wood Mackenzie. Peut-être faut-il simplement être patient. Avec 9 à 13 milliards de barils récupérables, Kashagan pourrait demeurer une bonne affaire... malgré les 150 milliards de dollars d'investissements qu'il pourrait exiger à terme. ■

Le groupe Total omniprésent en mer Caspienne

Au Kazakhstan, Total détient 16,81% du gisement pétrolier « offshore » de Kashagan et 75% de deux blocs d'exploration terrestres, Nurmunaï « Nord » et « Sud ». En Azerbaïdjan, Total possède 10% du gisement gazier Shah Deniz II. Il pourrait se séparer prochainement de ses parts, une information non confirmée par le groupe. Il a

aussi acquis 40% du gisement gazier d'Apercheron, où il doit débiter l'exploration. Enfin, Total est actionnaire à hauteur de 10% du consortium du gazoduc SCP (South Caucasus Pipeline) et de 5% de celui de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan). Au Turkménistan, Total a tenté de se voir confier un bloc d'exploration de gaz. Sans succès à ce jour. R. G.

COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Nom du Fonds	Vocation	Valeur à la création	Valeur précédente	Valeur liquidative
Date de valorisation : 23/04/2014	Aviva Investors France	ACTIONS ZONE EURO	76,00	119,91	110,06
	24-26, rue de la Pépinière 75008 Paris	DIVERSE	75,00	60,36	56,13
	Tél. : 01 76 62 90 00 / 01 76 62 91 01	DIVERSE	500,00	606,30	607,09
		DIVERSE	500,00	652,39	650,90
		ACTIONS INTERNATIONALES	500,00	604,43	604,57
				646,90	646,84

PROCHAINE PARUTION : 02/05/2014

© Créativité 21ème C2014/04 par 2, C2014/04 par 3, C2014/04 par 4, C2014/04 par 5, C2014/04 par 6, C2014/04 par 7, C2014/04 par 8, C2014/04 par 9, C2014/04 par 10, C2014/04 par 11, C2014/04 par 12, C2014/04 par 13, C2014/04 par 14, C2014/04 par 15, C2014/04 par 16, C2014/04 par 17, C2014/04 par 18, C2014/04 par 19, C2014/04 par 20, C2014/04 par 21, C2014/04 par 22, C2014/04 par 23, C2014/04 par 24, C2014/04 par 25, C2014/04 par 26, C2014/04 par 27, C2014/04 par 28, C2014/04 par 29, C2014/04 par 30, C2014/04 par 31, C2014/04 par 32, C2014/04 par 33, C2014/04 par 34, C2014/04 par 35, C2014/04 par 36, C2014/04 par 37, C2014/04 par 38, C2014/04 par 39, C2014/04 par 40, C2014/04 par 41, C2014/04 par 42, C2014/04 par 43, C2014/04 par 44, C2014/04 par 45, C2014/04 par 46, C2014/04 par 47, C2014/04 par 48, C2014/04 par 49, C2014/04 par 50, C2014/04 par 51, C2014/04 par 52, C2014/04 par 53, C2014/04 par 54, C2014/04 par 55, C2014/04 par 56, C2014/04 par 57, C2014/04 par 58, C2014/04 par 59, C2014/04 par 60, C2014/04 par 61, C2014/04 par 62, C2014/04 par 63, C2014/04 par 64, C2014/04 par 65, C2014/04 par 66, C2014/04 par 67, C2014/04 par 68, C2014/04 par 69, C2014/04 par 70, C2014/04 par 71, C2014/04 par 72, C2014/04 par 73, C2014/04 par 74, C2014/04 par 75, C2014/04 par 76, C2014/04 par 77, C2014/04 par 78, C2014/04 par 79, C2014/04 par 80, C2014/04 par 81, C2014/04 par 82, C2014/04 par 83, C2014/04 par 84, C2014/04 par 85, C2014/04 par 86, C2014/04 par 87, C2014/04 par 88, C2014/04 par 89, C2014/04 par 90, C2014/04 par 91, C2014/04 par 92, C2014/04 par 93, C2014/04 par 94, C2014/04 par 95, C2014/04 par 96, C2014/04 par 97, C2014/04 par 98, C2014/04 par 99, C2014/04 par 100, C2014/04 par 101, C2014/04 par 102, C2014/04 par 103, C2014/04 par 104, C2014/04 par 105, C2014/04 par 106, C2014/04 par 107, C2014/04 par 108, C2014/04 par 109, C2014/04 par 110, C2014/04 par 111, C2014/04 par 112, C2014/04 par 113, C2014/04 par 114, C2014/04 par 115, C2014/04 par 116, C2014/04 par 117, C2014/04 par 118, C2014/04 par 119, C2014/04 par 120, C2014/04 par 121, C2014/04 par 122, C2014/04 par 123, C2014/04 par 124, C2014/04 par 125, C2014/04 par 126, C2014/04 par 127, C2014/04 par 128, C2014/04 par 129, C2014/04 par 130, C2014/04 par 131, C2014/04 par 132, C2014/04 par 133, C2014/04 par 134, C2014/04 par 135, C2014/04 par 136, C2014/04 par 137, C2014/04 par 138, C2014/04 par 139, C2014/04 par 140, C2014/04 par 141, C2014/04 par 142, C2014/04 par 143, C2014/04 par 144, C2014/04 par 145, C2014/04 par 146, C2014/04 par 147, C2014/04 par 148, C2014/04 par 149, C2014/04 par 150, C2014/04 par 151, C2014/04 par 152, C2014/04 par 153, C2014/04 par 154, C2014/04 par 155, C2014/04 par 156, C2014/04 par 157, C2014/04 par 158, C2014/04 par 159, C2014/04 par 160, C2014/04 par 161, C2014/04 par 162, C2014/04 par 163, C2014/04 par 164, C2014/04 par 165, C2014/04 par 166, C2014/04 par 167, C2014/04 par 168, C2014/04 par 169, C2014/04 par 170, C2014/04 par 171, C2014/04 par 172, C2014/04 par 173, C2014/04 par 174, C2014/04 par 175, C2014/04 par 176, C2014/04 par 177, C2014/04 par 178, C2014/04 par 179, C2014/04 par 180, C2014/04 par 181, C2014/04 par 182, C2014/04 par 183, C2014/04 par 184, C2014/04 par 185, C2014/04 par 186, C2014/04 par 187, C2014/04 par 188, C2014/04 par 189, C2014/04 par 190, C2014/04 par 191, C2014/04 par 192, C2014/04 par 193, C2014/04 par 194, C2014/04 par 195, C2014/04 par 196, C2014/04 par 197, C2014/04 par 198, C2014/04 par 199, C2014/04 par 200, C2014/04 par 201, C2014/04 par 202, C2014/04 par 203, C2014/04 par 204, C2014/04 par 205, C2014/04 par 206, C2014/04 par 207, C2014/04 par 208, C2014/04 par 209, C2014/04 par 210, C2014/04 par 211, C2014/04 par 212, C2014/04 par 213, C2014/04 par 214, C2014/04 par 215, C2014/04 par 216, C2014/04 par 217, C2014/04 par 218, C2014/04 par 219, C2014/04 par 220, C2014/04 par 221, C2014/04 par 222, C2014/04 par 223, C2014/04 par 224, C2014/04 par 225, C2014/04 par 226, C2014/04 par 227, C2014/04 par 228, C2014/04 par 229, C2014/04 par 230, C2014/04 par 231, C2014/04 par 232, C2014/04 par 233, C2014/04 par 234, C2014/04 par 235, C2014/04 par 236, C2014/04 par 237, C2014/04 par 238, C2014/04 par 239, C2014/04 par 240, C2014/04 par 241, C2014/04 par 242, C2014/04 par 243, C2014/04 par 244, C2014/04 par 245, C2014/04 par 246, C2014/04 par 247, C2014/04 par 248, C2014/04 par 249, C2014/04 par 250, C2014/04 par 251, C2014/04 par 252, C2014/04 par 253, C2014/04 par 254, C2014/04 par 255, C2014/04 par 256, C2014/04 par 257, C2014/04 par 258, C2014/04 par 259, C2014/04 par 260, C2014/04 par 261, C2014/04 par 262, C2014/04 par 263, C2014/04 par 264, C2014/04 par 265, C2014/04 par 266, C2014/04 par 267, C2014/04 par 268, C2014/04 par 269, C2014/04 par 270, C2014/04 par 271, C2014/04 par 272, C2014/04 par 273, C2014/04 par 274, C2014/04 par 275, C2014/04 par 276, C2014/04 par 277, C2014/04 par 278, C2014/04 par 279, C2014/04 par 280, C2014/04 par 281, C2014/04 par 282, C2014/04 par 283, C2014/04 par 284, C2014/04 par 285, C2014/04 par 286, C2014/04 par 287, C2014/04 par 288, C2014/04 par 289, C2014/04 par 290, C2014/04 par 291, C2014/04 par 292, C2014/04 par 293, C2014/04 par 294, C2014/04 par 295, C2014/04 par 296, C2014/04 par 297, C2014/04 par 298, C2014/04 par 299, C2014/04 par 300, C2014/04 par 301, C2014/04 par 302, C2014/04 par 303, C2014/04 par 304, C2014/04 par 305, C2014/04 par 306, C2014/04 par 307, C2014/04 par 308, C2014/04 par 309, C2014/04 par 310, C2014/04 par 311, C2014/04 par 312, C2014/04 par 313, C2014/04 par 314, C2014/04 par 315, C2014/04 par 316, C2014/04 par 317, C2014/04 par 318, C2014/04 par 319, C2014/04 par 320, C2014/04 par 321, C2014/04 par 322, C2014/04 par 323, C2014/04 par 324, C2014/04 par 325, C2014/04 par 326, C2014/04 par 327, C2014/04 par 328, C2014/04 par 329, C2014/04 par 330, C2014/04 par 331, C2014/04 par 332, C2014/04 par 333, C2014/04 par 334, C2014/04 par 335, C2014/04 par 336, C2014/04 par 337, C2014/04 par 338, C2014/04 par 339, C2014/04 par 340, C2014/04 par 341, C2014/04 par 342, C2014/04 par 343, C2014/04 par 344, C2014/04 par 345, C2014/04 par 346, C2014/04 par 347, C2014/04 par 348, C2014/04 par 349, C2014/04 par 350, C2014/04 par 351, C2014/04 par 352, C2014/04 par 353, C2014/04 par 354, C2014/04 par 355, C2014/04 par 356, C2014/04 par 357, C2014/04 par 358, C2014/04 par 359, C2014/04 par 360, C2014/04 par 361, C2014/04 par 362, C2014/04 par 363, C2014/04 par 364, C2014/04 par 365, C2014/04 par 366, C2014/04 par 367, C2014/04 par 368, C2014/04 par 369, C2014/04 par 370, C2014/04 par 371, C2014/04 par 372, C2014/04 par 373, C2014/04 par 374, C2014/04 par 375, C2014/04 par 376, C2014/04 par 377, C2014/04 par 378, C2014/04 par 379, C2014/04 par 380, C2014/04 par 381, C2014/04 par 382, C2014/04 par 383, C2014/04 par 384, C2014/04 par 385, C2014/04 par 386, C2014/04 par 387, C2014/04 par 388, C2014/04 par 389, C2014/04 par 390, C2014/04 par 391, C2014/04 par 392, C2014/04 par 393, C2014/04 par 394, C2014/04 par 395, C2014/04 par 396, C2014/04 par 397, C2014/04 par 398, C2014/04 par 399, C2014/04 par 400, C2014/04 par 401, C2014/04 par 402, C2014/04 par 403, C2014/04 par 404, C2014/04 par 405, C2014/04 par 406, C2014/04 par 407, C2014/04 par 408, C2014/04 par 409, C2014/04 par 410, C2014/04 par 411, C2014/04 par 412, C2014/04 par 413, C2014/04 par 414, C2014/04 par 415, C2014/04 par 416, C2014/04 par 417, C2014/04 par 418, C2014/04 par 419, C2014/04 par 420, C2014/04 par 421, C2014/04 par 422, C2014/04 par 423, C2014/04 par 424, C2014/04 par 425, C2014/04 par 426, C2014/04 par 427, C2014/04 par 428, C2014/04 par 429, C2014/04 par 430, C2014/04 par 431, C2014/04 par 432, C2014/04 par 433, C2014/04 par 434, C2014/04 par 435, C2014/04 par 436, C2014/04 par 437, C2014/04 par 438, C2014/04 par 439, C2014/04 par 440, C2014/04 par 441, C2014/04 par 442, C2014/04 par 443, C2014/04 par 444, C2014/04 par 445, C2014/04 par 446, C2014/04 par 447, C2014/04 par 448, C2014/04 par 449, C2014/04 par 450, C2014/04 par 451, C2014/04 par 452, C2014/04 par 453, C2014/04 par 454, C2014/04 par 455, C2014/04 par 456, C2014/04 par 457, C2014/04 par 458, C2014/04 par 459, C2014/04 par 460, C2014/04 par 461, C2014/04 par 462, C2014/04 par 463, C2014/04 par 464, C2014/04 par 465, C2014/04 par 466, C2014/04 par 467, C2014/04 par 468, C2014/04 par 469, C2014/04 par 470, C2014/04 par 471, C2014/04 par 472, C2014/04 par 473, C2014/04 par 474, C2014/04 par 475, C2014/04 par 476, C2014/04 par 477, C2014/04 par 478, C2014/04 par 479, C2014/04 par 480, C2014/04 par 481, C2014/04 par 482, C2014/04 par 483, C2014/04 par 484, C2014/04 par 485, C2014/04 par 486, C2014/04 par 487, C2014/04 par 488, C2014/04 par 489, C2014/04 par 490, C2014/04 par 491, C2014/0

ENTREPRISES

Taxis-VTC : accueil mitigé du rapport Thévenoud

Le député de Saône-et-Loire propose 30 mesures pour régler le conflit entre les deux services de transport.

CHARLES GAUTIER @CHGAUTIER

Cinq PISTES

Gel des VTC
Les immatriculations de nouveaux VTC ne reprendront que lorsqu'une loi aura fixé un nouveau cadre.

Maraude électronique
Interdite aux VTC, la géolocalisation est recommandée aux taxis.

Carte bancaire
Généralisation de terminaux de paiement dans les taxis.

Forfaits aéroports
Pour les trajets ville-aéroport, instauration d'un prix unique, identique pour VTC et taxis.

Interdiction du cumul
Il sera interdit d'être à la fois chauffeur de taxi et de VTC.

TRANSPORT Cinquante auditions, huit groupes de travail, deux mois d'enquête n'auront donc pas suffi à Thomas Thévenoud, député de Saône-et-Loire et médiateur dans le conflit opposant chauffeurs de taxi et voitures de tourisme avec chauffeur (VTC), à dégager un consensus. Accusant les VTC, derniers venus dans les rues parisiennes, de concurrence déloyale, les taxis n'ont pas été totalement rassurés par les 30 mesures contenues dans le rapport remis par Thomas Thévenoud le 24 avril à Manuel Valls.

« Nous ne sommes ni contents ni furieux », note Yann Ricordel, directeur général des Taxis bleus, mais nous ne voyons pas de mesures neuves permettant une réelle différenciation des professions de taxis et de VTC. » Les taxis avaient demandé un montant minimum imposé aux VTC - 80 euros pour les aéroports, 40 euros pour une course normale - et la fin de la géolocalisation très précise des VTC. « Les icônes disparaîtront mais si l'on affiche la distance ou la durée du trajet qui sépare la voiture du client, cela ne changera franchement pas grand-chose », souligne Yann Ricordel. Nordine Dhamane, secrétaire gé-

néral de FO taxis, est circonspect. « Il faudra préciser des choses et éclaircir des points d'ombre, comme la géolocalisation des VTC. Pourquoi ne pas interdire tout simplement ? Il y a encore du travail, mais le rapport contient pas mal de nos revendications. » Et notamment un renforcement de la lutte contre la fraude de la sécurité des VTC, soumis à des contrôles techniques tous les six mois.

Résoudre la quadrature du cercle

En souhaitant moderniser la profession de chauffeur de taxi en imposant l'utilisation des cartes bancaires dès le premier euro, la géolocalisation, la couleur unique comme dans la plupart des grandes villes, Thomas Thévenoud cherche à résoudre la quadrature du cercle.

« On sent que le médiateur a tenté de concilier des positions inconciliables mais les taxis ne seront pas contents tant qu'existeront les VTC », souligne Richard Darbera, chercheur au CNRS qui note qu'un très faible nombre de plaques de taxis (gratuites et incessibles) seront attribuées chaque année.

Pour apaiser les taxis, le médiateur a maintenu le gel des VTC jusqu'à l'application de la loi qui servira de cadre juridique à ces



Cinquante auditions, huit groupes de travail, deux mois d'enquête ont été nécessaires au député socialiste Thomas Thévenoud pour rédiger son rapport. ERIC PIERMONT/AFP

changements. « Le diable est dans les détails, souligne Jacques Delpla, professeur associé à l'École d'économie de Toulouse. En effet, la future loi précise que les autorisations de VTC ne seront plus du ressort d'Atout-France, l'agence de développement du tourisme, mais des préfets de région. Les autorisations seront alors rarissimes. »

Cette analyse est partagée par Benjamin Cardoso, fondateur de LeCab. « Le rapport est censé créer des emplois mais il n'y a aucune visibilité sur le dégel de ces licences VTC, empêchées depuis trois mois. » Quant aux utilisateurs, peut-être gagneront-ils plus de transparence avec un prix unique pour les taxis des courses vers les aéroports. ■

ZOOM

Airbus DS fournira au Pérou son premier satellite espion

Le Pérou a sélectionné Airbus Defence & Space (DS) pour lui fournir son premier satellite optique de dernière génération pour une valeur estimée à 200 millions de dollars.

Le contrat inclut le lancement du satellite espion en vue d'une mise en service en 2016. Il s'intègre au sein d'un accord intergouvernemental entre la France et le Pérou. Ce satellite, doté d'un instrument de très haute résolution, mènera notamment des missions de cartographie, de contrôle des frontières et de lutte contre le narcotrafic. En gagnant cette compétition, Airbus DS « conforte sa position de premier exportateur au monde de satellites d'observation de la Terre », se félicite François Augue, directeur général de Space Systems.

EN BREF

Règles assouplies pour les intermittents

Comme Le Figaro l'annonçait le 17 avril, le patronat et les syndicats signataires du récent accord sur l'assurance-chômage ont réduit, à la demande d'Aurélien Filippetti, la durée du « différé d'indemnisation » prévu par le texte, en particulier pour les plus basses rémunérations. Mais, selon Les Échos, le plafond mensuel de cumul revenus-allocations baissera de 5 475 à 4 283 euros bruts.

France : léger recul du moral des entrepreneurs

Le moral des entrepreneurs français s'est légèrement dégradé en avril, l'indicateur qui le mesure revenant à 94 points contre 95 en mars, a annoncé l'Insee jeudi.

Espagne : forte croissance du PIB au 1^{er} trimestre

L'Espagne a enregistré au premier trimestre 2014 la plus forte croissance de son PIB depuis six ans, avec + 0,4 % par rapport au trimestre précédent, selon la Banque d'Espagne.

Le bénéfice de General Motors plonge

Au premier trimestre 2014, le résultat net de GM a chuté de 85,5 %, à 125 millions de dollars. En cause, les multiples rappels de véhicules qui ont contraint le groupe à provisionner 1,3 milliard de dollars.

➤ Villages de stars cherchent acquéreurs fortunés
➤ Apple achète la patience de ses actionnaires
www.lefigaro.fr/economie

La France assure s'attaquer aux professions réglementées

MARIE VISOT @MarieVisot

Les mesures concurrentielles permettent de dissiper les rentes, sources d'inefficacité et d'inégalités dans certains secteurs

PROGRAMME NATIONAL DE REFORMES DU GOUVERNEMENT
23 AVRIL 2014

Taxis, pharmaciens, professions du droit, opticiens... Autant de professions réglementées auxquelles la France s'est - ou compte - s'attaquer. C'est en tout cas ce que le gouvernement affirme dans le « programme national de réformes » qui accompagne le programme de stabilité présenté ce mercredi, qu'Arnaud Montebourg (Économie) et Michel Sapin (Finances) doivent envoyer à Bruxelles.

Cela fait des années que la Commission européenne conseille à la France de déréglementer les secteurs protégés pour libérer des énergies, en faire bénéficier le consommateur et la croissance. Que les gouvernements successifs demandent des rapports à des experts - on peut notamment citer celui de Jacques Attali en 2008. Et que, face à des corporations qui tiennent fermement à garder leurs privilèges, le sujet avance à pas de fourmis...

Parce qu'il veut montrer qu'il a entendu les recommandations de Bruxelles, l'exécutif a donc consa-

cré un chapitre entier à la concurrence dans le programme national de réformes. Il estime avoir engagé « un ambitieux mouvement de renforcement de la concurrence dans le secteur des services, à la fois grâce à des mesures transversales et des mesures sectorielles ».

Il cite notamment la loi consommation de février dernier, qui a voté à lever des restrictions capitalistiques et juridiques pour

développer les activités de notariat, d'avocats et experts-comptables... Un texte qui ouvre aussi un peu les secteurs de la santé (ouverture à la concurrence du marché de l'optique et libéralisation de la vente des tests de grossesse) et le secteur financier (amélioration de la procédure de résiliation de contrat d'assurance, facilitation de la mobilité bancaire...). « Au total, les mesures dans la loi auront un impact majeur

sur le pouvoir d'achat, estimé à 1,5 milliard d'euros », et créeraient 10 000 emplois en plus sur... dix ans.

Prouver sa bonne volonté

« Ambitieux » ? Peut-être pas... Mais mieux que rien ! Et pour prouver sa bonne volonté, le gouvernement écrit que « d'autres évolutions de législation sont à l'étude » orientées notamment vers « le coût des tarifs réglementés de certaines professions ». Le document évoque la sortie de nouveaux produits du monopole pharmaceutique ou encore une transparence tarifaire accrue dans la distribution de certains produits médicaux comme les prothèses ou les produits d'optique.

Il rappelle aussi que les tarifs réglementés de vente du gaz naturel pour les professionnels seront progressivement supprimés en 2014, et ceux de l'électricité en 2015. Il redit également qu'un débat parlementaire aura lieu en juin sur la réforme du système ferroviaire et qu'une réflexion est menée autour de l'ouverture des magasins le dimanche, précisant que « la problématique spécifique des zones touristiques sera particulièrement prise en compte ». ■



Les pharmaciens, comme les taxis ou encore les opticiens, font partie des professions que le gouvernement entend réformer. F. BOUCHON/LE FIGARO

L'hôtel Méridien à Paris vendu à un prix record

Starwood Capital va le céder 300 millions à un fonds, un montant jamais vu en France.

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

HÔTELLERIE Le grand hôtel Méridien, situé porte Maillot à Paris, va changer de mains. Selon nos informations, le fonds d'investissement Starwood Capital va le vendre 300 millions d'euros à un autre fonds américain, Mount Kellett. Le vendeur et l'acheteur sont tombés d'accord il y a quelques semaines. La cession, qui concerne les murs et le fonds de commerce de cet établissement 4 étoiles, devrait être signée d'ici à l'été.

Ce sera la plus grosse transaction jamais réalisée pour un hôtel en France. En 2010, le Crillon avait été cédé pour 250 millions à la famille royale d'Arabie saoudite. Début 2013, la vente du Mandarin Oriental, rue Saint-Honoré à Paris, avait rapporté 290 millions à SFL.

Ce record peut étonner car, à la différence du Crillon ou du Manda-

rin Oriental, ce Méridien n'est pas un palace. S'il se vend si cher, c'est qu'il s'agit du plus gros hôtel en France (près de 1 020 chambres) et qu'il marche très bien : son taux de remplissage des chambres est de 80 %. Pour autant, cette opération aura mis du temps à aboutir. Starwood Capital avait mis en vente cet établissement à l'automne 2011. S'il n'a pas trouvé preneur plus vite, c'est que son propriétaire était trop gourmand. Initialement, il en demandait 350 millions.

Mal connu en France, Mount Kellett, qui a été fondé par des anciens de Goldman Sachs en 2008, n'en est pas à son coup d'essai dans l'hôtellerie hexagonale. En 2013, ce fonds, qui gère 7 milliards de dollars, a racheté à Accor pour 113 millions d'euros un hôtel Sofitel près de la place de la Concorde à Paris.

S'il accepte de débours 300 millions pour mettre la main sur le Méridien porte Maillot, c'est que

Mount Kellett est persuadé qu'il peut faire une très bonne affaire avec ce gros porteur. Aujourd'hui, cet hôtel est « opéré » par Starwood Hotels & Resorts, un groupe qui n'a rien à voir avec Starwood Capital. Mais le contrat de gestion qui lie le propriétaire de cet établissement à son exploitant arrivera à son terme dans quatre ou cinq ans.

Contrat plus avantageux

À ce moment-là, Mount Kellett pourra lancer un appel d'offres entre tous les grands exploitants hôteliers (Starwood Hotels, Hilton, Marriott, Accor...). Le fonds espère négocier un contrat de gestion plus avantageux et toucher un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par l'hôtel plus important qu'aujourd'hui. Ce pari n'est pas impossible, car les grands réseaux hôteliers sont prêts à faire des efforts pour élargir leur parc d'établissements à Paris, une ville où les taux de remplissage

sont très élevés. L'établissement porte Maillot changera de nom si Starwood Hotels n'est pas retenu, car ce dernier est propriétaire de la marque Méridien qui compte 125 unités dans le monde.

Pour Starwood Capital, la vente de cet hôtel ne constitue pas une surprise. En rachetant le groupe Tattinger en 2005, le fonds avait notamment hérité d'un pôle hôtellerie de luxe, et d'une activité hôtellerie économique avec les chaînes Kyriad, Campanile et Première Classe. Depuis, il a décidé de développer l'activité hôtellerie économique et de revendre tous ses hôtels haut de gamme. En 2012, il a notamment cédé pour plus de 700 millions d'euros quatre grands hôtels (le Martinez à Cannes, le Palais de la Méditerranée à Nice, l'hôtel du Louvre et le Concorde Lafayette à Paris). Deux ans plus tôt, c'est aussi Starwood qui s'était séparé du Crillon et du Lutetia. ■



Le grand hôtel Méridien est situé porte Maillot. STARWOOD HOTELS & RESORTS

Facebook et Google, un duopole sur les mobiles

Les deux géants américains se partagent, à eux seuls, 67 % du chiffre d'affaires de la publicité mobile.

BENJAMIN FERRAN
@benjaminferran

INTERNET Inutile de chercher à leur échapper. Facebook et Google sont devenus incontournables sur les mobiles. À eux deux, ils occupent plus du tiers du temps passé sur les smartphones. Et ce n'est qu'un début.

Le déplacement massif des internautes vers les mobiles appa- raît, il y a encore un an, comme une menace pour Facebook et Google, ces deux géants nés sur le Web. Cette crainte a valu à l'action Facebook un sérieux plongeon en Bourse. Mais, paradoxalement, Facebook et Google ont surmonté ce défi et en sont sortis renforcés. Le réseau social est l'application sur smartphones la plus utilisée au monde, avec un milliard de mem- bres actifs. Quant à Google, il place cinq de ses applications dans les dix plus utilisées, d'après comScore.

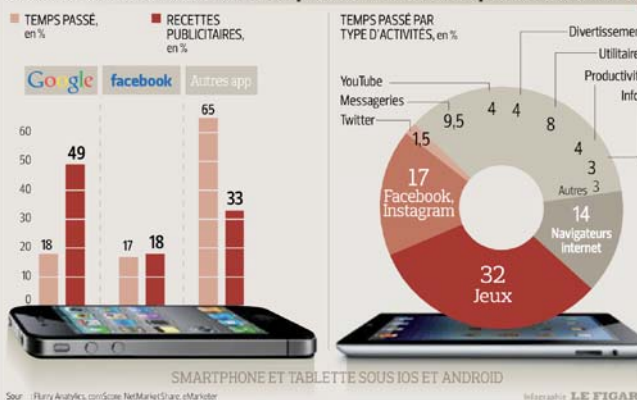
Facebook et Google ont joué de leur notoriété et de leur puissance pour écraser toute concurrence. Sur un PC, un internaute français na- vigue en moyenne sur une centaine de sites différents par mois, selon Médiamétrie. Sur mobile, l'internet se rétrécit. Plus de 80 % du temps est passé sur des applications. Or, malgré le million d'app disponibles sur l'App Store et le Google Play, un Français n'en ouvre pas plus d'une douzaine en moyenne par mois, gé- néralement celles placées sur son écran d'accueil.

Monopoliser l'attention

Ce manque de diversité avanta- ge les marques les plus connues. Facebook et Google en tête. S'appuyant sur leur réseau social et sur leur moteur de recherche, ils cherchent à couvrir les usages les plus courants. Facebook a pris le contrôle d'Instagram en 2012. Il est passé à l'offensive dans la messagerie en achetant WhatsApp pour 19 mil- liards de dollars et impose au for- ceps sa propre application Messen- ger, qui totalise déjà 200 millions d'utilisateurs. Facebook s'est aussi positionné dans l'information, avec l'application Paper, et a créé une équipe spéciale, les Creative Labs, pour lancer d'autres apps spéci- alisées. Une fois happé, un utilisateur est alors encouragé à installer toutes les applications possibles.

Google n'est pas en reste. Il a adapté ses principaux services au mobile dès le lancement de l'iPho- ne, à la faveur d'un partenariat

Jeux et réseaux sociaux dominent le temps d'activité sur les smartphones et les tablettes



avec Apple. Il a ensuite placé Google Maps, YouTube et Gmail en bonne position sur les smartphones Android. Lui non plus ne regarde pas à la dépense lorsqu'il s'agit d'englober des apps populaires, comme l'a montré son rachat du service de navigation Waze pour plus d'un milliard de dollars.

Si Facebook et Google ont réussi à accaparer une bonne partie de l'at- tention disponible des mobinautes, ils ont littéralement mis la main sur

les recettes provenant de ce nou- veau média. Le résultat est saisissant. Les deux entreprises repré- sentent, à elles seules, les deux tiers des dépenses publicitaires sur le mobile dans le monde, environ deux fois plus que sur le fixe. Le marché, qui devrait encore croître de 75 % cette année et dépasser les 36 milliards de dollars, va continuer à se concentrer, selon les projec- tions du cabinet eMarketer.

Difficile, dans cette situation,

d'exister face aux stars du mobile, qui ont les moyens et les utiliza- teurs. Yahoo! enchaîne les rachats de start-up innovantes mais de- meure peu visible. Twitter calque sa stratégie sur celle de Facebook, mais avec retard. Son application musicale a été un échec. Il n'a pas non plus fait des miracles avec Vine dans la vidéo. Plus inquiétant, quand une application empiète sur les terres de Google et de Facebook, elle prend le risque d'être rachetée

ou copiée. Le service de partage de photos Snapchat, qui a refusé plu- sieurs milliards de dollars de Face- book, est une rare exception.

Le mobile devant l'internet fixe aux États-Unis

Les fabricants ont aussi du mal à être autre chose que des vendeurs de smartphones. Les applications de Samsung, installées par défaut sur tous les Galaxy, sont rarement utilisées, selon Strategy Analytics. Microsoft compte sur les téléphones Nokia pour populariser ses services face à ceux de Google, mais la partie est loin d'être gagnée. Apple, qui ne vit pas de la publicité, prend cette situation avec plus de distance. Il s'est retrouvé en opposition fronta- le avec Google lorsqu'il a décidé de lancer sa propre application de cartographie, Plans. Pour le reste, la confrontation reste limitée à la messagerie et à la vente de médias.

Pour Google et Facebook, la pro- chaîne étape sera d'étendre cette emprise aux autres applications. Ils veulent être présents partout, no- tamment dans les jeux vidéo, une activité qui représente près d'un tiers du temps passé par les particu- liers sur leurs smartphones. Les places prises aujourd'hui sur les smartphones vaudront vite encore plus cher. Aux États-Unis, le mo- bile supplantera cette année l'in- ternet fixe et représentera près du quart du temps consacré quoti- diennement aux médias (23,3 %), derrière la télévision (36,3 %), mais devant la radio et la presse.

Les deux géants font payer les apps qui veulent exister



Plus de 350 millions d'apps ont été installées via Facebook.
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Google et Facebook gagnent à tous les coups. En plus d'être devenus les maîtres du mobile, ils profitent de leur position pour faire payer ceux qui voudraient exister face à eux. Ils proposent aux développeurs des espaces publicitaires pour y pro- mouvoir leurs applications.

La promotion d'applications a longtemps été un marché sans foi ni loi. Des acteurs comme AppG- ratis en France facturaient aux édi- teurs plusieurs dizaines de milliers d'euros pour hisser des applica- tions dans le top des téléchargements. Ce petit jeu n'a pas été du goût d'Apple, qui a exclu AppG- ratis de l'App Store il y a un an.

Les grands acteurs du mobile ont vite compris le potentiel de la pu- blicité pour les applications. Face-

book a lancé sa solution en janvier 2013. Elle se révèle très per- formante, de l'avis de nombreux édi- teurs. Il fait payer les développeurs en fonction du nombre d'installa- tions générées, et permet de cibler des utilisateurs selon leurs modèles de smartphones ou des critères dé- mographiques. Plus de 350 mil- lions d'apps ont été installées via Facebook. Il s'agit bientôt de la deuxième source de revenus de l'entreprise, selon Credit Suisse.

Des apps jamais ouvertes

Google a annoncé cette semaine qu'il allait proposer un service comparable dans son application YouTube et sur la version mobile de son moteur de recherche. Il per- mettra de cibler des utilisateurs se-

lon les applications qu'ils utilisent déjà, de leur fréquence d'utilisa- tion ou des achats antérieurs. Un édi- teur pourra aussi cibler les person- nes qui ont déjà installé son applica- tion mais qui ne l'utilisent pas souvent. Plus de 80 % des applica- tions ne sont jamais ouvertes plus d'une fois, affirme Google.

Twitter cherche aussi à prendre une part de ce marché. Il vient aus- si de se lancer dans la promotion d'apps mobiles. Des « tweets » sponsorisés pourront inclure des liens menant vers le télécharge- ment d'applications sur iPhone et Android. Ils toucheront aussi plus d'un milliard d'appareils qui se re- posent sur MoPub, la plate-forme publicitaire rachetée par Twitter à l'automne dernier.

B. F.



LES DÉCIDEURS

PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr

DIDIER LAURAS Agence France Presse-AFP

Emmanuel Hoog, le PDG, lui confie la rédaction en chef France, succédant ainsi à Christophe Vogt. Agé de 44 ans, ce diplômé du Celsa et en sciences politiques, entré à l'AFP en 1996, a effectué une grande partie de sa carrière en Asie, où il a dirigé les bureaux de Hanoï, puis de Bangkok jusqu'en 2013. Il était depuis adjoint au chef de la rédaction sports.

JÉRÔME ITTY Axa

L'énarque et inspecteur des finances de 31 ans qui participa à la mission de préfiguration de la Banque publique d'investissement en 2012, intègre le groupe d'Henri de Castries comme vice-président stratégie et business développe- ment au sein de la direction de la stratégie et des affaires publiques.

STÉPHANIE GAY-TORRENTE Reed Expositions

À 39 ans, la directrice adjointe du salon Pollutec, s'en voit confier les rênes par l'actionnaire Reed Expositions France. Elle a travaillé sur ce salon depuis son entrée dans le groupe en 2002, notamment comme directrice marketing-communication, puis depuis l'an dernier comme directrice adjointe.



Charles Coppolani, nouvel arbitre des jeux en ligne à l'Arjel

Nommé président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (l'Arjel), Charles Coppolani avoue y être « arrivé avec des convictions. Ces problématiques de régulation sont au confluent de tout ce que j'ai pu faire au cours de ma carrière : le juridique, l'économie et l'international ».

Ce haut fonctionnaire de 63 ans officiait jusqu'alors à la direction du Contrôle général économique et financier (CGEF). Il présidait aussi l'Observatoire des jeux, créé en 2011. Un organisme qui vise notamment à acquiescer une meilleure connais- sance des joueurs et à lutter contre l'addiction, des thèmes chers à Charles Coppolani. Ce Sciences Po et enarque a débuté aux Finan- ces, à la Direction des affaires juridiques. Un poste qui lui a permis de suivre de grands dos- siers, comme l'Amoco Cadiz, mais aussi de s'ouvrir à l'international en représentant la France au sein du Fonds international d'indemnisation des pollutions marines, basé à Londres et regroupant une centaine d'États. Ce passionné de lecture est également maître de conférence à Sciences Po et professeur associé à Paris-II en DEA et master. Après deux ans au Conseil d'État, il est nommé contrôleur d'État en 1993. Il se penche sur les comptes de grandes entreprises publiques comme France

Telecom, EDF-GDF. Il prend ensuite la direc- tion du CGEFI nouvellement créée qui contrôle plus de 600 organismes dont La Française des jeux et le PMU.

À la tête de l'Arjel, Charles Coppolani a à cœur « de faire en sorte que le marché qui est en train de se construire soit un marché qui vive dans le cadre de la loi votée par le Parlement, sans générer des problématiques d'addiction, car il est important que le jeu demeure une activité de loisirs ». Dix-huit opérateurs officient sur le marché tri- colore. Deux d'entre eux vont se voir attribuer, à leur demande, de nouveaux segments de jeux. En 2013 quelque 8,5 milliards d'euros ont été misés sur les jeux en ligne pour un produit net des jeux de 331 millions d'euros. Charles Coppo- lani entend également lutter contre l'offre illé- gale et impliquer l'Arjel sur la scène internatio- nale, « suivre les cotes à l'étranger est un bon révélateur de ce qui s'y fait, et il est important de collaborer avec les régulateurs étrangers pour lutter efficacement contre la corruption et les manipulations sportives ». Enfin le développe- ment de la recherche est un dossier qu'il sou- haitte pousser, car, estime-t-il, « on manque en France de recherche universitaire afin de mieux connaître l'activité des jeux et évaluer par exem- ple son coût social ». Amateur de foot il est passé « du hobby à l'exercice obligé » puisque le pari sportif est tiré par cette discipline.

C. C.

BERNARD MICHEL Gecina



L'ancien élève de l'École nationale des impôts et inspecteur général des finances est reconduit à la présidence du conseil d'administration de la foncière. Après un début de carrière à la direction gé- nérale des impôts, il a intégré le Gan puis fut di- recteur général de Predica et de Crédit agricola- re Assurances. Avant de rejoindre Gecina en 2010, il était président de Crédit agricole Im- mobilière.

TOVE OKUNNIWA Havas Sport & Entertainment

Cette ancienne directrice du marketing digital de la BBC, qui occupa le même titre au sein de BBC Sport, prend les rênes du bureau london- nien. Elle dirigeait l'agence MEC Access UK.

PHILIPPE CLERGUE Onet

À partir du 5 mai, cet ingénieur Ensieg de 53 ans prendra la direction générale du pôle technologies du groupe de propriété et de ser- vices. Il est actuellement directeur de la divi- sion fabrication d'Areva réacteurs et services.

MARCHÉS

LE CAC

	1er	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e	10e	11e	12e	13e	14e	15e	16e	17e	18e	19e	20e	21e	22e	23e	24e	25e	26e	27e	28e	29e	30e
ACCOR	355	-05	36,095	34,8	0,613	-3,5																								
AIR LIQUIDE	1027	-244	103,4	101,5	0,378	-0,1																								
ALSTOM	50,88	-012	51,37	50,14	0,276	-0,83																								
ALCATEL-LUCENT	2,944	-124	2,954	2,897	1,308	-0,64																								
ARCELORMITTAL	118,85	-008	12,03	11,755	0,404	-0,37																								
AXA	18,89	-059	19,05	18,595	0,17	-0,53																								
BNP PARIBAS ACTA	55,78	-149	56,14	55,502	0,397	-1,54																								
BOUYGUES	30,345	-454	30,61	29,885	1,137	-0,67																								
CAPIEYAN	52,93	-049	53,14	52,54	0,525	-0,73																								
CARREFOUR	28,05	-113	28,365	27,69	0,506	-2,64																								
CREDIT AGRICOLE	11,55	-074	11,655	11,36	0,18	-2,13																								
DANONE	52,2	-004	52,47	51,62	0,247	-0,23																								
EDF	29,045	-085	29,205	28,76	0,059	-1,08																								
ESSORINTL	74,65	-042	74,92	74,26	0,179	-3,35																								
GDF SUEZ	19,895	-102	19,65	19,21	0,25	-12,39																								
GEMALTO	82,3	-255	83,97	81,5	0,713	-2,85																								
KERING	153,4	-142	154,25	151,4	0,17	-0,16																								
L'OREAL	12,985	-016	13,235	13,075	0,083	-4,58																								
LAFARGE	65,24	-051	65,33	65,265	0,199	-2,01																								
LEGEND	45,825	-183	46,07	45,16	0,24	-16,89																								
LMVH	142,65	-025	143,3	141,65	0,158	-7,58																								
MICHELIN	88,83	-423	90	88,08	0,758	-14,99																								
ORANGE	71,025	-044	71,13	70,91	0,279	-2,53																								
PERNOD RICARD	85,7	-004	85,56	84,95	0,204	-1,49																								
PUBLICIS GROUPE SA	62,1	-058	62,4	61,71	0,33	-6,62																								
RENAULT	73	-17	74,53	71,24	0,354	-24,89																								
SAFRAN	48,045	-018	48,055	47,705	0,253	-4,88																								
SANTOBIAN	43,98	-002	44,355	43,475	0,321	-0,02																								
SANOFI	76,6	-048	77,42	76,26	0,229	-0,67																								
SCHNEIDER ELECTRIC	68,38	-505	69	67,03	0,632	-7,85																								
SOCIETE GENERALE	44,05	-047	44,73	43,235	0,438	-3,31																								
SOLVAY	114,8	-03	115,4	114,05	0,205	-0,17																								
TECHNIP	83,25	-881	83,47	78,59	1,75	-10,17																								
TOTAL	65,24	-051	65,33	65,265	0,199	-2,01																								
UNIBAL-RODAMCO	90,2	-005	90,5	90,07	0,307	-3,46																								
VALLOUREC	42,24	-167	42,49	41,545	0,985	-6,67																								
VEOLIA ENVIRONN	14,29	-07	14,26	14,065	0,41	-20,54																								
VINCI	54,13	-024	54,65	53,66	0,221	-1,43																								
VIVENDI	20,125	-108	20,76	19,935	0,295	-0,06																								

LES VARIATIONS

PLUS FORTES HAUSSES	1er	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e	10e	11e	12e	13e	14e	15e	16e	17e	18e	19e	20e	21e	22e	23e	24e	25e	26e	27e	28e	29e	30e
ALSTOM	27	-10,93	28,695	26,51	9,999	-1,58																								
TECHNIP	83,25	-881	83,47	78,59	1,75	-10,17																								
MANTOU	134,5	-532	135,15	131	0,15	-2,54																								
SCHNEIDER ELECTRIC	68,38	-505	69	67,03	0,632	-7,85																								
AVENUE TELECOM	64,5	-048	64,4	64,1	1,56	-14,38																								

PLUS FORTES BAISSES

PLUS FORTES BAISSES	1er	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e	10e	11e	12e	13e	14e	15e	16e	17e	18e	19e	20e	21e	22e	23e	24e	25e	26e	27e	28e	29e	30e
BIOALLIANCE	7,68	-523	8,22	7,64	1,575	-7,944																								
ORCO PROPERTY GRP	0,81	-459	0,54	0,61	0,756	-63,47																								
INATEL PHARMA	6,77	-465	7,16	6,61	1,6	-36,49																								
THEOLIA	124	-662	128	118	1,613	-33,33																								
PSOS	28,305	-446	28,6	28,295	0,401	-5,05																								

LES VALEURS

MICHELIN : FORTE PRESSION SUR LES PRIX

Michelin a annoncé un chiffre d'affaires trimestriel en recul de 2,4 %, à 4,8 milliards d'euros. Les revenus du géant des pneumatiques ont été pénalisés par des effets de change négatifs et surtout par des pressions sur les prix, venues contrebalancer la bonne tenue des volumes (+3,4 %). Le titre a réagi par une baisse de 4,23 %, à 88,83 euros.

SCHNEIDER ELECTRIC : BONNES NOUVELLES

L'équipementier électrique français a publié un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de 7,7 %, mais celle-ci se limite à 2,5 % après prise en compte des effets de change. En Europe de l'Ouest, l'activité s'est contractée de 2 %, mais elle est répartie dans la zone Asie-Pacifique (+6 %) et en Amérique du Nord (+2 %). Le titre a bondi hier de 5,05 %, à 68,38 euros.

TECHNIP : REBOND DE L'ACTIVITE

Technip a fait état d'une chute de 42,2 % de son résultat net et d'une hausse de 23,3 % de son chiffre d'affaires trimestriel. Ce grand écart a été bien accueilli par les investisseurs, car la baisse des profits était attendue, elle s'est même révélée moins forte que prévu. Les prises de commandes sont solides, à 2,8 milliards d'euros, et les objectifs d'amélioration des marges sont confirmés. Le cours de l'action a bien réagi à cette nouvelle, puisqu'il est ressorti en hausse de 8,8 %, à 83,25 euros.

L'or

	Jour	Vendredi	31/12
LINGOT DE 100g	29850	29850	+6,27
PIECE DE 100g	178,9	179	+5,3
PIECE DE 100g	489	495	+0,62
PIECE DE 100g	185	184	+5,11
PIECE DE 100g	951	960	+0,93
PIECE DE 100g	176	179	+5,11
PIECE DE 100g	247	257	+2,07
PIECE DE 100g	122	122,25	+0,2
PIECE DE 100g	99	99,1	+0,1
PIECE DE 100g	177	179,1	+1,21
PIECE DE 100g	174	174,2	+0,2
PIECE DE 100g	228,8	229,2	+0,17
PIECE DE 100g	1005	1006	+0,24

COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR TESSI-CPOR

www.cpordevises.com

les devises

	Monnaie	Taux
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,4995 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5337 CAD
EUROBRETAGNE	LIVRE STERLING	0,823 GBP
HONGKONG	DOLLAR HONGKONG	0,7951 HKD
JAPON	YEN	141,63 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	1,2203 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,352 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	2,2029 TND
MAROC	DIRHAM	112,565 MAD
THAILANDE	BATH	44,246 THB
TURQUIE	NOUVEAU LIVRE TURQUE	2,445 TRY
MEXIQUE	PESO MEXICAIN	16,0548 MXN
BRESIL	REAL	3,0021 BRL
NORVEGE	KORONNE NORVEGIENNE	8,2785 NOK
RUSSE	ROUBLE	49,3237 RUB
HONGRIE	FORINT	301,73 HUF
LETTONIE	LITAS	34,53 LTL
POLONOISE	ZLOTY	4,9034 PLN
REP. TCHÈQUE	CORONNE TCHÈQUE	27,463 CZK
ROUMANIE	LEU	4,4608 RON
CROATIE	KUNA	7,6703 HRK
EGYPTE	LIVRE EGYPTEENNE	8,6491 EGP
CHINE	YUAN	8,6381 CNY
INDONÉSIE	RUPIAH	84,495 IDR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	108,473 DZD
SENEGAL	FRANC CFA	655,957 XOF
ILE MAURICE	ROUPIE MAURICIENNE	41,3729 MUR

LA SÉANCE DU JEUDI 24 AVRIL 2014

CAC 40	SBF 120	EUROSTOXX 50	FOOTSIE	NASDAQ (18h)	X-DAX	DOW JONES (18h)	NIKKEI
4479,54	3500,55	3189,81	6703,00	4153,54	9548,68	16521,88	14404,99
+0,64%	+0,54%	+0,44%	+0,42%	+0,64%	+0,05%	+0,12%	-0,97%

EURO CONTRE	YEN	CHF	LIVRE
1,3820 (1,3817)	141,63 (141,67)	1,2203 (1,2207)	0,8230 (0,8233)

La Bourse de Paris ralentit, pénalisée par Wall Street

L'indice CAC 40 a gagné 0,64 %, à 4 479,54 points.

ROLAND LASKINE rlaskine@lefigaro.fr

Les offres musicales low-costs arrivent en France

Hitster propose d'écouter une sélection de 100 hits à 1,99 euro par mois.

THOMAS OLIVEAU
@thomasoliveau

CHIFFRES CLÉS

LE STREAMING EN FRANCE

1,4 million
d'abonnés à des offres de streaming musical, selon le Snp

43 %
des revenus du numérique proviennent du streaming

1,2 %
de hausse des revenus des abonnements premium en 2013

MUSIQUE Le paysage du streaming de musique en France est en pleine évolution. Un mois après le lancement de Jukebox, le service de la Fnac, une nouvelle application vient de voir le jour : Hitster propose un abonnement à 1,99 euro par mois et ouvre un nouveau segment à prix réduit sur le marché de l'écoute sans téléchargement.

L'application s'adresse à une cible jusqu'alors ignorée par les offres existantes. Celle qui achète traditionnellement des CD « dans les grandes surfaces », explique Nicolas d'Hueppe, président du directoire de Cellfish Media Europe, qui édite Hitster. Ce dernier propose une sélection, mise à jour tous les mois, de 100 tubes d'hier et d'aujourd'hui en écoute illimitée et à la demande, exclusivement sur mobile et tablette. Catalogue restreint et généraliste : les ingrédients du low-cost sont réunis.

Avec leurs bibliothèques musicales gigantesques, les acteurs historiques se destinent plutôt aux mélomanes. L'offre étant de qualité supérieure, le prix l'est aussi : Deezer et Spotify proposent des abonnements multisupports illimités à 9,99 euros par mois. Pour



Le site Hitster mise sur un catalogue restreint et généraliste. HITSTER

toucher un public plus large, Spotify et Deezer ont eux aussi réagi, en lançant récemment des accès gratuits à leurs catalogues. Jukebox, le service de la Fnac, présente une gamme progressive de prix, de 2 à 9,99 euros en fonction des supports et du nombre de titres à disposition, menant ainsi de front la bataille du prix et celle de l'exhaustivité.

YouTube peaufine son offre

Les maisons de disques multiplient les appels du pied auprès des services de streaming pour mettre au point des offres plus fragmentées. Le potentiel de développement du streaming est

encore très important. Selon le Digital Music Report 2014 de l'Ifpi (la Fédération internationale de l'industrie phonographique), les revenus issus des services de musique par abonnement ont augmenté de 51 % en 2013, dépassant pour la première fois le milliard de dollars au niveau mondial. Plus de 28 millions de personnes dans le monde ont souscrit à un abonnement payant sur un site de streaming. En France, on compte autour de 1,4 million d'abonnés à des services de streaming musical. Il reste donc de nombreux clients potentiels à conquérir.

En tant que de répondre à tous les types d'écoute de la musique, les majors du disque continuent

de lutter contre le piratage et rééquilibrent leur rapport de forces avec YouTube. Le site de vidéos de Google, numéro un du streaming gratuit en France, a reversé un milliard de dollars aux ayants droit de la musique « ces dernières années », selon son vice-président en charge des contenus. Encore insuffisant, aux dires des producteurs, qui préfèrent toutefois miser sur la croissance du streaming par abonnement, aux revenus réguliers. Le service de streaming musical payant de YouTube, attendu en fin d'année dernière, a été repoussé. Il pourrait être lancé ce trimestre, selon le magazine spécialisé *Billboard*. ■

LES AUDIENCES

Mercredi 23 avril
en millions de téléspectateurs
(source Médiamétrie)

TF1

5,4 millions
Série *Grey's Anatomy*
Part d'audience : 20,9 %

france 2

3,3 millions
Téléfilm *Des frères et des sœurs*
Part d'audience : 12,9 %

france 3

2,8 millions
Magazine « Des racines et des ailes »
Part d'audience : 11,3 %

6

2,3 millions
Jeu « Pékine Express »
Part d'audience : 10,1 %

EN BREF

Radio France à l'équilibre

À quelques jours de son départ, Jean-Luc Hees a présenté un résultat à l'équilibre pour les comptes 2013 malgré une baisse des ressources. Le groupe de radios publiques a fait des économies sur la politique d'achats et le contrôle des frais généraux.

Nod, une appli mobile

Nod (News on Demand) est une appli développée par Marie-Catherine Beuth permettant de recevoir un flux d'information personnalisé avec différents niveaux de lecture.

Wolters Kluwer France espère un retour de la croissance en 2015

Son activité recentrée, le groupe d'information professionnelle mise sur le numérique et la formation.



Hubert Chemla est le président de Wolters Kluwer France depuis 2013. LE SQUARE/FRANCK BENAÏSSÉ

ALEXANDRE DEBOUTÉ @axel_deb

NUMÉRIQUE Après plusieurs années dans le flou, Wolters Kluwer France y voit enfin plus clair. La filiale du groupe néerlandais d'information professionnelle, propriétaire notamment des éditions juridiques Lamy ou du magazine *Liaisons sociales*, a cédé son pôle santé déficitaire en septembre dernier et a réorganisé dans la foulée ses activités autour de quatre divisions : l'édition, qui représente les deux tiers de son chiffre d'affaires (environ 120 millions d'euros au total), la presse, les annonces légales et la

formation. Avec une ambition transversale : continuer son déploiement numérique.

« L'érosion des abonnements papier, de l'ordre de 5 % par an, est inexorable alors que nos développements dans le numérique croissent de 10 % », explique Hubert Chemla, président de Wolters Kluwer France depuis janvier 2013. L'éditeur mise notamment sur les logiciels pour accélérer sa transformation et reprendre le chemin de la croissance après plusieurs années de baisse de son chiffre d'affaires.

Le groupe a racheté en février dernier l'éditeur belge Pyramix, spécialisé dans les logiciels de ges-

tion de cabinets d'avocats. Il vise 4000 contrats fin 2014, contre 2400 fin 2013. En moyenne, un cabinet s'abonne pour cinq postes, qui lui sont facturés environ 250 euros par mois, coûts de maintenance compris, les données étant hébergées à distance. Le logiciel DLex permet aux avocats de mettre de l'ordre dans leurs dossiers, organiser leurs agendas et facturer les clients.

« Étendre nos activités logicielles »

Ce type de logiciel « métier », qui devient le standard des éditeurs professionnels, donne un cap aux autres pôles. « En organique ou par

acquisition, nous avons l'intention d'étendre encore nos activités logicielles », indique Hubert Chemla. En dehors du droit et de la réglementation, qui reste l'une de ses grandes forces, le groupe peut s'appuyer sur d'autres spécialisations, notamment dans le social ou les transports et le tourisme. Dans ces deux derniers secteurs, Wolters Kluwer a articulé son offre autour de titres de presse leaders (*L'Officiel des transporteurs*, *Tour Hebdo*) et d'événements (*Les Étoiles du Transport*, *Les 24 Heures du Mans Camions* et *Le Transporteur de l'année*).

Parallèlement, Hubert Chemla a redynamisé ses divisions d'an-

nonces légales (*Le Publicateur légal* et *La Vie judiciaire*) et de formation en concluant deux partenariats avec le groupe Les Échos. Depuis janvier, Wolters Kluwer fournit deux fois par semaine au quotidien économique son cahier consacré à la création et à la reprise d'entreprise. Par ailleurs, depuis avril, il a repris en location gérance les activités de formation des Échos. Wolters Kluwer élargit ainsi son offre de formation, historiquement centrée sur les ressources humaines et la réglementation, aux métiers de la finance et du marketing mais aussi à des secteurs comme l'aéronautique, la défense ou l'énergie. ■

Dany Boon, porte-drapeau du cinéma français en Chine

L'acteur est venu à Pékin pour promouvoir ses comédies. Un genre très apprécié dans l'empire du Milieu.

CAROLINE SALLÉ @clemaTV
EMPLOYÉE SPÉCIALE À PÉKIN

CINÉMA « Bonjour, si vous cherchez M. Ch'tis, il est un peu plus loin... » Même à des milliers de kilomètres de la France, perché sur la Grande Muraille de Chine, impossible pour Dany Boon de flâner incongru. Si les promeneurs locaux ne reconnaissent pas encore l'acteur français, les touristes européens, eux, le repèrent immédiatement. Trop contents de poser avec la star pour une photo souvenir.

La semaine dernière, à l'invitation d'Unifrance, l'organisme chargé de faire la promotion du cinéma français à l'étranger, Dany Boon est venu passer quelques jours à Pékin afin de rencontrer le public chinois. « Ils posent des questions sur le scénario de mes films, sur l'histoire, ils sont très chaleureux », a constaté l'acteur-réalisateur. Preuve que son humour franchit les frontières de l'Hexagone. Super-



Yael Harris et Dany Boon à Pékin, le 15 avril. CHINA/OTOPRESS/MAXIPPP

condriaque, qui a déjà dépassé chez nous les 5,2 millions d'entrées, a conquis les spectateurs chinois lors d'une projection spéciale. « C'est très impressionnant de voir une salle pleine rire comme en France », s'est réjoui Dany Boon. « Si mes films sont toujours aussi bien accueillis, je

vais revenir souvent ! » Cela se pourrait bien. Car en Chine, les salles obscures, au nombre de 20 000 actuellement (5 500 en France), sont essentiellement fréquentées par les 15-35 ans, très friands de films d'action spectaculaires, mais aussi de comédies. Dany Boon a

donc des atouts à faire valoir. Lancé en novembre, *Un plan parfait*, avec Diane Kruger, a très bien marché l'an dernier. Et *Eyjafallajökull* (*Le Volcan*), dans lequel il partage l'affiche aux côtés de Valérie Bonneton s'apprête à sortir sur les écrans chinois. « Les comédies françaises sont beaucoup plus libres, plus créatives que celles de Hollywood, où tout est contrôlé », a vanté l'acteur devant des journalistes lors d'une conférence de presse organisée à l'ambassade de France.

Un remake chinois

Si les blockbusters américains, au nombre de 45 par an en moyenne, sont très présents dans l'empire du Milieu, les productions françaises, avec de cinq à sept films chaque année, ont réussi toutefois à attirer 5,2 millions de spectateurs l'an dernier. Alors que les ventes de nos films à l'étranger constituent un levier de croissance important, difficile d'ignorer la Chine, deuxième

plus gros marché du cinéma au monde après les États-Unis, qui pourrait bien devenir le premier d'ici à quelques années. « C'est un marché qui se développe, mais les places de cinéma restent chères », constate Dany Boon. Sans compter qu'un film, s'il ne rencontre pas son public, peut disparaître des écrans en moins de 24 heures.

Pas de quoi décourager le comédien dont l'interview à la télévision sur CCTV6 a été vue par 500 à 800 millions de téléspectateurs. D'ailleurs, comme Sophie Marceau, sollicitée pour tourner avec de grands réalisateurs chinois, Dany Boon est déjà courtisé. « J'ai reçu des propositions que j'étudie en ce moment », confirme-t-il. En attendant de voir un jour le comédien à l'affiche d'une production chinoise, son distributeur, Pathé, a été approché pour un remake local de *Bienvenue chez les Ch'tis*. « Les négociations sont toujours en cours », confie-t-il. ■

Le marché chinois se développe, mais les places de cinéma restent chères

DANY BOON

LE FIGARO et vous



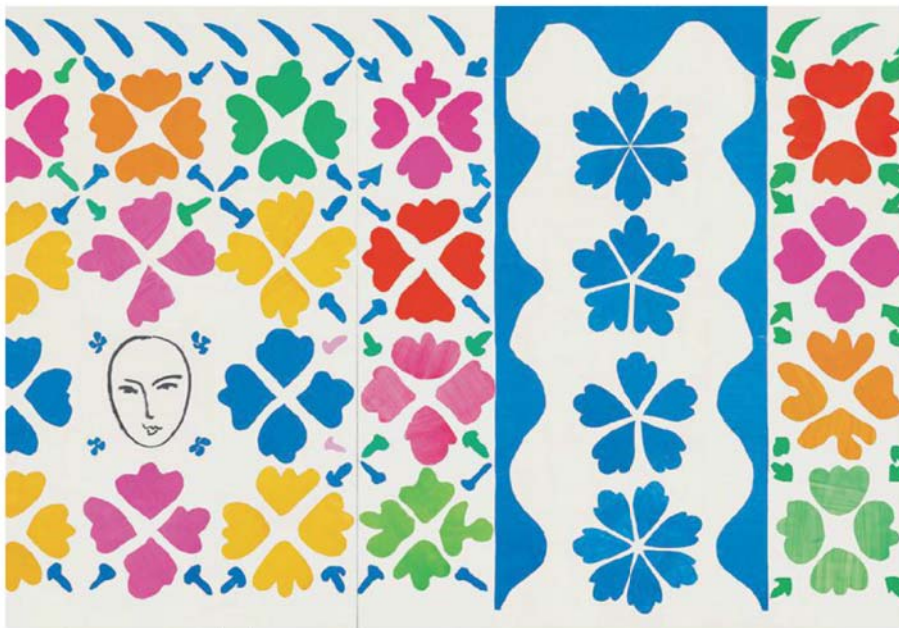
GOLF
LA DERNIÈRE GÉNÉRATION
DE DRIVERS
AU BANC D'ESSAI

PAGE 29



STYLE
LE MONDE DES ARTS
INFLUENCE
LES CRÉATEURS DE BIJOUX

PAGE 28



Grande composition avec masques (détail), 1953.

Mister Matisse, vos papiers s'il vous plaît!

À Londres, la Tate Modern épinglé sur ses murs les «papiers découpés» du chef de file du fauvisme. Véritable bain de jouvence, cette rétrospective est un enchantement de couleurs et une merveilleuse leçon de peinture. PAGE 26



ÇA C'EST... BRUXELLES!

Valérie Duponchelle

MENU DÉLICART

DÎNER ARTCURIAL À LA FONDATION WIELS,
À LA VEILLE D'ART BRUSSELS 2014.

Sur les immenses baies vitrées de ce qui fut une ancienne brasserie, la Fondation Wiels de Bruxelles a écrit le programme en lettres bâton, comme le design flash des années pop. Franz en jaune vif. Erhard en bleu gitane. Walther en orange seventies. Les trois forment la signature de Franz Erhard Walther, artiste allemand dont la sculpture conceptuelle a choisi le tissu à tendance géométrique que des performances muettes animent comme des rites anciens. Au menu des festivités : «The Body Decides».

Sur le sol, les tissus lourds aux formes ésotériques - croissant de lune, tabliers de l'espace, bonnets très pointus, bavoirs pour deux, étuis d'objets immatériels - sont rangés par formes, par couleurs, par emplois. Sur le mur, une succession de photographies vintage montre l'usage improbable de cet art participatif. «Activez!» est la formule écrite au sol. L'activation d'œuvres renvoie à une époque un rien plus utopique, à l'exposition «When Attitudes Become Form» de feu Harald Szeemann à Documenta V en 1972. La Fondation Prada avait reconstitué cette présentation révolutionnaire classée monument historique, à grands frais, l'an dernier à Venise. Pas de chaman de l'art, ce soir. Des

invités courtois comme le beau Kari Gahiga, profil de statue et phrasé de la haute société belge, qui suivent sagement le sens de la visite et ne se risquent pas à la performance de gymnaste. Les Bruxellois ont bonne mine, comme s'ils vivaient en Argentine. Tous les invités ne sont pas minimalistes, comme Fabienne Bernheim la Genevoise, lunettes à la Mae West, sac vénitien en paillettes en forme de bouteille de champagne dans son seau. Les sourires sont naturels, chose presque impensable à Paris. La semaine bruxelloise est un bouquet de dîners de l'art digne de Van Huysum. Au nom d'Artcurial Belgique, jeune parmi les Français partis sous de meilleures latitudes, Laurent Dassault évoque son grand-père, Marcel, l'épopée des Champs-Élysées à conquérir comme le Tour de France et l'ère du rond-point où trônait Le Figaro, devenu propriété de la famille. Il cite Bacon l'intenable, compare le perfectionnisme fou de l'aviation et l'obstination des artistes. Son jeune associé en Chine populaire, Hadrien de Montferand, apporte sa fougue aventurière aux tables bien alignées. En quatre ans sur le sol chinois, il est devenu un vieux pro du dessin contemporain chinois. Retour au réel? Son artiste, Lu Chao, n'a pas eu son visa de sortie.

DUO CLIFTON
BICOLORE, 30 MM ET 41 MM
AUTOMATIQUE
www.baume-et-mercier.com

Φ
BAUME & MERCIER
MAISON D'HORLOGERIE GENEVE 1830

CULTURE

Coup de théâtre à Fontainebleau

PATRIMOINE Après 150 ans de fermeture, la salle impériale construite par Napoléon III sera accessible aux visiteurs dès le 3 mai. Restaurée avec des gestes à l'ancienne, elle est encore fragile, mais authentique.

Il est authentique, presque « dans son jus », comme diraient les brocanteurs. Avec ses drôles de sièges jaunes capitonnés, ses murs tendus de soie et sa moquette à motif de roses, le petit théâtre impérial de Fontainebleau donne une idée de ce que fut le goût impérial - lequel serait volontiers qualifié de détonnant, aujourd'hui. Le 3 mai, après une inauguration officielle, dix-huit mois de travaux et près de 150 ans de fermeture, il sera ouvert à la visite.

On s'ennuyait ferme autrefois dans les cours impériales, n'étaient-ce les chasses, les jeux et les spectacles destinés à rompre le quotidien. Napoléon III fit donc construire cette salle dans le château, en 1857, pour plaire à Eugénie et recevoir la bonne société. L'architecte maison, Hector Lefuel, créa une salle à la fois luxuriante dans ses décors (avec un balcon en fleurs peintes, un plafond allégorique et des dorures) et épurée dans ses lignes. 45 mètres sur 15, 400 places, dont une centaine debout : le théâtre « était conçu pour un usage privé et des soirées habillées », rappelle Vincent Drognet, directeur du patrimoine et des collections au château de Fontainebleau.

Pour des raisons de coût, peu de représentations (à peine une quinzaine) y furent données sous Napoléon III. Les documents de l'époque racontent que le théâtre était compliqué à chauffer et qu'il fallait faire venir à grands frais les acteurs et les musiciens par le train.

Le théâtre fut fermé à la chute du second Empire, rouvrit au début du XX^e siècle pour quelques productions, dans des conditions telles que le lustre tomba, en 1926. Par la suite, les Allemands, occupant le château en 1940, y firent donner quelques concerts, avant que l'administration ne déclare



Le petit théâtre impérial de Fontainebleau est désormais le seul lieu en France à posséder encore des tentures capitonnées, décoration dont on était friand au milieu du XIX^e siècle. Les petits sièges à dos oblong étaient, à l'origine, couleur bouton-d'or et sont aujourd'hui jaune patiné. GILLES COULON/OPPIC/TENDANCE FLOUË

le lieu inapte aux spectacles, en 1941. « Depuis trente ans, l'État cherchait à restaurer cet endroit magique, relativement préservé de la vétusté, poursuit Vincent Drognet, mais il hésitait entre une restauration totale, dont un retissage intégral des tentures et des moquettes et un rafraîchissement. » En 2007, grâce à un mécénat d'Abu Dhabi (lire ci-dessous), le théâtre a finale-



ment pu envisager des travaux, prenant l'option d'une restauration conservant au maximum tissus, décors et objets du XIX^e.

Des objets exhumés des réserves

Fontainebleau étant un vaste grenier, les rideaux Empire ont été exhumés d'une réserve, nettoyés puis raccro-

chés. Les petits sièges à dos oblong ont été simplement dépoussiérés. Ils étaient, à l'origine, couleur bouton-d'or et sont aujourd'hui jaune patiné. La moquette à fleurs et « flammée » a été partiellement retissée dans un atelier du nord de la France, le lustre a été remis en état grâce à un autre artisan français. Vingt-deux corps de métiers se sont penchés sur cette sal-

le, recréant des gestes à l'ancienne. « Ce lieu est désormais le seul en France à posséder encore des tentures capitonnées, décoration dont on était friand au milieu du XIX^e siècle », explique Vincent Cochet, conservateur, qui a suivi les travaux.

Pour l'instant, la scène n'a pas été restaurée. Derrière le plateau, les machineries sont encore là, avec un système de poulies pour les décors. Certains d'entre eux sont toujours empliés - comme ceux figurant une place publique, un salon ou une forêt. Compte tenu de sa fragilité, le théâtre restera un objet patrimonial et ne se transformera pas en théâtre public, ce qu'il n'a d'ailleurs jamais été. Il s'intégrera dans le circuit de visite consacré au second Empire, qui inclut le musée chinois de l'Impératrice, le cabinet de travail de Napoléon III et le salon des Laques d'Eugénie.

Une poignée d'événements sera sans doute organisée chaque année. Mais l'idée n'est pas d'en faire un nouveau petit lieu bellifontain chic - notamment pour des banales questions de sécurité. ■

Mécène, j'écris ton nom...

La contrepartie, puisque c'est ainsi que cela s'appelle, a été actée dès 2007. Abu Dhabi ayant accepté de financer la restauration du théâtre impérial (10 millions d'euros, à terme), la France a, de son côté, accepté de rebaptiser la salle. Elle portera le nom de Théâtre Cheikh Khalifa Bin Zayed al-Nahyan. L'usage consistant à donner le nom d'un mécène à une salle de musée ou à une pièce de théâtre n'est pas très courant en France, contrairement aux

États-Unis. De fait, il fait même partie de ces gestes tabous. Le Louvre avait caressé l'idée, un temps, de donner le nom d'une entreprise japonaise à une de ses salles, avant de reculer face à la bronca. En général, on se contente donc d'une plaque rappelant qui a soutenu les travaux. Cette fois, le ministère de la Culture a obtenu. Il faut dire que, la même année, un accord historique avait été conclu entre l'État français et les Émirats,

sur le Louvre Abu Dhabi. Et que sans argent privé, le théâtre n'aurait jamais été restauré. Aurélie Filippetti - qui lors de la campagne présidentielle avait publiquement regretté que le nom de Wendel soit inscrit sur les murs de Pompidou Metz - viendra d'ailleurs inaugurer le théâtre, le 30 avril, avec Cheikh Sultan Bin Tahnoon al-Nahyan, membre de la famille royale et président de TDIC (Tourisme et Culture). **C.B.**

« Othello », l'œuvre impossible

CHRONIQUE Pour sa première mise en scène importante, Léonie Simaga s'est attaquée à Shakespeare. Trop naïve, son interprétation n'est pas sauvée par la lumineuse Elsa Lepoivre et pas plus par Bakary Sangaré.



LE THÉÂTRE

Armelle Hélio
ahelio@lefigaro.fr
blog.lefigaro.fr/theatre

At-on vu une fois dans sa vie de spectateur Othello mis en scène de manière convaincante ? Peut-être une fois, par Hans Peter Cloos, mais la critique avait été très sévère, et une autre par Thomas Ostermeier. Et puis aussi, évidemment, dans les versions anglaises de la Royal Shakespeare Company. Mais la plupart du temps, on sort échaudé des représentations.

Le travail de Léonie Simaga n'échappe pas à cette dominante de déception, hélas. Ce spectacle est sa première mise en scène importante. N'est-ce pas trop difficile pour quelqu'un qui n'a dirigé ses camarades que dans *Pour un oul ou pour un non* de Nathalie Sarraute ? Mettons au crédit de Muriel Mayette-Holtz le désir de voir la troupe heureuse et de construire une programmation dans un budget serré. Les sociétaires auront signé cette année une très grande partie des productions. On attend Lucrèce Borgia par Denis Podalydès, on vient d'applaudir *Le Misanthrope* par Clément Hervieu-Léger, on a moins aimé *Psyché* par Véroni-

que Vella et on reverra avec plaisir *Hernani* par Nicolas Lormeau. Léonie Simaga est une jeune femme remarquablement intelligente qui a parfois encadré des camarades au Conservatoire ou à l'Institut d'études politiques.

Bunker de béton

Elle rêvait de cet Othello et y a sans doute projeté un peu naïvement certaines de ses préoccupations. Ainsi l'écrit-elle un peu abruptement dans la notice de présentation : Othello, selon elle, est « l'histoire d'un Noir. Un Noir en Occident, un immigré, un apatride ». Soit. Elle poursuit : « Ce Noir, c'est ce que Malcolm X appellera plus tard un Oncle Tom : un Noir qui croit être « intégré » ou qui veut l'être. Qu'il le soit ou non importe peu : d'avance, par essence, il est perdant. »

C'est un peu réducteur. Ce qui est passionnant dans Othello, c'est aussi la question du mal. C'est la question de Iago. Or, et c'est catastrophique pour la représentation, elle fait de Iago un bouffon, et son interprète, Nâzim Boudjenah, en rajoute jusqu'à la trahison navrante du personnage.

Dès lors, tout est perdu. Mais ce n'est pas le seul défaut rédhibitoire. Le décor est très laid. Après un premier acte dans les flambeaux, assez beau mais vociféré, on s'installe dans un bunker de béton qui est censé être le fort de Chypre... Hideux, piège à déplacements maladroits. On en passe. Comme la traduction prosaïque et simplifiée de Norman Chaurrette. Bakary Sangaré dans le rôle-titre a les faiblesses qu'on lui connaît. Mais

il est touchant, sincère. Alain Lenglet, Jérôme Pouly, Christian Gonon, Laurent Natrelle tiennent honnêtement leurs partitions. Mais Pauline Méreuz est mal fagotée et mal dirigée en Bianca. La lumière vient de Céline Samie, Emilia, et d'Elsa Lepoivre. Desdémone. Dans la scène de la chanson de Barbara, une petite shakespearienne, on est lavé par la grâce infinie des deux artistes : « The poor soul sat sighing by a sycamore tree, / Sing all a green willow ; / Her hand on her bosom, her head on her knee, / Sing willow, willow, willow, » (« La pauvre âme était assise soupirante près d'un sycamore, Chantons

tous un naïf saule ; La main sur son sein, sur ses genoux sa tête, Chantons le saule, le saule, le saule », traduction Armand Robin).

Dans le livret remis au public, une annonce de la sortie en version nouvelle et restaurée de l'Othello d'Orson Welles. Voyez-le : un chef-d'œuvre admirable en noir et blanc sublime, magistralement filmé et interprété. ■

« Othello », Théâtre du Vieux-Colombier (Paris VI^e), jusqu'au 1^{er} juin. A 19 heures le mardi, 20 heures du mercredi au samedi, 16 heures le dimanche. Durée : 3 h 10 entracte compris. Tél. : 01 44 39 87 00.



Céline Samie (Emilia) et Elsa Lepoivre (Desdémone) sur la scène du Vieux-Colombier.

Fondation Custodia
121 rue de Lille Paris VII
Métro Assemblée Nationale

De Bosch à Bloemaert
Dessins néerlandais du Museum Boijmans
Van Beuningen, Rotterdam
22 mars — 22 juin 2014
Tous les jours sauf le lundi de 12h30 à 18h00

Les couleurs remportent les primaires

BIJOUX La mode et l'art ont toujours entretenu de bonnes relations, et cette saison encore un peu plus, grâce à une palette basique et vitaminée, qui déteint également sur les accessoires.

AÉLODIE BAËRD ebaerd@lefigaro.fr
 Au premier abord, cette déferlante de couleurs franches peut passer pour un tic de saison. C'est un classique, en effet, qu'à chaque arrivée des beaux jours, les teintes printanières chassent la grisaille de l'hiver. Mais à y regarder de plus près, il y a quelque chose de plus réfléchi cette fois-ci dans cette concentration de chromatismes primaires. Les défilés printemps-été 2014 ont donné le ton avec de nombreux clins d'œil appuyés au monde des arts. Dans plusieurs cas, la palette tourne majoritairement autour du rouge, jaune et bleu et les accessoires – les bijoux en particulier – opèrent comme un prolongement, voire un concentré, de ces inspirations artistiques.

Chez Prada, le décor comme les robes et les manteaux tableaux empruntent entre autres au street art. Et les bracelets gainés de cuir et sertis de gros strass, dans un pantone flamboyant, donnent des envies de collection. L'imprimé coups de pinceau de Céline s'est imposé comme un des temps forts de la saison. Recouvertes de peinture blanche, jaune ou bleue écaillée, les manchettes imaginées par Phoebe Philo – impossibles à rater, au centre de la campagne photographiée par Jurgen Teller – ressemblent à des petites compressions.

L'influence de Le Corbusier

Chez Louis Vuitton, en marge du Miami Art Basel en novembre dernier où la marque a érigé la première « Maison au bord de l'eau » dessinée par Charlotte Perriand en 1934 (et restée au stade de concept), une collection d'accessoires inspirée de la philosophie de l'architecte a été présentée. On y trouve, entre autres, un collier Magnetic fait de perles de bois et résine jaune ou cyan, très inspiré du mouvement moderne des années 1920. C'est en pensant à un autre artiste de cette période, Le Corbusier, que la créatrice Viveka Bergström a dessiné ses manchettes mosaïques. Leur construction fait penser aux fenêtres colorées de la Cité radieuse à Marseille. « Après trois ans de "sevrage", j'ai à nouveau envie de couleurs dans mes collections mais pas des teintes sophistiquées et spéciales, plutôt des couleurs primaires, basiques, comme celles du Bauhaus et du modernisme, qui soulignent bien le travail sur la forme », explique cette femme d'origine suédoise qui, depuis plus de vingt ans à Paris, crée des bijoux minimalistes et architecturés.

Pour l'été 2014, Hélène Zubeldia aussi « mêle inspirations tribales et modernisme », avec en filigrane une évocation de l'âge d'or du cinéma italien et de l'ultrasensualité de ses actrices. La féminité de ces pièces est plus évidente ici qu'ailleurs.

Le Bon Marché s'est laissé convaincre par les aplats primaires et met en scène au rez-de-chaussée une sélection de mode et d'accessoires autour d'une tendance baptisée « néo-mexicanisme ». « Cette saison, la couleur fait loi et le mix d'imprimés et de matières s'impose comme une tendance forte – et joyeuse – dans le prêt-à-porter comme dans les accessoires », explique Jennifer Cuvillier, directrice du grand magasin de la rive gauche. Résultat, vitrines et stockman sont investis de plastrons, manchettes et pendants d'oreilles vitaminés. Qui dégagent une énergie communicative. ■



1. Plastron de perles et plumes plastique, 275 €, Forest of Chintz au Bon Marché.
2. Collier Magnetic, en bois et résine, 1500 €, Louis Vuitton.
3. Bracelet en métal argenté et cristaux, 120 €, Viveka Bergström.
4. Manchettes en cuir Saffiano et cristaux, à partir de 990 €, Prada.
5. Plastron en perles de verre, 390 €, Hélène Zubeldia.
6. Défilé Céline printemps-été 2014.

SUR LE WEB

➤ Plus de bijoux sur www.lefigaro.fr/madame
 ➤ Et plus d'horlogerie sur www.lefigaro.fr/lifestyle

Des bijoux de printemps à porter tout le temps

FABIENNE REYBAUD
 freybaud@lefigaro.fr

Dans les vitrines de la place Vendôme, les joailliers mettent en scène des collections courtes qui sont créées de toutes pièces ou viennent compléter des lignes déjà existantes. Ainsi, Cartier lance ce mois-ci Amulette, un éventail très Art déco de bracelets, sautoirs et pendentifs qui jouent le contraste entre le blanc de la nacre et le noir de l'onyx. Chanel Joaillerie présente des plumes gracieuses, versions plus accessibles de ses broches XXL de haute joaillerie. Van Cleef & Arpels livre une pimpante déclinaison parisienne de son best-seller Alhambra en troquant les pierres dures de son célèbre trèfle contre de la porcelaine de Sèvres. Dior Joaillerie plante une nouvelle rose – en améthyste – dans son jardin du Pré Catelan qui sortira au mois de mai. Tandis que Boucheron simplifie le trait de son Serpent Bohème en n'en gardant que la tête sur des mini-bagues néo-baroques appelant l'accumulation. ■



1. Boucles d'oreilles plume en or jaune, 2 700 euros, Chanel Joaillerie.
2. Bague Rose Pré Catelan en or rose, améthyste et diamant, 4 500 euros, Dior Joaillerie.
3. Pendentif Magic Alhambra créé pour la boutique de la place Vendôme en or jaune et porcelaine de Sèvres bleue, 3 250 euros, Van Cleef & Arpels.
4. Bague Serpent Bohème en or blanc et diamants, 2 210 euros, Boucheron.
5. Bracelet Amulette en or rose, onyx et diamant, 1 530 euros, Cartier.

CHANEL JOAILLERIE, BOUCHERON, DIOR, VAN CLEEF & ARPELS, ET VINCENT WILVERCK/CARTIER

GOLF

Le coup de charme des nouveaux drivers

MATÉRIEL Après les fers, la rédaction «golf» du «Figaro» a testé les drivers version 2014. Verdict sans concession.

Plus que jamais le driver s'impose comme le club «premium» du sac de golf. Tous les joueurs, tous niveaux confondus, veulent la perfection sur le tee de départ soit des trajectoires bien droites, belles et puissantes. C'est ainsi que le choix d'un driver fait l'objet de toutes les attentions de la part du golfeur, qui recherche avec lui une symbiose parfaite. Leur relation reste néanmoins assez fragile. Au premier raté, à la première déception, le joueur n'hésitera pas à laisser tomber son compagnon de jeu pour un autre, plus performant. Mieux vaut donc partir sur des

bases solides. C'est pourquoi les fabricants ont multiplié les détails pour le personnaliser au maximum.

Côté loft, tout d'abord, la plupart des modèles proposent aujourd'hui un réglage d'un simple coup de molette, de 0,5° à 2°, selon les marques. Cette tendance était déjà apparue la saison dernière, elle se confirme en 2014. Dans la pratique, on adoptera une ouverture plus fermée pour favoriser les trajectoires basses par vent fort ; plus ouverte pour privilégier le vol de la balle par grand beau... D'une manière générale, les lofts très fermés de 8° ou 9° n'ont plus la cote. On nous promet aujourd'hui de bien meilleures distances avec plus d'ouverture - c'est ce que Taylor Made appelle le «loft up». Pourquoi ? Tout simplement parce que les ingénieurs ont considérablement réduit le spin de la balle - traduisez sa rotation sur elle-même en vol -, ce qui lui permet d'avoir une trajectoire plus tendue, avec plus de portée, donc. Même les pros du Tour ont augmenté le loft de leur driver, ce qui leur garantit du même coup plus de régularité.

En marge de cet ajustement de taille, plusieurs drivers comme le SLDR de Taylor Made ou le Big Bertha de Callaway proposent également de régler

soi-même ses trajectoires en fade (effet de gauche à droite) ou en draw (effet de droite à gauche). Cette fois-ci, c'est en mettant plus ou moins de poids au talon ou à la pointe que l'on peut simplement corriger un petit défaut ou privilégier une frappe en fonction du sens naturel d'un parcours.

Enfin côté coloris, restons discrets. Le noir, mat ou brillant, est de mise cette saison même si certains clubs offrent plusieurs teintes au choix pour «customiser» l'élus de son cœur. C'est le cas chez Cobra, qui en a fait sa marque de fabrique, et chez Callaway, qui vient de sortir un programme de personnalisa-

tion de son driver Big Bertha. Pour sa part, Taylor Made avait décidé dans un premier temps d'abandonner le blanc - qui a fait son succès - avant de finalement le remettre au goût du jour... Pour les nostalgiques.

Compter de 250 € à 450 € pour toutes ces petites merveilles. ■ **A.D.-M.**

Pour tester les dernières nouveautés de matériel, profitez des journées d'essai organisées par Golf Plus les 16 et 17 mai au Paris Country Club sur l'Hippodrome de Saint-Cloud et le 17 mai au Golf de Toulouse Seilh. Vous pouvez dès à présent réserver votre fitting gratuit sur www.golfplus.fr



Pour les bons joueurs

Par Romain Schneider, Index 9

Mon favori : Cleveland 588 Custom (1)
Un club avec lequel on se sent vite très à l'aise. Son aspect visuel classique et sobre me plaît. Techniquement, la marque a innové en offrant un système de vis à l'arrière de la tête de club pour ajuster l'emplacement du poids. Mais l'argument qui me convainc, avant tout, c'est la légèreté (305 grammes). Confirmation. Il convient bien à ma vitesse de swing. L'accélération se fait naturellement. Le son est discret mais agréable à l'impact. Les balles sont longues et droites. Que demander de plus ?
399 €. (vendu avec 2 shafts). www.clevelandgolf.com

TaylorMade SLDR (2)
Les amateurs d'ajustement se régaleront une nouvelle fois, ce driver étant toujours à la pointe dans ce domaine. La tête du dernier TaylorMade ne semble pas trop avoir gonflé par rapport au R1. Elle était blanche, elle est redevenue noire. Un look trop classique à mon goût. Tant pis. Fortunes diverses lors du test. Des drives bien longs mais aussi (et surtout) des hooks, des slices. Et le léger bruit de casserole à l'impact me pose un problème.
499 €. www.taylormadegolf.com

Ping G25 (3)
Sur ce driver ajustable, on peut toujours varier le loft par demi-degré. J'aime son look toujours classique et élégant. Des poids en tungstène disposés au plus bas et en arrière sous la semelle du club permettent d'abaisser le centre de gravité et de réduire le spin de la balle une fois en l'air... Joli programme. La déception (relative) l'emporte pourtant. Malgré des résultats honorables lors du test, les sensations ne sont pas là. Je trouve ce driver un peu lourd.
419 €. www.ping.com

Cobra Bio Cell (4)
Cobra propose toujours des drivers colorés, en bleu, orange, rouge et gris. Et c'est plutôt agréable à regarder. À jouer aussi. La technologie de l'AMP (Advanced Material Placement) a été poussée encore plus loin avec un module alvéolaire à l'intérieur de la tête de club qui déplace le poids d'avant en arrière. Et ça marche. La sensation générale est bonne. Mes balles volent loin. Un instant, je me prends pour Ian Poulter ou Rickie Fowler, adeptes de ce driver.
399 €. www.cobra.com

Callaway Big Bertha Alpha
Conçu pour les très bons joueurs, il se présente comme un driver très tolérant. Tout est fait, il est vrai, pour mettre à l'aise avec son système d'ajustement permettant de choisir le loft (9 et 10,5 degrés) et le lie du club avec une sélection en position neutre ou en draw. La tête de club me paraît très légère. Je ne me sens pas très à l'aise à l'adresse. Pourtant, j'accumule les slices lors du test. Étrange pour un habitué du draw. Ma vitesse de swing n'est peut-être pas adaptée à cet impressionnant engin.
469 €. www.callaway.com

SUR LE WEB
Partez à la découverte d'Alexis Anghert, premier Français membre du PGA Canadian, antichambre du Web.com Tour, la 2^e division US.
www.letifigaro.fr/golf



Pour les femmes

Par Alyette Debray-Mauduy, Index 10

Mon favori : Callaway X2 Hot (1)
Bien balancé avec une jolie forme arrondie, un shaft fleuri, une finition noir mat et quelques touches orangées, ce driver a aussi tout pour plaire une fois en action. Sans effort, la balle se lève bien, les trajectoires sont droites avec un bruit sympathique à l'impact. Cela serait dû à la face «hyperspeed» augmentant la surface de frappe idéale et donc la distance, même sur les coups décentrés. On imagine aisément que, même fatiguée au départ du 18^e trou, on dirait encore à la perfection avec ce club au confort absolu.
329 €. www.callaway.com

Callaway Big Bertha
L'autre nouveauté du fabricant américain Callaway pousse la personnalisation à l'extrême. On peut y faire varier le loft avec une bague au niveau du shaft, on peut régler ses trajectoires en fade ou en draw grâce à une règlette, on peut choisir la couleur de sa tête (8 coloris), celle de son manche, de son grip et l'on peut même y faire graver son nom. Techniquement, ce driver assez exigeant demande une bonne forme physique et un temps de rêve. Si toutes ces conditions sont réunies, alors on profitera d'une frappe longue et consistante.
429 €. www.callaway.com

Cobra Bio Cell (2)
Là encore, on peut choisir la couleur de la tête et du grip, avec des teintes plus flashy les unes que les autres (rose, turquoise et champagne). Derrière ce look détonnant se cache un club maniable et tolérant avec une face «oversize» et un poids concentré sous la semelle pour bien lever la balle. Facile et efficace.
299 €. www.cobragolf.com

Ping G25
La forme allongée de sa tête est assez déstabilisante au départ. Elle paraît tellement énorme qu'elle semble impossible à manier. C'est pourtant à l'arrière de la canne que tout le poids de ce driver a été concentré pour marier puissance et hauteur de balle. Il suffit de taper quelques balles pour en être convaincu, avec en prime un petit bruit métallique à l'impact très prononcé. On aime ou pas...
379 €. www.ping.com

TaylorMade JetSpeed (3)
Pour la première fois, ce fabricant adapte sa technologie «Speed Pocket» à ses drivers. Résultat : même si l'on tape sur la partie inférieure de la face du club, la frappe sera bonne et puissante. Ajoutez à cela un shaft «ladies» un peu plus long que la moyenne pour gagner en distance. Malheureusement, malgré son nom prometteur, ce club manque de toucher et de sensation... En tout à mon goût.
299 €. www.taylormadegolf.com

TaylorMade SLDR
Ce driver haut de gamme est vraiment réservé aux bonnes joueuses, ayant de surcroît un physique d'athlète. Les réglages sont nombreux : angle d'ouverture de la face mais aussi trajectoires en draw ou en fade. Le spin de balle est réduit, ce qui garantit de la longueur. Faites tout de même quelques séances de muscu avant de l'adopter.
449 €. www.taylormadegolf.com



Pour les joueurs moyens

Par Lionel Vella, Index 23

Mon favori : Callaway Legacy (1)
Nous sommes ici dans le haut de gamme. On remarque tout de suite la face forgée, plutôt rare dans la famille des drivers. Cette particularité amène un toucher très agréable mais aussi de la puissance. Visuellement, on n'a pas l'impression d'avoir un driver à 460 cm³ de volume. Et pourtant. Le poids se situe sur l'arrière de la tête, ce qui doit permettre - normalement - d'envoyer des balles plus hautes. On revient sur un shaft Graphite Design (comme sur les fers), du matériel américain donc mais toujours avec une recherche de tolérance. Le shaft est ici très léger (50 grammes), d'où cet effet de ne pas subir le club dans le mouvement. Bref, ce driver se laisse approcher plutôt facilement, un peu plus encore avec le shaft testé, très tolérant. Même si le prix reste très élevé, les sensations procurées par cet outil sont assez remarquables.
499 €. www.callaway.com

Cobra Bio Cell (2)
Voici un driver où l'on peut varier l'orientation de tête de club de 9 à 12,5 degrés (une clé est livrée avec le club). Il est léger et confortable, on sent qu'il en a sous le capot. On ne va cependant pas contrôler à outrance la trajectoire de balle mais plutôt essayer de l'envoyer le plus loin possible. Testé avec un shaft Projecti (une référence). Le rapport qualité-prix est ici très intéressant. C'est un driver à la fois séduisant et confortable à jouer. Existe avec une tête noire, rouge et orange.
299 €. www.cobragolf.com

Callaway X2 Hot
Tout de suite, le design sobre nous interpelle. La tête du driver, bien profilée, doit permettre d'acquiescer une certaine vitesse, allée à un toucher hyper agréable. Sur la bague du club, on peut faire varier le loft de -2 degrés à -1 degré (quatre possibilités d'ouverture). On peut aussi ne pas être en version draw ou neutre grâce au réglage du loft. Testé avec un shaft Aldia Tour Blue du plus bel effet. Léger, haut de gamme mais confortable et accessible au niveau budget. Parfait pour une gamme de joueurs allant de 15 à 30 d'index. Une très belle surprise !
329 €. www.callaway.com

Callaway Big Bertha (3)
Un modèle plus cher de base de par les matériaux proposés pour la tête et le shaft (ici Fubuki Zeta 50 grammes). Même principe au niveau de la bague que sur le X2 Hot mais on peut aussi varier le poids au niveau du talon (plus léger ou plus lourd). Une règlette est également proposée à l'arrière pour faire varier le poids (vers le talon en draw, plus vers la pointe en fade). Idéale pour une large gamme de joueurs allant de 10 à 30 d'index. Malgré une sensation plus lourde en mains que les autres drivers testés, le résultat en termes de distance trouvée est au rendez-vous. Une valeur sûre. Si vous en avez les moyens, n'hésitez pas.
429 €. www.callaway.com



Pour les joueurs «loisirs»

Par Martin Coururié, Index 31

Mon favori : Cleveland 588 Altitude (1)
Le noir n'est pas une couleur toujours facile à porter pour un homme. Du genre «cérémonie» lorsqu'on s'en pare de pied en cap. Ce driver, avec sa bonne bouille brillante, s'en sort parfaitement bien. Beau garçon. Élégant, classe. Et sans surpoids. L'un des plus légers du marché, paraît-il, qui nécessite juste de swinguer en rythme. Effectivement, à son bras, ma balle se sent aérienne, facile, amusante, à se croire bonne danseuse. Le charme opère sans conteste. Les coups et les minutes filent, délicieux instants de partage, d'échange, voire de grâce dans cette salle de balles devenue, par la magie du noir, le centre d'un monde (golfeur) de moins en moins occulte.
299 €. www.clevelandgolf.com

Cobra Baffler XL (2)
Étonnante, cette capacité des fabricants de matériels de golf à sortir chaque année des nouveautés toujours plus performantes que la série précédente. Alors quand Cobra sort une «vraie» nouveauté, à savoir un premier driver dans sa série Baffler, «la plus tolérante» de l'ancienne marque américaine, on se poindrait une excitation rafraîchissante. À l'adresse (soit le positionnement devant la balle, rien à voir avec l'«adresse» qui me permettrait d'être un bon joueur), j'apprécie le look sympa de cette tête bien marine originale. Censée revenir bien dans l'axe au moment de l'impact de la balle, pour balancer cette dernière sans effort au milieu du fairway, elle doit prendre des libertés insoupçonnées avec moi. Puisque mes balles partent à gauche, à droite et en bas mais (presque) jamais en haut et au centre. Sûrement une question de détail. Un de plus dans ce sport infernal.
249 €. www.cobragolf.com

TaylorMade Jet Speed (3)
«Alors, il est comment ton petit frère ? Sym-pa ?» «Bah, déjà, il n'est pas de la même couleur que moi...» Ne en 2013 avec une tête toute blanche, le driver RBZ vient de voir débouler son successeur muni d'une tête bien noire avec d'élégantes touches bleues. Un changement de cap, après quatre ans de couleur virginale, qui ne désarçonne pas à l'instant de se saisir de l'engin équipé pour la première fois de la fameuse «speed pocket» maison. Verdict à la (grande) frappe ? Un driver efficace, qui envoie du lourd, bien droit. Manque juste un peu de hauteur. Mais on connaît le fait. Ce ne doit pas être le plus petit, le plus léger et le plus fin avec sa tête bien faite...
299 €. www.taylormadegolf.com

LE FIGARO • golf
L'ACTUALITÉ DU GOLF AVEC
ROLEX

TÉLÉVISION

Dernière scène pour un duo tumultueux

Cette fiction dépeint l'ultime confrontation entre Elizabeth Taylor et Richard Burton sur une scène de théâtre dans les années 1980.

MURIEL FRAT mfrat@lefigaro.fr

On n'aurait pu imaginer une Elizabeth Taylor et un Richard Burton plus troublants que Helena Bonham Carter (Alice au pays des merveilles, *Le Discours d'un roi*) et Dominic West (*The Hour*). Dans *Liz Taylor et Richard Burton, les amants terribles*, une fiction de la BBC diffusée ce vendredi soir sur Arte, ces grands acteurs britanniques se glissent avec une sensibilité exceptionnelle dans la peau des deux monstres sacrés du cinéma du XX^e siècle.

Nous sommes à New York en 1983. Le couple mythique de Hollywood est connu dans le monde entier. Elle, sublime actrice aux yeux améthyste devenue un sex-symbol international. Lui, fameux acteur de théâtre et coureur de jupons. Elizabeth Taylor et Richard Burton se sont mariés deux fois. Et ils ont divorcé deux fois. Depuis qu'ils se sont rencontrés sur le tournage du film de Joseph L. Mankiewicz *Cléopâtre* en 1962, leur torride histoire d'amour tient en haleine les fans de cinéma et les amateurs de presse à scandales.

Le duo tumultueux est réuni une ultime fois pour jouer à Broadway la pièce de Noël Coward *Private Lives*,

traduite en français par *Les Amants terribles*, une pièce qui met en scène un couple d'amants qui se déchirent.

C'est Elizabeth Taylor qui a eu l'idée de reprendre cette œuvre dans l'espoir de renouer avec l'homme qu'elle n'a jamais cessé d'aimer. Richard Burton entretenait une nouvelle relation avec une jeune femme et avait pour projet de jouer *Le Roi Lear*. Il n'était pas emballé mais il a accepté par amour et par égard pour Liz.

Des spectateurs attirés par une éventuelle réconciliation

Rien ne va se passer comme l'avait imaginé l'actrice. Manquant d'expérience au théâtre, elle ne semble guère disposée à travailler son rôle. Il faut dire que ce qui la motive n'a pas grand-chose à voir avec la scène. Persuadé que leur relation est vouée à l'échec, malgré leur amour indéfectible, Richard Burton ne sait pas trop quelle attitude adopter. Il se montre tantôt distant afin d'échapper aux caprices d'Elizabeth Taylor, tantôt protecteur avec son ex-épouse qui part à la dérive, boit et se gave de médicaments. L'un après l'autre, les deux comédiens doutent de leur talent. Tous deux souffrent de leur folle noto-

riété, de se trouver en permanence sous l'œil des médias et du public. Le succès que remporte la pièce qu'ils sont en train de jouer n'est-il pas dû au voyeurisme des spectateurs davantage attirés par une éventuelle réconciliation des acteurs que par leurs dons dramatiques ?

Au fil des représentations, Richard Burton prend ombrage de l'immense succès de Liz Taylor. L'actrice va se montrer capricieuse, prétentieuse, perdue, touchante. Les anciens amants s'affrontent, ils se disputent avec féroce sur scène comme en coulisses. À l'instar des drogués, ils ne peuvent se passer l'un de l'autre mais ne supportent pas de vivre ensemble. En un ultime coup de théâtre, Richard Burton disparaît à Las Vegas pour épouser sa fiancée du moment, Sally. Elizabeth Taylor est dévastée.

En grands professionnels, les comédiens vont jusqu'au bout des représentations des *Amants terribles*. Après cette « vie commune » de deux mois, leur séparation est déchirante. Elizabeth Taylor rappelle à Richard Burton qu'elle l'aime toujours et ne cessera jamais de l'aimer. L'acteur mourra quelques mois plus tard en Suisse où il s'est installé avec sa nouvelle épouse. ■



Dans *Liz Taylor et Richard Burton, les amants terribles*, Helena Bonham Carter et Dominic West incarnent les deux monstres sacrés du cinéma du XX^e siècle.

GUSTAVO PAPALEO/IBC 2013

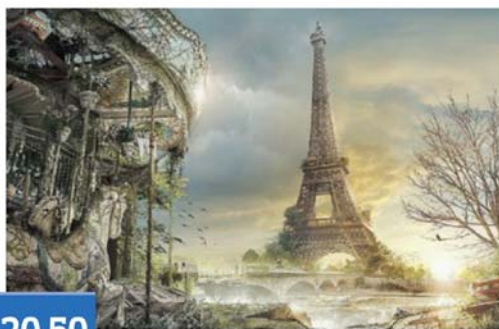
Et la lumière ne fut plus

La série d'anticipation « Revolution » explore un monde où l'électricité a subitement disparu.

CONSTANCE JAMET @constancejamet

Plus besoin de zombies pour faire chuter notre civilisation. Parfois un simple caprice de la technologie, comme la disparition soudaine et définitive de l'électricité, suffit. C'est ce monde post-apocalyptique qu'explore *Revolution*, la nouvelle série de NTL.

Concoctée par des professionnels du genre, J. J. Abrams (*Lost*, *Fringe*) et Jon Favreau (*Iron Man*), *Revolution* exerce une addiction immédiate grâce, comme toute saga d'anticipation qui se respecte, à un prologue soigné. Un soir à Chicago, Ben Matheson, qui télécharge un programme mystérieux, ordonne à sa femme Rachel (Elizabeth Mitchell, la star de *Lost*) de faire des stocks d'eau.



Revolution emmène le téléspectateur dans un monde post-apocalyptique où règne l'anarchie. WARNER BROS ENTERTAINMENT INC.

Mais quelques secondes plus tard, l'électricité vacille et s'éteint, plongeant les villes dans le noir, coupant télévisions, téléphones et PC, mettant à l'arrêt les trains et les voitures tandis que les avions tombent du ciel.

Quinze ans après cette panne universelle, les États-Unis ont sombré dans l'anarchie. On se bat au sabre et à l'arbalète, les armes à feu sont interdites. Les citadins ont rallié la campagne pour subsister. L'ordre est assuré par une menaçante milice qui abat Ben et capture son fils. Dès lors, il incombe à l'aînée de la fratrie, Charlie, de retrouver son frère. La jeune femme, clone de Katniss dans *Hunger Games* - même agilité à l'arc et même style vestimentaire -, traque son oncle (Billy Burke). Lui et Ben avaient peut-être découvert comment rétablir le courant mais leur secret est convoité par le dictateur local (David Lyons).

Revolution pose des bases alléchantes : personnage faussement mort, groupes de résistants qui maîtrisent l'électricité. Il reste à espérer que cette série, meilleur démarrage de l'année outre-Atlantique après *The Following*, ne se perde pas dans les méandres de rebondissements et d'énigmes qui rendent illisible son prédécesseur *Lost*, avec qui elle partage de nombreux points communs. ■

LE BUZZ TV

Invitée: Elsa Fayer

interviewée par Nicolas Voltaire, aujourd'hui sur :

LE FIGARO TV MAGAZINE orange

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 3457

HORIZONTALEMENT

1. Sont en proie à l'affailement. - 2. Terre où les rennes sont rois. - 3. C'est le moment de passer pour la grande faucheuse. - 4. Tout est son contraire. Proche du Tréport. - 5. Arrose Altkirch. Le premier des multicoques. - 6. C'est lui qui pousse sur le mont des Oliviers. - 7. Va tenir à un fil. Réclamation légitime. - 8. Commence par une mise en garde. - 9. Aunom du Christ. Sûle et brouillard. - 10. Écorce passée au moulin. Clapton pour les fans. - 11. Un de Troie. Manuel spirituel. - 12. Théoricien de la cristallisation.

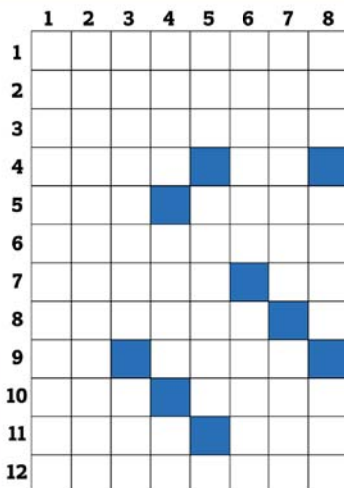
VERTICALEMENT

1. Donnent envie et même des envies. - 2. Entré dans une phase de déclin. - 3. Disposées en boucles. Arrivée en vie. - 4. Classe fermée. Bressiliens dans les cages. Se voit deux fois dans s'entend. - 5. Victime d'une très forte grippe. Prière du roi David. - 6. Bref passage à la radio. Enseignement transmis par Moïse. - 7. Roi de la dynastie des Plantagenêts. Une pulpeuse comme Sophia ou Claudie. - 8. Se rend en Asie. Chauve exemplaire. Certificat de travail.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3456

HORIZONTALEMENT 1. Ajourner. - 2. Rarefié. - 3. Brin. Cut. - 4. Adeptes. - 5. Lin. Revu. - 6. Entail. Or. - 7. Tsar. Vin. - 8. Relâchée. - 9. Ici-bas. - 10. Erses. CL. - 11. Rem. Sûle. - 12. Stewards.

VERTICALEMENT 1. Arbalétriers. - 2. Jardin secret. - 3. Orientalisme. - 4. uenP. Arabe. - 5. RF. Trl. Cassa. - 6. Nicée. VHS. Ur. - 7. Eau. Vole. Cid. - 8. Ritournelles.



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 1770 :

Gardez-le !

▲ R852
▼ R8
▲ A5
▲ R8765
N O E
S
▲ A7643
▼ A054
▼ 74
▲ 42

Contrat : Sud joue 4 Piques.

Entame : Dame de ♠ prise de l'As.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1769 :

Assurez la rentrée

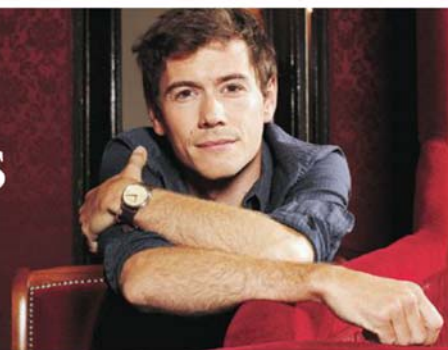
Contrat : Sud joue 6 Piques.
Entame : Valet de ♥ (le 7 en Est).

Vous comptez onze levées sûres. La douzième va venir des mineures, ou vous allez cumuler vos chances : d'abord les ♠ en tête puis l'impasse à ♠. Mais pour profiter de ce cumul, communications obligent, vous devez respecter l'entame. Après la continuation à ♥, purgez les atouts, encaissez As-Roi de ♠ (hélas, la Dame ne tombe pas), l'As de ♦ (en débloquent le Valet du mort) puis retournez en main par la coupe d'un ♥ (voilà pourquoi il fallait duquer).

▲ RDV 1094
▼ 52
♦ V5
▲ 653
▲ 76
▼ V1098
♦ 9432
♦ D108
▲ 532
♦ D73
♦ D876
▲ 94
N O E
S
▲ A8
▼ A64
▲ A10
▲ ARV72

Loïc Corbery, des tréteaux aux sunlights

SUCCÈS Comédien très doué, il joue Alceste salle Richelieu et interprète un jeune professeur de philo au côté d'Émilie Dequenne dans « Pas son genre », de Lucas Belvaux, qui sort mercredi prochain.



F. BOUCHON - J.-C. MARRARA, S. SORDANO / LE FIGARO



Armelle Hélot
ahelot@lefigaro.fr
blog.lefigaro.fr/theatre

Un charme ravageur, une présence. Loïc Corbery possède ce qu'on appelle la grâce. Cela ne s'explique pas. Il émane de tout son être une lumière, une légèreté, qu'il se balade dans Paris ou qu'il soit sur scène, dans sa maison depuis près de dix ans, la Comédie-Française. À l'entracte de la générale du *Misanthrope*, il y a quinze jours, André Bercoff, grand amateur de théâtre, glissait : « C'est James Dean ! » C'est exactement ce que l'on avait pensé et écrit trois ans auparavant, lorsque le jeune sociétaire avait joué Perdican dans *On ne badine pas avec l'amour* d'Alfred de Musset. Dans son tee-shirt blanc, il faisait irrésistiblement penser au héros mythique d'*À l'est d'Eden*...

Loïc Corbery est plus grand, plus délié que l'elfe tragique de l'Actor's Studio. Mais il y a quelque chose. Une ressemblance moins physique qu'intérieure, une modernité dans l'expression et la façon d'être qui le destinent à de grands rôles. Il les a au théâtre. Il va les avoir au cinéma, cela ne fait aucun doute, et la sortie mercredi prochain de *Pas son genre*, de Lucas Belvaux, film dans lequel il incarne un jeune professeur de philosophie parisien muté à Arras et qui va rencontrer une jeune femme d'un autre monde que le sien, une coiffeuse qui élève seule son enfant et qu'interprète la délicieuse

Émilie Dequenne, va confirmer cette certitude. Il rit, amusé, lorsqu'on lui dévoile la remarque de Bercoff. Il est de belle humeur. On l'a toujours connu ainsi. C'est que le théâtre est sa vie et qu'il le sait depuis longtemps.

Il est né et a grandi à Avignon. « Mes parents ont choisi le Sud, lorsqu'ils se sont mariés », explique-t-il. Papa est ingénieur, maman prof de lettres puis de danse. Le théâtre, c'est elle. « Ils m'ont emmené à la Carrière Boulbon pour assister au Mahabharata de Peter Brook. Je venais d'avoir 9 ans. J'ai dormi au cours de cette longue nuit, mais je me souviens des masques, des personnages, de l'éléphant Shiva... Inoubliable. »

La Danse du diable

Gravé pour jamais dans son cœur, aussi, *La Danse du diable*, de Philippe Caubère, que le comédien donne un jour de juin au Cloître des Carmes. « C'était le 8 juin 1994. À 22 heures, quand cela a commencé, j'avais 17 ans... À 9 heures du matin, j'avais 18 ans et je savais que je deviendrais comédien », dit-il, ajoutant : « Le prologue est ancré en moi à jamais. »

À Paris, il s'inscrit au cours de Jean Périmony, très bonne école. Dans la foulée, il passe le concours du Conservatoire qu'il réussit du premier coup. « J'ai eu de la chance. À l'époque je jouais déjà : j'étais sur le boulevard dans *Les Gafes* de l'autruche, d'André Roussin. J'ai suivi les classes de Stuart Seide puis de Jacques Lassalle. Deux grands

pédagogues. » Plus tard il dira combien Lassalle lui manque : « Il monte actuellement *Le Roi Lear*, à Varsovie, avec Andrzej Seweryn dans le rôle-titre. Je vais y aller. Je regrette que personne ne lui propose de travailler en France. »

Bio EXPRESS

9 juin 1976
Naissance à Avignon.
Juillet 1985
Assiste au Mahabharata de Peter Brook.
1997-2000
Conservatoire.
17 janvier 2005
Entrée à la Comédie-Française.
1^{er} janvier 2010
Sociétaire de la Comédie-Française.
2011
Perdican dans *On ne badine pas avec l'amour*.
2012
Dom Juan.
2014
Le Misanthrope.
30 avril 2014
Sortie de *Pas son genre*, de Lucas Belvaux.

cles dans lesquels il tient donc les rôles titres et jouera dans *Les Estivants*, de Gorki, sous la direction de Gérard Desarthe, le petit frère de Varvara.

« Je suis heureux de travailler avec Gérard, dit-il. Cela va être une belle année », et ses yeux noisette brillent derrière les lunettes ovales cerclées de métal, des lunettes de lecteur impénitent, d'intello. De prof de philo !

Le film de Lucas Belvaux va braquer les projecteurs sur lui, mais ce ne sont pas ses débuts. À la télévision comme au cinéma, Loïc Corbery a déjà un joli parcours. « Le tournage à Arras a été un peu acrobatique, car je jouais Dom Juan au Théâtre Éphémère, se souvient-il. Lucas Belvaux travaille beaucoup en amont. Il attend des acteurs une entente, une compréhension et touche très peu au jeu lui-même, il nous fait confiance. » Il a aimé la fraîcheur et la précision d'Émilie Dequenne. « Et puis, mes parents sont joués par Martine Chevallier et Didier Sandre ! » Peut-on rêver mieux. Deux grands, et deux grands de la Comédie-Française.

Tout sourit à cet audacieux délié et amical. Sa « douce », comme il la nomme, est aussi comédienne. Une remarquable artiste. Mais chut, il n'a pas envie de cancaner...

Le rythme du Français est trépidant. « Je ne peux m'interdire d'admirer cette troupe et de voir qu'un *Podalydès*, un Gallienne peuvent reprendre du pied levé un tout petit rôle dans une production. » Et avec discipline et entraînement. Lorsqu'il ne travaille pas, il n'est jamais bien loin de la place Colette : « En ce moment, les répétitions de Lucrèce Borgia commencent. Je me glisse dans la salle et je regarde. Je suis bien... »

Il aime bien aussi retrouver ses amis, Stanley Weber, notamment, du côté du canal Saint-Martin, où ils habitent : « On se fait des cafés-basse-ball. » Plus tonique que le café-philos ! Quelques balles et des disputes de camarades sur le zinc ! ■

LA COMÉDIE HUMAINE DE JEAN-BAPTISTE POQUELIN



Il avait connu la gloire auprès du jeune Louis XIV, lors des divertissements des « Plaisirs de l'île enchantée », traversé les intrigues, le désamour, les cabales, les jalousies. Il avait mêlé l'humour, la parodie, le burlesque et la bouffonnerie, l'héritage de Térance et le rythme de la commedia dell'arte, la langue du Grand Siècle et la liberté du théâtre de rue. Conjugué simplicité et naturel, satire sociale et galanterie. Pourfendu intrigants, hypocrites, courtisans, parvenus, médecins, ignorants, faux dévots, bourgeois mai dégrossis, jaloux ; donné à voir précieuses et féministes, amants chagrins, grands seigneurs libertins, hommes de lettres experts en pédanterie. Il avait été lui-même accusé d'être un impie, un débauché, un farceur. Qu'étais-il ? Et par quel mystère avait-il tout observé, tout compris ?

Michel de JAEGERE
Directeur de la rédaction du Figaro hors-série

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

La reine Elizabeth à Paris en juin

Pour la première fois depuis dix ans, Elizabeth II sera reçue à Paris, les 5 et 6 juin, en marge des cérémonies du 70^e anniversaire du débarquement allié, auxquelles elle participera en Normandie, aux côtés de Barack Obama et, peut-être, de Vladimir Poutine. Mais seule la reine d'Angleterre aura droit à un dîner d'État dans la capitale française, le 6 juin. À 88 ans, elle se cantonnera à un programme réduit, qui comprendra cependant une « promenade » dans un parc de la capitale.



REUTERS

Nicolas Sarkozy a rencontré Hillary Clinton

Lors de son séjour à New York, l'ex-chef de l'État a rencontré Hillary Clinton, jeudi après-midi, à la fondation Clinton Global Initiative. L'ex-chef de la diplomatie américaine sort un livre *Hard Choices* (« Choix difficiles »), et son nom est régulièrement cité parmi les présidentiables du Parti démocrate. L'ancien président de la République est aux États-Unis depuis dix jours avec sa famille. Il rentrera en France ce week-end.

L'Élysée mise sur Moscovici à Bruxelles

Des deux candidats socialistes à un poste dans la prochaine Commission européenne, la préférence de l'Élysée va clairement à Pierre Moscovici, l'ex-ministre de l'Économie, à la tête d'un vaste portefeuille économique qui ferait de lui « le patron de l'Eurozone ». Élisabeth Guigou, ancienne ministre de la Justice et des Affaires européennes, aujourd'hui présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui brigue le poste de haut représentant de la diplomatie commune, risque de devoir en prendre son parti.

En vente actuellement - 8,90 €
Chez votre marchand de journaux et sur www.figaro-store.fr



6,90 €

EN VENTE ACTUELLEMENT
en kiosque, en librairie et sur www.figaro-store.fr



FRAMES OF LIFE*

* TRANCHES DE VIE | FRAMESOFLIFE.COM | MOD. AR5026 + Clip on

GIORGIO ARMANI
LUNETTES